

L'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS COOPERATIVES AGRICOLES DU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE EN DÉCEMBRE 1939 PAR

JACQUES GIRARD DE VASSON

Président de thèse : M. le professeur Roger PICARD.

*Thèse dispensée de la soutenance en exécution des décisions prises
par M. le Ministre de l'Éducation Nationale
en faveur des étudiants rappelés sous les drapeaux*

IMPRIMERIE LANGLOIS, CHATEAURoux

1939

L'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS COOPERATIVES AGRICOLES DU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE EN DÉCEMBRE 1939 PAR

JACQUES GIRARD DE VASSON

Président de thèse : M. le professeur Roger PICARD.

*Thèse dispensée de la soutenance en exécution des décisions prises
par M. le Ministre de l'Education Nationale
en faveur des étudiants rappelés sous les drapeaux*

IMPRIMERIE LANGLOIS, CHATEAURoux

—
1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Le paysan français, a-t-on coutume de dire, est un individualiste farouche. En réalité, l'homme des champs est surtout assoiffé d'indépendance. Doué, d'autre part, d'un très grand bon sens, il comprend bien que son isolement ne lui permet pas de se défendre et l'empêche de garder sa liberté. Aussi n'est-il pas ennemi de l'action collective, non pour la culture proprement dite, mais pour les opérations antérieures et postérieures à cette dernière. L'industriel, par l'intégration, tend à concentrer dans la même entreprise tous les stades de la production, pour se rendre maître de ses approvisionnements et de ses débouchés. De même l'agriculteur veut se libérer du commerce tant pour ses achats d'outils et d'engrais que pour la vente de ses produits. Il veut supprimer les intermédiaires pour ne dépendre que de lui ou des siens. De là est née la coopération agricole.

La coopération (*cooperari*, travailler ensemble), repose donc non seulement sur une idée d'entraide et de solidarité, mais aussi et surtout sur une volonté d'indépendance. Les agriculteurs veulent être libres dans l'exercice de leur profession, ou plutôt, suivant la belle expression de Ramuz, de « leur état ». Pour atteindre ce but, il leur faut s'organiser. La coopération est un des rouages essentiels de l'organisation professionnelle agricole.

Elle n'en est pas le seul. Le syndicalisme vit à côté d'elle et en liaison si intime qu'il se confond parfois avec elle.

Syndicats et coopératives ont été précédés par de nombreux groupements. Le Moyen Age a connu les communautés paysannes de l'Auvergne et du Bourbonnais, les « confréries

de Saint-Vincent », ou associations de vignerons, les « cotises » et les « consorses » des Landes, premières assurances mutuelles contre la mortalité du bétail. Les « fruitières » du Jura, véritables coopératives de fromagerie, remontent au XIV^e siècle.

Les Sociétés d'Agriculture datent du XVIII^e siècle. Ce sont plutôt des associations de propriétaires que de paysans, des académies où l'on ne se livre à aucune activité économique. Il fallait commencer par s'éclairer avant d'agir. Les Sociétés d'Agriculture, en ouvrant la voie du progrès technique, ont rendu de très grands services.

Elles ont été secondées par les comices, organismes à circonscription plus étroite, mais d'un caractère plus nettement rural. Les comices ont organisé des concours pour encourager les améliorations de la culture et de l'élevage.

Les syndicats, dont l'existence légale ne date que de la grande loi du 21 mars 1884, ont néanmoins fait leur apparition une dizaine d'années auparavant. Ils sont nés des grandes crises agricoles, pour lutter d'un côté contre l'invasion phylloxérique de 1875, de l'autre contre les fraudes des fabricants d'engrais. Mais la loi de 1884, en leur donnant un statut juridique, favorisa leur essor. Ils se formèrent de tous côtés, s'employant surtout à devenir les fournisseurs de leurs adhérents, à rassembler leurs commandes et à leur distribuer l'engrais au prix de gros. Puis, développant leur activité économique, ils ouvrirent des magasins de vente et réalisèrent des bénéfices. Ils se trouvèrent immédiatement en butte à l'hostilité des commerçants. Ceux-ci les poursuivirent devant les tribunaux et obtinrent contre eux un arrêt de la Cour de Cassation du 29 mai 1908, leur interdisant d'ouvrir des magasins de vente et de faire des opérations sans commandes préalables de leurs adhérents. Beaucoup de syndicats passèrent outre; d'autres, pour se mettre en règle, constituèrent des coopératives d'achat et de vente et devinrent ainsi des cellules germinatives donnant le jour à de nombreux organismes (coopératives d'achat et de vente, caisses de cré

dit, caisses d'assurances mutuelles, etc...). La loi du 12 mars 1920 donna une consécration légale à l'activité économique que les syndicats s'étaient tout d'abord attribuée. Nous avions, au 31 décembre 1927, 24.000 syndicats agricoles.

Si beaucoup de S. C. A. (Sociétés Coopératives Agricoles) sont des filiales de syndicats, de nombreuses autres se sont formées spontanément sous l'empire de la nécessité, tant pour vendre le vin que le lait et le blé. L'enquête de 1929 révélait l'existence de 6.404 coopératives. Ce nombre a augmenté depuis. Le ministre de l'Agriculture, dans son rapport sur le fonctionnement de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, écrit : « Le nombre total des coopératives agricoles qui existe actuellement en France est voisin de 8.000, sur lesquelles 7.500 environ sont des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente. Plus de 3.000 de ces dernières ont bénéficié d'avances à long terme du Crédit Agricole. » (J. O., 7 janvier 1939.)

A quelles règles, tant juridiques qu'économiques, obéissent ces 8.000 coopératives? Tel est le problème que cherche à résoudre cette étude.

Mais, avant de parler d'un organisme, il faut préciser ce qu'il est et ce qu'il n'est pas, il faut le définir. Cette définition sera l'objet de la PREMIÈRE PARTIE traitant des *Caractères Généraux* des S. C. A.

L'étude de l'administration de ces groupements deviendra plus aisée. La DEUXIÈME PARTIE sera consacrée à leurs *Organes*:

- L'Assemblée Générale, qui délibère, légifère et ratifie;
- Le Conseil d'Administration, qui exécute;
- La Commission de Surveillance, qui contrôle.

Dans l'état actuel de la législation française, les S. C. A. ne peuvent naître et vivre que sous le contrôle de l'Administration. Elles subissent la *Tutelle de l'Etat*, qui sera examinée dans la TROISIÈME PARTIE.

PREMIÈRE PARTIE

Les caractères généraux des Sociétés coopératives agricoles

On rencontre des groupements agricoles de toutes sortes et des coopératives de genres bien différents. Il importe donc, en abordant cette étude, de préciser exactement ce qu'est une S. C. A. et d'en déterminer les caractères. Qui peut nous renseigner, sinon la loi? Notre méthode consistera à rechercher la législation applicable, à tenter de l'interpréter au point de vue juridique et à en examiner les applications économiques.

CHAPITRE PREMIER

Législation applicable

Nous avons un texte essentiel, c'est le décret du 11 février 1939, portant codification des textes législatifs formant le statut juridique et fiscal des S. C. A. et de leurs unions. Ce décret est venu mettre de l'ordre et de la clarté dans une législation particulièrement confuse.

SECTION PREMIERE

Législation antérieure

Sans parler de la grande loi, toujours applicable, du 24 juillet 1867 sur les sociétés, nous avons eu la loi du 29 décembre 1906 complétée par le décret du 26 août 1907. Ces textes ne concernaient que les coopératives désirant bénéficier du crédit agricole, et établissaient l'affiliation obligatoire des coopérateurs à des syndicats professionnels agricoles. Ils ont été abrogés par la loi du 5 août 1920.

Celle-ci, toujours en vigueur, vise le crédit mutuel et la coopération agricole. Les articles 22 et 23 sont consacrés aux S. C. A. bénéficiant du crédit agricole. Ces dernières sont divisées en deux groupes : d'une part, celles destinées à la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés; d'autre part, celles destinées à l'achat en commun et l'approvisionnement. L'affiliation des coopérateurs à

un syndicat agricole n'est plus exigée; néanmoins, ceux-ci doivent être agriculteurs. Le capital social des S. C. A. ne peut être constitué par des actions, mais par des parts nominatives transmissibles seulement par voie de cession et avec l'agrément de la société. La loi du 5 août 1920 a été successivement modifiée par la loi du 30 décembre 1922 et les décrets-lois du 28 septembre 1935, 31 août 1937 et 24 mai 1938.

Le décret du 9 février 1921, relatif à l'application de la loi du 5 août 1920, prescrit l'insertion dans les statuts de certaines règles ayant pour principal objet de garantir les avances consenties par le crédit agricole. Le décret du 4 avril 1929, complétant celui du 9 février 1921, exige que les fonctions d'administrateur soient gratuites.

La loi du 12 juillet 1923 détermine le régime juridique des S. C. A. bénéficiant du crédit agricole. Ces organismes peuvent se constituer soit sous le régime des sociétés civiles particulières régies par les articles 1832 et suivant du Code civil, soit dans les formes prévues par la loi du 24 juillet 1867 et les lois ultérieures pour les sociétés anonymes.

Le décret du 28 mars 1935, modifié postérieurement par celui du 13 juillet 1939, institue le Conseil Supérieur de la Coopération Agricole.

Ce Conseil comprend 35 membres nommés par le ministre et ainsi répartis :

a) 18 membres de droit :

Le Directeur de la Caisse Nationale de Crédit Agricole;

Le Directeur Général des Eaux et Forêts;

Le Directeur du Secrétariat, du personnel central et de la comptabilité;

Le Directeur de l'Agriculture;

Le Directeur des Eaux et du Génie Rural;

Le Directeur de l'Office du Blé;

Le Directeur du Mouvement Général des Fonds;

Le Représentant du Ministre du Travail;

Le Gouverneur de la Banque de France;

Le Président du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Crédit Agricole;

Le Président du Conseil Central de l'Office du Blé;

Le Président de l'Assemblée Permanente des Présidents de Chambres d'Agriculture;

Le Président de la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération agricoles.

b) 3 sénateurs.

c) 4 députés.

d) 10 représentants des coopératives de production, transformation et vente.

e) 2 représentants des coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement.

f) 1 représentant des sociétés agricoles d'intérêt collectif.

g) 2 membres spécialement qualifiés.

Le décret-loi du 8 août 1935 marque une nouvelle étape dans la législation des S. C. A. : Il détermine le statut juridique et fiscal non plus des coopératives désirant bénéficier du crédit agricole, mais de tous les organismes qui veulent prendre le titre de Sociétés Coopératives Agricoles. Il institue les Unions de coopératives, qui feront l'objet de la loi du 26 août 1936. En cas de dissolution ou d'expiration de la société, il exige l'attribution de l'actif net à une œuvre d'intérêt général agricole. Et surtout il soumet les S. C. A. à l'agrément ministériel, amenant ainsi l'Etat à intervenir dans le fonctionnement d'organismes professionnels privés.

Ce décret fut complété et modifié par ceux des 13 août 1936, 27 avril 1937, 31 août 1937, 24 mai 1938 et 9 juillet 1938. Ces différents textes spécifient la soumission des S. C. A. au contrôle permanent des agents du Trésor et des directeurs de services agricoles, le maintien de la gratuité de l'administration et l'autorisation d'accorder une indemnité forfaitaire à un administrateur chargé d'exercer une surveillance effective, sorte d'administrateur-délégué. L'objet des coopératives se trouve précisé, et leur caractère agricole nettement

marqué. Les anciens agriculteurs peuvent, dans certaines conditions, rester membres des S. C. A. Enfin ces textes établissent la responsabilité pénale des administrateurs, directeurs ou gérants en cas d'usurpation du titre de coopérative agricole.

SECTION II

Le décret du 11 février 1939

Telle était la législation concernant les S. C. A. Le monde agricole la voulait plus claire et plus simple. Un décret de codification, prévu par l'article 8 du décret-loi du 31 août 1937, devait être pris dans les six mois, c'est-à-dire avant le 1^{er} mars 1938. Il parut le 11 février 1939.

Vu son importance, il convient d'en donner le texte intégral avant d'en faire l'analyse.

DÉCRET DU 11 FÉVRIER 1939

portant codification des textes législatifs formant le statut juridique et fiscal des Sociétés Coopératives Agricoles et de leurs Unions

(Journal Officiel du 18 février 1939. —

Rectificatif J. O. du 23 février 1939.)

TITRE PREMIER : RÉGIME JURIDIQUE

I. — Forme juridique

ARTICLE PREMIER

(Article premier de la loi du 12 juillet 1934.) Les Sociétés Coopératives Agricoles peuvent se constituer, soit sous le régime des Sociétés civiles particulières régies par les articles 1832 et suivants du Code Civil, soit dans les formes prévues par la loi du 24 juillet 1867 et les lois ultérieures pour les Sociétés anonymes.

(Article premier de la loi du 12 juillet 1923.) Les Sociétés Coopératives Agricoles sont pourvues de la personnalité civile dès lors qu'elles ont été constituées conformément au premier alinéa du présent article.

(Article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Ces Sociétés peuvent, dans l'une des formes prévues ci-dessus, créer entre elles des unions qui bénéficient du même régime juridique que les Coopératives qui les composent.

ARTICLE 2

(Article 5 de la loi du 12 juillet 1923, complétée par l'article 3 du décret-loi du 31 août 1937.) Les prescriptions de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés et les textes législatifs qui l'ont modifiée ou complétée ne s'appliquent pas aux Sociétés Coopératives Agricoles constituées sous la forme des Sociétés civiles particulières régies par les articles 1832 et suivants du Code Civil.

II. — Objet

ARTICLE 3

(Article 22, alinéa premier de la loi du 5 août 1920; article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Les Sociétés Coopératives Agricoles ont pour objet :

a) Soit d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés (1) (Article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par celui du 31 août 1937) ou de mettre à la disposition de ces derniers, pour leur usage exclusif, des machines ou instruments agricoles;

(Article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par celui du 31 août 1937.) b) Soit de procurer à leurs seuls sociétaires les objets, ustensiles, outils, machines, semences, engrais ou autres produits nécessaires aux besoins de leurs exploitations agricoles

ARTICLE 4

(Article 2 du décret-loi du 31 août 1937.) Par dérogation aux dispositions de l'alinéa a) de l'article 3, les Sociétés Coopératives Agricoles de production, transformation, conservation et vente adhérentes à une même Union peuvent, à titre exceptionnel, être autorisées par cette Union, sous réserve que cette dernière ait obtenu pour ses statuts l'agrément prévu ci-après, à se fournir mutuellement par son entremise et sous son contrôle les produits qui lui sont indispensables pour parer à l'insuffisance momentanée des récoltes de leurs adhérents, sans perdre, de ce fait, le bénéfice des exonérations fiscales prévues en leur faveur par la législation.

ARTICLE 5

(Article 5 de la loi du 15 août 1936.) Coopératives de blé. — Les Sociétés Coopératives de Blé pourront modifier leurs statuts et ac-

(1) *Nota.* — Il est précisé, dans le rapport au Président de la République, qui accompagne le décret du 13 août 1936, pris en application du décret-loi du 8 août 1935, que les opérations des Unions des Sociétés Coopératives Agricoles ne peuvent porter que sur les produits transformés ou non provenant des exploitations des membres des Coopératives qui leur sont affiliées. (J. O. des 16, 17 et 18 août 1936.)

cepter comme usagers tous producteurs de blé, propriétaires exploitant eux-mêmes ou à mi-fruit, fermiers ou métayers, qui ne seraient pas membres de la Coopérative, ainsi que tout détenteur de blé reçu en paiement de fermage ou de service.

III. — Sociétaires - Capital social

ARTICLE 6

(Article 23 de la loi du 5 août 1920; article 19 du règlement d'administration publique du 9 février 1921; article premier du décret-loi du 8 août 1935 modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Les Sociétés Coopératives Agricoles sont constituées uniquement, sauf dispositions législatives ou réglementaires spéciales, par des agriculteurs, de préférence membres d'un Syndicat agricole, ou des Associations agricoles.

(Article 2 du décret-loi du 24 mai 1938.) Ces Sociétés peuvent, sans perdre le bénéfice de dispositions du présent décret, conserver comme sociétaires les personnes qui exerçaient la profession agricole lors de leur adhésion et ont cessé de l'exercer depuis pour des raisons de force majeure sous les trois réserves suivantes :

1° Que les intéressés aient appartenu à la Société à titre d'agriculteurs pendant dix ans au moins s'ils ont abandonné la profession en raison de leur âge et pendant cinq ans au moins si c'est pour une autre cause.

2° Qu'ils justifient ne pas exercer de profession relevant de la cédue des bénéfices industriels et commerciaux.

3° Que leur nombre ne dépasse jamais 10 % de l'effectif total des sociétaires.

ARTICLE 7

(Article 23 de la loi du 5 août 1920; article 19 du règlement d'administration publique du 9 février 1921; article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937; article 9 du décret-loi du 28 septembre 1935.) Le capital des Sociétés Coopératives Agricoles ne peut être constitué par des souscriptions d'actions.

Il est formé de parts nominatives, souscrites par chacun des sociétaires, transmissibles seulement par voie de cession et avec l'agrément de la Société, ne pouvant recevoir qu'un intérêt fixe limité à 5 % au maximum, à l'exclusion de tout dividende, et dont le taux de remboursement ne peut excéder la valeur initiale.

ARTICLE 8

(Loi du 30 décembre 1922.) Le capital des Sociétés Coopératives Agricoles peut être fixé, lors de la fondation, à une somme supérieure à 200.000 francs ou augmenté en une année de plus de 200.000 francs par dérogation à la loi du 24 juillet 1867.

Nonobstant l'article premier de la même loi, les parts souscrites par les membres de ces Sociétés pourront être de 25 francs quel que soit le montant du capital social à l'époque de la fondation ou par suite d'augmentation.

IV. — Administration - Assemblées générales Répartition des excédents annuels

ARTICLE 9

(Article 19 du règlement d'administration publique du 9 février 1921; article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Les Sociétés Coopératives Agricoles sont administrées gratuitement, sous réserve du remboursement aux membres du Conseil d'administration, le cas échéant, et sur leur demande, des frais spéciaux nécessités par l'exercice de leurs fonctions et de l'attribution éventuelle à l'administrateur spécialement chargé d'exercer une surveillance effective sur la marche de la Société, d'une indemnité compensatrice du temps passé, fixée chaque année par l'Assemblée générale.

ARTICLE 10

(Article 2 de la loi du 12 juillet 1923.) Sont applicables aux assemblées générales des Sociétés Coopératives Agricoles, les dispositions suivantes qui, pour celles revêtues de la forme anonyme, comportent dérogation aux prescriptions des articles 29, 30 et 31 de la loi du 24 juillet 1867 et de textes qui l'ont modifiée.

Les assemblées générales qui ont à délibérer dans des cas autres que ceux prévus par les deux alinéas qui suivent, doivent être composées d'un nombre de sociétaires représentant par eux-mêmes ou par procuration le sixième au moins du nombre total des membres inscrits à la Société à la date de la convocation.

Les assemblées qui ont à délibérer, aux termes des articles 4, 24 et 25 de la loi du 24 juillet 1867, sur la vérification des apports ne consistant pas en numéraire, sur la nomination des premiers administrateurs, sur la sincérité de la déclaration faite par les fondateurs, doivent être composées d'un nombre de membres représentant la moitié au moins de celui des souscripteurs ou des titulaires de parts sociales. Le nombre de souscripteurs ou de titulaires de parts, dont la moitié doit être présente ou représentée pour la vérification de l'apport, est constituée seulement par l'ensemble des adhérents dont l'apport n'est pas soumis à vérification.

Si l'assemblée ne réunit pas un nombre de membres en proportion suffisante pour prendre une délibération valable, suivant les distinctions ci-dessus établies, une nouvelle assemblée est convoquée au moins dix jours à l'avance dans les formes statutaires et par une insertion dans un journal d'annonces légales du département où la société a son siège. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

ARTICLE 11

(Article 2 de la loi du 12 juillet 1923.) Dans les assemblées générales qui ont à délibérer sur les modifications aux statuts, les résolutions,

pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des sociétaires présents ou représentés.

Dans toutes les autres assemblées, les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

ARTICLE 12

(Article 2 de la loi du 12 juillet 1923.) Dans toutes les assemblées générales des Sociétés Coopératives Agricoles, chaque sociétaire, quel que soit le nombre de parts possédées par lui, ne peut avoir qu'un nombre de voix limité par les statuts. A défaut de dispositions statutaires, chaque associé n'a droit qu'à une seule voix.

ARTICLE 13

(Articles 4 de la loi du 12 juillet 1923.) Les assemblées qui auront à délibérer sur l'adaptation des statuts aux dispositions du présent décret, seront valables si elles réunissent les conditions fixées par ces statuts pour la validité des assemblées générales ayant pouvoir d'approuver les comptes de la Société.

ARTICLE 14

(Article 23 de la loi du 5 août 1920, modifié par l'article 9 du décret-loi du 28 septembre 1935; article 19 du règlement d'administration publique du 9 février 1921; article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Les excédents annuels des Sociétés Coopératives Agricoles, déduction faite des charges, frais généraux, amortissements, provisions pour pertes éventuelles, intérêt au capital et réserves, etc., etc., ne peuvent être répartis, s'il y a lieu, entre les coopérateurs que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la Société Coopérative.

ARTICLE 15

(Article 19 du règlement d'administration publique du 9 février 1921; article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) La comptabilité des Sociétés Coopératives Agricoles doit être tenue conformément aux prescriptions du Code de Commerce et aux instructions du Ministère de l'Agriculture et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

(Article 2 du décret du 13 août 1936, modifié par le décret du 27 avril 1937.) Les opérations de vente au détail effectuées par elles dans un magasin distinct de leur établissement principal doivent être retracées dans une comptabilité spéciale.

V. — Règles applicables à l'expiration de la Société ou en cas de dissolution

ARTICLE 16

(Article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution, l'excédent de l'actif net sur le capital social effectivement versé

est obligatoirement dévolu à une œuvre d'intérêt général agricole sur décision de l'assemblée générale, approuvée par le ministre de l'Agriculture et, à défaut de cette décision, désignée par le ministre après avis du Conseil supérieur de la Coopération agricole.

VI. — Clauses à insérer obligatoirement dans les statuts

ARTICLE 17

(Article 23 de la loi du 5 août 1920; article 19 du règlement d'administration publique du 9 février 1921; article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Les statuts des Sociétés Coopératives Agricoles doivent rappeler expressément les règles visées dans les articles 3 (paragraphes a et b), 6, 7 (paragraphe 2), 9, 10 (paragraphes 2, 3, 4 et 5), 11, 12, 14, 15 (paragraphe premier) et 16 ci-dessus.

Ils doivent spécifier en outre :

(Article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.)

a) Que les sociétaires doivent utiliser les services de la Coopérative pour tout ou partie des opérations qu'ils peuvent effectuer par son intermédiaire;

(Article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.)

b) Que le droit de retraite des membres de la Coopérative est limité par certaines règles qu'il y a lieu de préciser;

(Article 23 de la loi du 5 août 1920, modifié par l'article 9 du décret-loi du 28 septembre 1935, par l'article 4 du décret-loi du 31 août 1937 et par l'article premier du décret-loi du 24 mai 1938.)

c) Que l'assemblée générale ordinaire doit être tenue dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel.

(Article 19 du règlement d'administration publique du 9 février 1921.) Ils doivent déterminer la circonscription territoriale, le mode d'administration et le montant du capital social de la Société.

Les statuts des Sociétés dont le capital n'est pas divisé en parts doivent contenir les mêmes clauses, sauf celles qui concernent spécialement le capital formé de parts.

VII. — Dispositions concernant spécialement les Unions des Sociétés coopératives Agricoles

ARTICLE 18

(Article premier de la loi du 26 août 1936, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) En vue de faciliter leurs opérations, les Unions des Sociétés Coopératives Agricoles, constituées conformément aux dispositions de l'article premier du présent décret, pourront admettre comme membres les Sociétés Coopératives de consommation ou Unions de Sociétés Coopératives de Consommation fondées sous le régime de la loi du 7 mai 1917.

ARTICLE 19

(Article 2 de la loi du 26 août 1936, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Par dérogation à l'article 12 du présent décret, le nombre de voix attribuées aux Sociétés adhérentes et aux Unions de Coopératives Agricoles dans les assemblées générales desdites Unions, pourra être fixé en tenant compte du nombre des membres de ces Sociétés.

Le nombre de voix dont les Sociétés Coopératives et Unions de Sociétés Coopératives disposeront dans toutes les assemblées des Unions prévues à l'article 18 devra être fixé de façon que le nombre de voix des Coopératives agricoles constitue la majorité.

Les Conseils d'administration de ces Unions doivent être en majorité composés de membres pris parmi les adhérents des Coopératives de Production agricole.

ARTICLE 20

(Article 4 de la loi du 26 août 1936, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Les Unions de Coopératives Agricoles, constituées en conformité de l'article 18 et des autres prescriptions du présent décret, bénéficieront de toutes les dispositions légales concernant les Sociétés Coopératives Agricoles.

ARTICLE 21

(Article 5 de la loi du 26 août 1936, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Les dispositions ci-dessus, et toutes celles qui tendraient à les modifier ou à les compléter, sont applicables aux Unions déjà constituées.

(Article 6 de la loi du 26 août 1936, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Lesdites Unions pourront, quelle que soit la date de leur constitution, adapter leurs statuts à ces dispositions.

(Article 6 de la loi du 26 août 1936, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Les assemblées qui auront à délibérer sur cette adaptation seront valables si elles réunissent les conditions fixées par les statuts pour la validité des assemblées ayant pouvoir d'approuver les comptes de l'Union.

VIII. — Dispositions concernant spécialement les Sociétés Coopératives Agricoles et les Unions bénéficiant d'avances de l'Etat ou de prêts des Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

ARTICLE 22

Les Sociétés Coopératives Agricoles ou les Unions qui ont obtenu une avance de l'Etat ou un prêt d'une Caisse de Crédit Agricole Mutuel sont soumises, indépendamment des prescriptions du présent décret, aux dispositions spéciales prévues au sujet de ces avances, de ces prêts ou des Sociétés qui en sont bénéficiaires, dans la loi du 5 août 1920, le règlement d'administration publique du 9 février 1921, l'arrêté du 19 mai 1921 et les textes qui les ont modifiés ou complétés.

TITRE II : RÉGIME FISCAL

I. — Sociétés Coopératives Agricoles

ARTICLE 23

Les Sociétés Coopératives Agricoles, constituées et fonctionnant conformément aux dispositions du présent décret, bénéficient des exemptions d'impôts prévues par les articles 4 (9° et 15°), 159 (6°) et 264 (4° et 5°) du Code général des impôts directs.

ARTICLE 24

Les Sociétés Coopératives Agricoles, constituées et fonctionnant conformément aux dispositions du présent décret, bénéficient de l'exemption d'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers prévue par l'article 127 du Code fiscal des valeurs mobilières.

ARTICLE 25

Les Sociétés Coopératives Agricoles, constituées et fonctionnant, conformément aux dispositions du présent décret, bénéficient des exemptions d'impôts prévues par les articles 103 et 210 du Code des contributions indirectes.

ARTICLE 26

Les Coopératives de Blé bénéficient des exemptions de droit de timbre et d'enregistrement prévues par les articles 377 *bis* du Code du timbre et 617 *bis* du Code de l'enregistrement.

II. — Unions de Sociétés Coopératives Agricoles

ARTICLE 27

(Article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937; article 5 du décret-loi du 31 août 1937.) Les Unions des Sociétés Coopératives Agricoles y compris celles qui sont visées aux articles 18, 19, 20 et 21 du présent décret, bénéficient du même régime fiscal que les Sociétés Coopératives Agricoles qui en font partie.

TITRE III : MESURES DESTINÉES A ASSURER

LA PROTECTION DU TITRE DE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE

I. — Agrément et contrôle

ARTICLE 28

(Article 2 du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Les statuts des Sociétés Coopératives Agricoles et leurs Unions doivent être approuvés par le ministre de l'Agriculture après avis du Conseil Supérieur de la Coopération Agricole.

La constitution des dossiers de demandes d'agrément et les communications relatives à ces demandes sont faites dans les conditions fixées

par le décret du 13 août 1936, modifié par le décret du 27 avril 1937.
Les Sociétés Coopératives Agricoles et leurs Unions sont, en outre, soumises aux prescriptions des articles 6 et 7 du même décret.

ARTICLE 29

(Article 8 du décret du 13 août 1936, modifié par le décret du 27 avril 1937.) La liste des Sociétés Coopératives Agricoles et des Unions approuvées est publiée au *Journal Officiel*.

ARTICLE 30

(Article premier du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937.) Sont seules autorisées à prendre le titre de « Sociétés Coopératives Agricoles » ou d' « Unions de Sociétés Coopératives Agricoles », les Sociétés constituées conformément aux prescriptions du présent décret, dont les statuts ont été approuvés dans les conditions indiquées ci-dessus et qui observent strictement les règles de ces statuts.

ARTICLE 31

(Article 2 du décret du 13 août 1936, modifié par le décret du 27 avril 1937.) Les Sociétés Coopératives Agricoles et leurs Unions doivent se soumettre à toutes les opérations de contrôle et de surveillance nécessitées par l'application des articles 28, 30 et 32 du présent décret.

(Article 2 du décret du 13 août 1936, modifié par le décret du 27 avril 1937.) Elles doivent fournir à toute réquisition des inspecteurs des Finances et des agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou de receveur, tous leurs livres de comptabilité et pièces annexes, ainsi que toutes justifications utiles tendant à prouver qu'elles fonctionnent conformément aux dispositions légales qui les régissent.

(Article 2 du décret du 13 août 1936, modifié par l'article 2 du décret du 27 avril 1937.) Elles sont tenues, en outre, de fournir à toute époque, au directeur des Services agricoles de leur siège social, tous renseignements utiles sur la nature ou l'étendue de leur activité, leur fonctionnement et leur situation financière.

II. — Sanctions

ARTICLE 32

(Article 2 du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937; article 5 du décret-loi du 31 août 1937.) Toute Coopérative ou Union de Coopérative qui, après avoir obtenu l'agrément visé à l'article 28, cesseraient de fonctionner, conformément aux dispositions du présent décret, perdraient le droit au titre de « Société Coopérative Agricole » ou d' « Union de Sociétés Coopératives Agricoles » et se verraient retirer, à la fois l'agrément et le bénéfice des exonérations fiscales qui en découlent.

(Article 5 du décret-loi du 31 août 1937.) Elle tomberait, en outre, sous le coup des dispositions prévues à l'article 34 ci-après.

ARTICLE 33

(Article 5 du décret-loi du 31 août 1937.) Aucune entreprise ne peut se servir, dans sa dénomination, sa publicité, ses marques, conditionnement, emballages et documents de quelque nature qu'ils soient émanant d'elle, des mots « Coopérative Agricole » ou d'une expression quelconque susceptible de créer une confusion ou une assimilation entre elle et une Coopérative Agricole, si elle ne se conforme pas aux dispositions du présent décret.

ARTICLE 34

(Article 7 du décret-loi du 31 août 1937.) Toute infraction aux dispositions des articles précédents sera punie des peines prévues aux articles 479 et 480 du Code Pénal.

En cas de récidive, le propriétaire, les administrateurs, directeurs ou gérants de l'établissement ayant usurpé le titre de Coopérative Agricole seront punis de six jours à deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 à 10.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement.

Les décisions visées ci-dessus seront publiées dans un journal d'annonces légales du département et affichées à la mairie du siège dudit établissement.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 35

Sont remplacées et codifiées par le présent décret, les dispositions contenues dans les lois, décrets-lois ou parties de décret énumérés ci-dessous :

Décret-loi du 8 août 1935 relatif au statut juridique et fiscal des Sociétés Coopératives Agricoles et de leurs Unions.

Décret-loi du 31 août 1937 modifiant le précédent.

Décret du 13 août 1936 fixant les conditions d'application du décret-loi du 8 août 1935 et modifié par le décret du 27 avril 1937 (articles 2, 4, 5 et 8).

Loi du 26 août 1936 tendant à faciliter la création d'Unions de Coopératives Agricoles et de Coopératives de Consommation, en vue de l'abaissement du coût de la vie, modifiée par le décret-loi du 31 août 1937 relatif au statut juridique et fiscal des Sociétés Coopératives Agricoles et de leurs Unions (article premier et article 2, paragraphes 4, 5 et 6).

Décret du 27 avril 1937 modifiant le décret du 13 août 1936 pris en application du décret-loi du 8 août 1935 relatif au régime juridique

et fiscal des Sociétés Cooperatives Agricoles et de leurs Unions (article 2).

Décret-loi du 24 mai 1938 concernant la coopération agricole.

ARTICLE 36

Article 6 du décret-loi du 8 août 1935, modifié par le décret-loi du 31 août 1937. Les dispositions du présent décret sont applicables aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Les Sociétés Cooperatives Agricoles et leurs Unions, régies par la législation sur les sociétés Cooperatives provisoirement maintenue en vigueur dans ces départements, bénéficient également des dispositions du premier paragraphe de l'article 2 du Code des impôts directs et taxes assimilées applicables dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Ce décret se divise donc en quatre titres :

TITRE I. — *Régime juridique.*

TITRE II. — *Régime fiscal.*

TITRE III. — *Mesures destinées à assurer la protection du titre de S. C. A.*

TITRE IV. — *Dispositions diverses.*

TITRE I. — RÉGIME JURIDIQUE

A. *Forme.* — Les S. C. A. ont le choix entre deux régimes : soit celui des sociétés civiles particulières (articles 1832 et suivants du Code civil), soit « les formes prévues » pour les sociétés anonymes (loi du 24 juillet 1867).

Les sociétés civiles particulières sont des sociétés de personnes, basées sur l'*intuitus personæ*, et qui se trouvent dissoutes par la mort ou la déconfiture d'un des associés. Ceux-ci sont responsables des dettes sociales personnellement et au delà de leurs mises, chacun pour sa part et d'une façon illimitée (articles 1853 et 1863 du Code civil).

Les sociétés anonymes sont des sociétés de capitaux dont l'*intuitus personæ* est absent. Le capital est constitué par des actions négociables. L'actionnaire n'est pas responsable des dettes sociales au delà de sa mise. Son risque est donc limité au montant de son apport.

Nous verrons plus loin que ces règles ne s'appliquent jamais exactement aux S. C. A. qui ne peuvent être entièrement assimilées ni aux sociétés anonymes, ni aux sociétés civiles particulières. D'ailleurs, cette dualité de régime juridique, source d'incertitude et de confusion, est absolument arbitraire; elle ne correspond nullement à deux catégories de groupements, n'est conditionnée ni par l'importance de chaque société, ni par son objet, et n'a aucune raison d'être.

L'article 2 prend soin de spécifier que les dispositions de la loi du 24 juillet 1867 ne s'appliquent pas aux S. C. A. constituées sous la forme de sociétés civiles particulières. Cela paraît évident au premier abord. Cependant, l'application de cette règle est parfois assez délicate. En effet, le Code civil n'ayant prévu aucune organisation pour les sociétés civiles, il a fallu leur en trouver une. On s'est tout naturellement inspiré de la législation sur les sociétés anonymes. Très souvent, les dispositions imposées par la loi pour celles-ci sont entrées dans les usages pour celles-là.

De plus, toutes les S. C. A. constituées avec capital, même celles ayant adopté le régime des sociétés civiles particulières, sont des sociétés à capital variable, et sont soumises aux dispositions des articles 48 à 54 de la loi du 24 juillet 1867, qui concernent *toutes* les sociétés à capital variable (Civ., 27 juillet 1936, G. P. 1936-2-827).

B. *Objet.* — Les S. C. A. peuvent avoir deux objets différents, soit la production, la transformation ou la vente, soit l'achat en commun ou l'approvisionnement. Toutes ces opérations doivent concerner uniquement les exploitations agricoles des associés. Les produits transformés ou vendus doivent en provenir; les outils, semences et engrais achetés doivent leur être destinés. Toutefois, les coopératives du premier groupe, appartenant à une même union, peuvent exceptionnellement faire de opérations entre elles. Enfin, les coopératives de blé peuvent faire des opérations, non seulement avec leurs membres, mais avec des usagers.

C. *Sociétaires. Capital social.* — Le grand principe que, pour être membre d'une S. C. A., il faut être agriculteur, marque le caractère professionnel de ces groupements. Le décret ajoute : de préférence membre d'un syndicat agricole. L'absence d'obligation rend cette disposition inopérante. Les associations agricoles, et, dans certains cas, les anciens agriculteurs, peuvent être membres des S. C. A.

Quant au capital social, il est constitué non par des actions, mais par des parts d'intérêts. « Il est essentiel, dit M. Ripert (1), de distinguer la part d'intérêt de l'action. L'action, c'est le droit de l'associé dans la société de capitaux. Il ne faut jamais employer cette expression pour une société de personnes. On emploie l'expression : part d'intérêt. Qu'est-ce exactement que cette part d'intérêt? Au point de vue de l'analyse juridique, c'est assez difficile à définir. Les tribunaux disent, en général : c'est un droit de créance. En réalité, la comparaison avec le droit de créance n'est pas complètement exacte. Au fond, ce droit d'associé, c'est un droit d'une nature juridique propre, c'est un droit sur un bien incorporel. » L'action est un titre négociable, représentant une fraction de l'actif social et susceptible de recevoir un dividende. La part est un titre non négociable, transmissible seulement par voie de cession (C. civ., art. 1690), et avec l'agrément de la société. La part ne représente pas une fraction de l'actif social, mais constate une mise de fonds susceptible de rapporter intérêt.

L'article 8 apporte dérogation aux articles 1^{er} et 49 de la loi du 24 juillet 1867. Le capital initial peut être supérieur à 200.000 francs, et augmenté chaque année de plus de 200.000 francs. De plus, les parts peuvent être de 25 francs seulement.

D. *Administration.* — Les S. C. A. sont administrées gratuitement. C'est là un principe absolu dont on étudiera ulté-

(1) *Cours de Droit Commercial*, 1936-1937, *Les Cours de Droit*, Paris, p. 522.

rieurement l'origine et les conséquences. Toutefois, les administrateurs sont remboursés de leurs frais. L'un d'eux, spécialement chargé de la surveillance, reçoit une indemnité forfaitaire.

Les articles 10, 11, 12, 13 concernent la tenue et le quorum des assemblées générales et seront examinés en étudiant ces dernières.

L'article 14 rappelle le grand principe coopératif de la répartition des excédents. Ceux-ci ne sont pas attribués au capital, mais à l'activité professionnelle, c'est-à-dire aux coopérateurs, proportionnellement aux opérations faites par chacun d'eux avec la coopérative.

Quant à la comptabilité, elle doit être tenue comme une comptabilité commerciale, c'est-à-dire conformément aux articles 8 et suivants du Code de Commerce. Ces textes prescrivent la tenue obligatoire de trois livres : le Livre-Journal, le Livre des Inventaires et le Copie-Lettres, lesquels sont tenus par ordre de dates, sans blancs, lacunes ni transports en marge. De plus, les lettres reçues doivent être mises en liasses.

En outre, la comptabilité des S. C. A. doit se conformer aux instructions du ministre de l'Agriculture et de la Caisse de Crédit.

Tout magasin de vente au détail distinct de l'établissement principal doit avoir sa comptabilité propre.

E. Règles applicables à l'expiration de la société ou en cas de dissolution. — Ces règles ne sont que l'application du grand principe coopératif de la non-attribution des excédents au capital. Si les excédents annuels sont attribués à l'activité professionnelle de chaque coopérateur, il est matériellement impossible d'adopter le même procédé en cas d'expiration de la société pour les excédents des années antérieures. On les attribue donc à l'activité professionnelle collective, c'est-à-dire à une œuvre d'intérêt général agricole. Le choix de cette œuvre doit être ratifié par le ministre de l'Agriculture.

F. *Clauses statutaires obligatoires.* — Certaines règles, vu leur importance, doivent être insérées obligatoirement dans les statuts. Elles sont au nombre de quinze :

1° Définition de l'objet de la coopérative : soit la production, transformation ou vente, soit l'achat en commun et l'approvisionnement, toutes ces opérations devant concerner exclusivement les exploitations agricoles des associés.

2° Qualité d'agriculteurs ou d'anciens agriculteurs exigée de tous les coopérateurs.

3° Division du capital non en actions, mais en parts nominatives transmissibles par voie de cession et ne recevant qu'un intérêt.

4° Principe de la gratuité de l'administration.

5° Prescriptions applicables à la tenue et au quorum des assemblées générales.

6° Répartition des excédents annuels au prorata des opérations faites par les adhérents avec la coopérative.

7° Règles concernant la comptabilité.

8° Attribution de l'actif, en cas d'expiration ou de dissolution, à une œuvre d'intérêt général agricole.

9° Obligation pour les adhérents d'utiliser, au moins partiellement, les services de la coopérative.

10° Réglementation du droit de retraite des coopérateurs.

11° Tenue de l'Assemblée générale ordinaire dans un délai maximum de six mois après la clôture de l'exercice.

12° Détermination de la circonscription territoriale.

13° Détermination du mode d'administration.

14° Limitation du nombre de voix attribué à chaque adhérent.

15° Fixation du montant du capital social.

G. *Dispositions spéciales aux unions de S. C. A.* — Les unions de S. C. A., qui groupent normalement des coopératives agricoles, peuvent grouper également des coopératives de consommation.

Dans les assemblées générales, chaque coopérative adhé-

rente peut avoir un nombre de voix variable et proportionné à son importance. Toutefois, les coopératives agricoles doivent avoir la majorité, tant dans les assemblées générales que dans les conseils d'administration de ces unions.

H. Dispositions concernant les S. C. A. ayant bénéficié d'avances de l'Etat ou de prêts des caisses de crédit. — Les coopératives qui se trouvent dans cette situation sont soumises au contrôle permanent des inspecteurs du crédit agricole. Elles doivent fournir les pièces énumérées aux articles 1^{er}, 2 et 3 de l'arrêté du 19 mai 1921. Les statuts ne peuvent être modifiés, ni les comptes présentés à l'assemblée générale, sans l'approbation préalable de la caisse régionale du crédit agricole.

TITRE II. — RÉGIME FISCAL

Les S. C. A. et leurs unions, à condition de fonctionner conformément au présent décret, sont exonérés des impôts suivants :

1° Contribution foncière des propriétés bâties, en ce qui concerne les bâtiments affectés exclusivement à un usage agricole.

2° Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

3° Patente.

4° Droits de licence sur le commerce des alcools et le commerce des boissons.

5° Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers.

6° En ce qui concerne les coopératives de blé, droit de timbre, sauf pour les quittances et droits d'enregistrement.

Tels sont du moins les principes. Or leur application soulève de nombreuses difficultés. (Voir page 172.)

TITRE III. — MESURES DESTINÉES A ASSURER

LA PROTECTION DU TITRE DE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE

Les coopératives ont l'obligation de soumettre leurs statuts à l'approbation du ministre de l'Agriculture, et de fonction-

ner conformément aux dispositions du décret du 11 février 1939.

Elles sont soumises au contrôle permanent des inspecteurs des finances, des agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou de receveur, et des directeurs de services agricoles.

La non-observation des règles ci-dessus entraîne les sanctions suivantes :

1° Perte du titre de S. C. A., de l'agrément ministériel et des exonérations fiscales mentionnées au Titre II.

2° Application des articles 479 et 480 du Code pénal, qui prévoient, pour les administrateurs, directeurs ou gérants, une amende de 11 à 15 francs et un emprisonnement de cinq jours au plus.

3° En cas de récidive, ces peines sont portées à une amende de 16 à 10.000 francs et à un emprisonnement de six jours à deux mois. Le tribunal peut, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement

TITRE IV. — DISPOSITIONS DIVERSES

Ce titre énumère les lois et décrets remplacés et codifiés par le décret du 11 février 1939.

En plus de ce décret, il convient de mentionner les statuts-types conseillés par le ministère de l'Agriculture. Ils ne constituent pas un texte légal. Mais leur adoption généralisée leur confère l'autorité attachée à un usage constant.

CHAPITRE II

Caractères juridiques

Nos groupements portent un titre composé de trois noms :

Société. — Coopérative. — Agricole

A ces trois mots correspondent trois caractères différents.

SECTION PREMIERE

Les S. C. A. sont-elles des sociétés?

La société, d'après l'article 1832 du Code civil, est « un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. »

Le contrat de société implique donc trois éléments :

- a) *Groupement de personnes;*
- b) *Apports mis en commun;*
- c) *Recherche et partage de bénéfice.*

Ces trois éléments existent-ils dans les S. C. A. ? Question délicate qui a soulevé de nombreuses controverses.

A) Que les S. C. A. soient des groupements de personnes, nul n'en peut douter. Elles sont par définition composées d'agriculteurs ou d'associations agricoles. De plus, le mode de formation de leur capital en fait des sociétés de personnes.

B) La mise en commun d'apports existe-t-elle dans les S. C. A. ? De prime abord, on serait tenté de répondre par

l'affirmative. Chaque adhérent contribue à constituer le capital social; de plus, dans les coopératives de transformation et vente, les coopérateurs mettent en commun les produits tirés de leurs exploitations respectives.

Reprenant et développant un point de vue soutenu par M. Bernard Auger : M. André Durand (1) conteste dans nos groupements l'existence d'apports mis en commun. D'après lui, la constitution du capital social résulte sans doute d'un apport mis en commun, mais cet apport n'est pas fait dans la vue d'obtenir un bénéfice. Or on ne doit pas perdre de vue la relation de finalité qui lie ces deux éléments constitutifs du contrat de société. Les parts sociales ne reçoivent qu'un intérêt fixe et ne peuvent jamais être remboursées à un taux supérieur à leur valeur initiale. Nous serions en présence d'un prêt, mais non de la mise en commun, génératrice de bénéfices visée par l'article 1832.

Quant à la mise en commun de produits tirés de l'exploitation de chaque associé, outre qu'elle ne se rencontre ni dans les coopératives d'approvisionnement, ni dans celles de battage, elle ne constituerait pas, d'après M. Durand, l'apport servant de base au contrat de société. Il s'agirait d'un agglomérat matériel et non d'une mise en commun juridique. « Ces deux formes de réalisation collective, dit l'auteur (2), procèdent de conceptions directement opposées. La première se propose la suppression d'un intermédiaire, l'industriel transformateur; la seconde crée au contraire un agent intermédiaire, la société. La première implique la conjonction en fait, mais non en droit, de produits agricoles que le coopérateur ne cesse, dans son esprit, d'individualiser. La seconde entraîne la formation d'une entité distincte dont les constituants ignorent assez souvent le comportement réel, n'en voulant connaître que le seul résultat. »

(1) André DURAND : *Le Statut juridique et fiscal des coopératives agricoles*, thèse, Paris 1936, p. 28.

(2) Ibid., p. 29.

A vrai dire, cette différence paraît discutable. Il y a toujours création d'un agent intermédiaire. Par contre, grâce à l'institution coopérative, cet intermédiaire n'est pas un industriel ou commerçant rival, dont les intérêts sont opposés à ceux des agriculteurs, mais un groupement agricole, entre les mains des agriculteurs adhérents, et dont les intérêts se confondent avec les leurs. Les quintaux de blé ou les litres de lait de chaque associé, une fois livrés à la coopérative, ne sont plus individualisés, mais confondus dans une masse commune où il est matériellement impossible de les retrouver. Quant aux coopératives de transformation pratiquant la vente libre, c'est-à-dire laissant à l'adhérent la faculté de pourvoir à l'écoulement de sa récolte transformée, elles sont excessivement rares. Quelques fruitières transforment seulement, sans assumer la charge de vendre. Elles remettent du beurre et du fromage à leurs adhérents, proportionnellement au lait fourni par chacun. Là encore la récolte a cessé d'être individualisée, et c'est bien une récolte commune, résultant d'un apport commun, que chacun se partage.

Aussi semble-t-il juste de reconnaître que les coopérateurs fournissent un apport commun : leur *activité professionnelle*. Cette activité consiste à acheter, à produire, à vendre. Les opérations que les agriculteurs ont avantage à ne pas faire individuellement, ils les font tous ensemble. Sans doute chacun laboure, sème et moissonne pour son compte, dans les champs qui lui sont propres. Pour se procurer des engrais, pour battre la récolte, la conserver et la vendre, il est préférable de se grouper. De même pour le lait : chacun a ses vaches qu'il nourrit et traite; mais pour faire du beurre et du fromage, on gagne à se réunir. Les S. C. A. sont donc des groupements d'agriculteurs rassemblés pour certains de leurs travaux, et mettant en commun, pour certains stades de la production, leur activité professionnelle agricole. Réunis pour se procurer ce qui est nécessaire à leurs exploitations, ils se dispersent pour utiliser l'objet de leurs achats et le faire fructifier; puis ils se réunissent de nouveau pour

rassembler leurs produits afin d'obtenir de meilleurs débouchés.

La constitution du capital social n'est qu'un des éléments secondaires de cette activité professionnelle. C'est l'achat en commun, au sens très large du mot, de l'outil qui, à l'intérieur de la coopérative, fera le travail. Or le bénéfice éventuel ne vient pas de l'outil, mais du travail. C'est pourquoi le capital social, n'ayant contribué que d'une façon accessoire à produire le bénéfice, reçoit un intérêt, non un dividende.

Ainsi, dans les S. C. A., l'activité professionnelle paraît donc bien constituer l'apport mis en commun exigé dans le contrat de société.

C) Le troisième élément du contrat de société est la recherche et le partage des bénéfices.

Quel sens donner au mot « bénéfice » ?

M. Planiol (1) fait remarquer qu'un bénéfice n'est pas nécessairement un enrichissement annuel, analogue à celui des commerçants, mais peut être le simple usage des choses consistant à retirer, en nature, l'utilité qu'elles peuvent donner. « Il peut, dit-il (2), y avoir société sans partage de bénéfices; le Code civil reconnaît, en effet, que la société peut avoir pour objet le simple usage d'une chose déterminée. Ainsi, deux amis qui achèteraient une maison de campagne pour en jouir en commun feraient un contrat de société. Dans le même ordre d'idées, on peut remarquer que les coopératives de consommation, qui sont des sociétés véritables, se proposent un but lucratif qui consiste dans la réalisation d'économies et non dans un partage de bénéfices. »

MM. Vavasseur (3), Rousseau (4) et Copper-Royer (5) se

(1) PLANIOL et RIPERT : *Traité élémentaire de Droit civil*, II^e édition, p. 712.

(2) Ibid., p. 725, note.

(3) *Traité des Sociétés civiles et commerciales*, numéros 1003 et 1005:

(4) *Des Sociétés françaises et étrangères*, tome I^{er}, p. 48.

(5) *Traité des sociétés anonymes*, 4^e édition, tome IV, p. 526.

rallient à la thèse de M. Planiol. Ils estiment que tout avantage positif commun appréciable à prix d'argent est l'équivalent d'un bénéfice à partager : par conséquent, d'après eux, les coopératives sont de vraies sociétés.

Un arrêt récent de la Cour de Cassation semble leur donner raison (Req., 16 novembre 1936, G. P. 1936-2-958). Cet arrêt stipule que les S. C. A. sont de véritables sociétés, car elles distribuent des bénéfices à leurs membres, tant par les ristournes que les intérêts des parts. « Constitue une véritable société et non une association, le groupement constitué sous la dénomination de coopérative agricole de producteurs, lorsque, indépendamment de la forme de société anonyme qu'ils ont donné au dit groupement, les statuts prévoient la distribution de bénéfices sous la dénomination d'intérêts, en rémunération des sommes versées par les associés, tant au moment de la constitution de la société, que pour augmenter ensuite son capital, et, qu'en outre, comme des associés, les porteurs de parts participent aux délibérations sociales et supportent les pertes jusqu'à concurrence du montant de leurs titres; en conséquence, l'acte qui, dans une telle entreprise, constitue une augmentation du capital social, est passible du droit d'apport qui frappe les sociétés à l'exclusion des associations. »

Cependant, les ristournes ne sont que la restitution d'un trop perçu ou le solde du paiement d'un achat. L'intérêt n'est que le loyer de l'argent. Ce ne sont pas des bénéfices.

Telle est d'ailleurs l'opinion du Tribunal civil de Dreux (16 février 1938 : Coopérative agricole beauceronne contre Enregistrement).

« Attendu que l'existence d'un plafond pour les intérêts s'oppose à toute assimilation avec des bénéfices qui ne sont jamais limités dans une société ordinaire;

« Attendu qu'en l'espèce, les intérêts ne sont que la rémunération d'une véritable créance contre la société;

« Attendu que le bénéfice doit s'entendre d'un gain qui ajoute à la fortune des coopérateurs; que tel n'est pas le cas

des intérêts qui n'augmentent en rien la fortune de celui qui les touche;

« Attendu, en conséquence, que l'élément bénéfice, absolument nécessaire pour constituer la société définie à l'article 1832 du Code civil fait défaut;

« Attendu que la Coopérative agricole beauceronne ne répondant pas au dites conditions, mais constituant une sociétés sans but lucratif... »

Le Tribunal civil de Dreux se rallie à la thèse soutenue par MM. Lyon-Caen et Renault (1), Houpin (2), Arthuys (3) et Ripert (4). « On ne doit pas, dit ce dernier, qualifier de sociétés les coopératives qui se forment pour rendre service à leurs membres, mais qui ne poursuivent pas, à proprement parler, la recherche et la distribution de bénéfices. »

MM. Thaller et Percerou (5) font une analyse approfondie de la question. D'après eux, on peut donner à l'expression : partage de bénéfices, trois sens différents.

Le plus étroit consiste à entendre par là un partage de profits pécuniaires, c'est-à-dire une distribution d'argent.

Le second, le plus large, consiste à y faire rentrer tout avantage patrimonial quelconque, fût-il négatif, et dût-il résulter seulement d'une garantie contre les pertes éventuelles.

Ni l'une ni l'autre de ces interprétations n'est admise par la jurisprudence; celle-ci en adopte une troisième, d'après laquelle « il faut entendre par bénéfice un gain pécuniaire ou un gain matériel qui ajoute à la fortune des associés » (Cass. Chamb. réunies, 11 mars 1914, D. P. 1914-1-257). Cet arrêt est suivi d'une note ainsi rédigée : « N'ont pas le caractère de bénéfice en matière de société, les avantages matériels, gains ou profits, même appréciables en argent, tels que la

(1) *Traité de Droit commercial*, tome II, n° 34.

(2) *Traité des sociétés*, tome I^{er}, p. 154.

(3) *Des Sociétés civiles et commerciales*, tome II, n° 851.

(4) *Cours de Droit commercial*, 1936-1937, p. 489.

(5) *Traité de Droit commercial*, p. 180.

réalisation d'économies, la réduction des frais, etc... Le bénéfice suppose un enrichissement, un accroissement du patrimoine. »

Ainsi, de nombreux arrêts de jurisprudence refusent aux S. C. A. le caractère juridique de sociétés. Ils se basent sur deux arguments principaux : la thèse du contrat de quasi-société et celle du contrat de mandat gratuit.

a) *Le contrat de quasi-société.* — La théorie de la quasi-société a été exposée par M. Louis Durand à propos d'un arrêt de la Cour de Cassation (Civ., 4 août 1909; D. P. 1910-1-153). « Une société coopérative à capital variable, qui n'a pas pour but un partage de bénéfices, n'est pas une société au sens de l'article 1832 du Code civil, mais elle n'en est pas moins une société au sens du titre III de la loi du 24 juillet 1867, et peut ester en justice par ses administrateurs en vertu de l'article 53 de cette même loi. » M. Louis Durand donne le commentaire suivant, basé sur la théorie des contrats innommés, et non, comme le mot de quasi-société pourrait le faire croire, sur celle des quasi-contrats. « Les coopératives, dit-il, sont des quasi-sociétés qui recherchent un avantage matériel, appréciable en argent, mais non un bénéfice à partager. La Cour de Cassation, confirmant les principes admis de tout temps par la jurisprudence, a décidé que les sociétés coopératives ne sont pas des contrats de société, mais ont le bénéfice de la législation sur les sociétés, et notamment de la loi du 24 juillet 1867. Le principe qui domine cette théorie est qu'il n'y a pas, entre le contrat innommé et le contrat nommé, une séparation absolue. Les règles applicables au contrat nommé sont applicables par analogie au contrat innommé, dans la mesure où l'analogie des situations rend équitables cette application. »

M. Louis Durand rappelle que la distinction entre contrat nommé et contrat innommé a déjà été établie pour les assurances mutuelles, qui ne sont pas de véritables sociétés. Il conclut de la façon suivante :

— Tout contrat ayant pour objet un avantage commun appréciable en argent, mais non sous forme de bénéfice partageable, est un contrat innommé analogue à la société.

— Dans les cas où la loi distingue expressément entre le contrat nommé et le contrat innommé, ce contrat sera traité comme contrat innommé.

— Dans tous les autres cas, on devra lui appliquer par analogie les règles de la société.

A la théorie de contrat innommé, se superpose celle de mandat gratuit.

b) *Le contrat de mandat gratuit.* — Cette théorie a été exposée par MM. Bernard Auger et Alexandre Souriac (1) à propos d'arrêts du Conseil d'Etat du 14 décembre 1928, 22 février 1924 et 15 juin 1928. Ces arrêts déchargent de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux des S. C. A. qui ne sauraient être regardées comme réalisant personnellement des bénéfices. L'une « se borne, conformément à son but statutaire, à fabriquer et à vendre du beurre, de la crème et d'autres produits obtenus avec du lait provenant exclusivement des exploitations agricoles de ses adhérents; l'intégralité du produit de ses ventes est répartie entre ceux-ci au prorata des fournitures effectuées par eux, après prélèvement des sommes nécessaires pour payer les frais généraux de la société et l'intérêt des emprunts contractés par elle ». Dans l'autre, « les produits nets sont répartis chaque année au prorata des quantités de gemmes apportées par les adhérents; il ne résulte pas de l'instruction que la société ait constitué des réserves au delà du chiffre nécessaire à son fonctionnement ».

M. Souriac commente l'arrêt du 22 février 1934 en ces termes (D. P. 1925-3-8) : « Si la coopérative, bénéficiant de la personnalité juridique, a de ce fait une existence distincte de celle de ses membres, elle ne constitue néanmoins qu'un mandataire gratuit, chargé de la gestion de leur intérêt commun, et à qui les mandants remboursent simplement les

(1) André DURAND : op. cité, p. 34 et suivantes.

sommes et frais qu'il supporte pour l'accomplissement du mandat : intérêt des emprunts, dépenses d'exploitation, sans qu'il ait aucun droit aux bénéfices. »

M. Bernard Auger (*Revue des Sociétés*, 1929), développe le même point de vue : « Nos coopératives ne sont, au vrai, que des groupements d'agriculteurs réunis pour traiter eux-mêmes industriellement leurs produits et les vendre, après transformation, plutôt que de les vendre bruts à un commerçant ou à un industriel quelconque. Ces groupements sont donc les agents de leurs membres; il intervient entre eux un contrat par lequel lesdits groupements s'engagent : 1° à transformer les produits de leurs adhérents à prix courant; 2° à vendre les résultats de l'opération au compte de l'adhérent. Jamais ils n'agissent pour leur propre compte; ils ne sont que des intermédiaires non salariés, des commissionnaires gratuits, ayant assumé non seulement la vente, mais encore la transformation des produits de leurs commettants, avec les intérêts de qui leurs intérêts se confondent. »

Ce point de vue paraît bien exact, en ce sens que l'activité de la coopérative n'est que le prolongement de l'activité individuelle de chacun de ses membres, lesquels confient à cet organisme le soin des opérations pour lesquelles ils ont avantage à se grouper. Mais ce mandat est-il réellement gratuit? Le mandataire ne garde-t-il pas une certaine fraction des excédents pour se constituer des réserves? Une coopérative n'a-t-elle pas, comme toute société civile ou commerciale, un patrimoine propre? Ne peut-on pas dire de toute société qu'elle est le mandataire de ses membres? Sans doute une société ordinaire cherche à réaliser des bénéfices, ce que ne fait pas la coopérative, mais c'est pour les rendre tôt ou tard à ses adhérents. Aussi M. Alfred Nast (*Les Coopératives agricoles devant l'impôt*) estime-t-il « cette notion dangereuse, à cause des restrictions dont elle porte le germe. Ceux-là même qui veulent réduire le rôle de la coopérative à celui d'un simple mandataire agissant gratuitement, déclarent que leur système oblige la collectivité à limiter ses réserves. ».

Que l'on discute ou non la théorie du mandat gratuit, il n'en reste pas moins vrai, qu'aux yeux de la jurisprudence, et malgré quelques arrêts contraires, les S. C. A. n'étant pas constituées en vue de la recherche de bénéfices, ne sont pas de véritables sociétés.

Elles sont, suivant une expression employée dans un arrêt de la Cour de Besançon du 1^{er} décembre 1897 (D. P. 1898-2-195), des « sociétés sui generis », ou, suivant un terme cité plus haut, des quasi-sociétés.

SECTION II

Caractère coopératif

Les S. C. A. portent le nom de coopératives. Or il existe des coopératives bien dissemblables (agricoles, ouvrières, de consommation), mais toutes ont un point commun : le caractère coopératif. « Ce caractère est, selon l'expression de M. Emile James (1), la tendance à la libération de petits groupes vis-à-vis des détenteurs de capitaux. » Dans toute coopérative, le capital est relégué au second plan, reçoit un intérêt fixe au lieu de dividende et, lors de l'expiration de la société, ne se voit attribuer aucune part des excédents. C'est là, à vrai dire, le seul point commun qui relie les coopératives entre elles. A cet égard, les S. C. A. sont bien de véritables coopératives; les articles 7, 14 et 16 du décret du 11 février 1939 le précisent nettement.

Par contre, si l'on considère comme règles impératives les principes établis par les Equitables Pionniers de Rochdale, on est forcé de constater que les S. C. A. ne s'y adaptent pas étroitement.

Ces principes sont au nombre de quatre :

- *Adhésion libre* (porte ouverte à tous).
- *Contrôle démocratique* (un homme, une voix).

(1) Emile JAMES : *Les Formes d'entreprises*, Sirey 1935, p. 245.

— *Ristournes sur les achats.*

— *Intérêt strictement limité sur le capital.*

Les S. C. A. sont des groupements à caractère professionnel : la porte n'y est pas ouverte à tous. Il faut être agriculteur pour en faire partie. De plus, les statuts peuvent subordonner l'entrée dans la société à l'agrément du conseil d'administration.

Bien que les statuts soient tenus de limiter le nombre de voix dont chaque adhérent peut disposer lors des votes émis à l'assemblée générale, ce nombre n'est pas forcément réduit à une voix par adhérent.

Les ristournes sur les achats ne peuvent s'appliquer aux coopératives de vente. Elles doivent être remplacées, dans les S. C. A., par la règle plus large de la répartition annuelle des excédents entre les coopérateurs, au prorata des opérations faites par chacun d'eux avec la société.

Seul l'intérêt strictement limité sur le capital est une règle absolue pour toutes les coopératives.

M. Bernard Lavergne, s'inspirant des principes de Rochdale, ne considère pas les S. C. A. comme de véritables coopératives. Il les appelle des sociétés corporatives patronales (1), afin de bien marquer leur caractère professionnel. Il leur reproche même « l'application pure et simple du principe capitaliste : chaque sociétaire reçoit un profit proportionnel aux apports en nature fournis par lui ». Cet argument ne semble pas probant. L'apport en question n'est pas un apport de capital, mais le résultat de l'activité professionnelle. Le profit est distribué entre les sociétaires proportionnellement aux opérations faites avec la société : c'est-à-dire, dans les coopératives de consommation, ainsi d'ailleurs que dans les coopératives agricoles d'approvisionnement, proportionnellement aux achats; dans les coopératives ouvrières de production, proportionnellement au travail; dans les coopératives

(1) Bernard LAVERGNE : *Les Coopératives de consommation en France*, A. Colin, 1923, p. 36.

agricoles de transformation et de vente, proportionnellement aux denrées livrées.

Les différences entre ces trois sortes de coopératives ne résident donc pas dans le principe, mais dans son application. Par conséquent, rien n'empêche de considérer les S. C. A. comme de véritables coopératives.

SECTION III

Caractère agricole

Le caractère agricole des S. C. A. se manifeste d'une triple façon, par leur composition, leur objet et leur régime juridique.

1° *Composition.* — L'article 6 du décret du 11 février 1939 spécifie nettement que les S. C. A. sont composées d'agriculteurs ou d'associations agricoles. Pour bien renforcer le caractère professionnel de ces groupements, le même texte insiste sur deux points : a) il est préférable que les coopérateurs soient membres d'un syndicat agricole; b) les anciens agriculteurs ne peuvent rester membres de la coopérative que dans des conditions déterminées et dans une proportion limitée. Quant aux unions de coopératives agricoles, si elles peuvent admettre comme membres des coopératives de consommation, elles doivent faire en sorte que la majorité reste toujours aux coopératives agricoles.

2° *Objet.* — L'objet des S. C. A., déterminé par l'article 3 du décret du 11 février 1939, est strictement agricole. Qu'il s'agisse de production, transformation, conservation, vente, outillage, battages ou achats, ces différentes opérations s'appliquent uniquement aux exploitations agricoles des associés.

Or ceux-ci, lorsqu'ils achètent ce qui est nécessaire à leurs exploitations, ou lorsqu'ils vendent leurs produits après les avoir ou non préalablement transformés, accomplissent des

actes agricoles. Ce qui est vrai pour un agriculteur isolé est également vrai pour un groupe d'agriculteurs.

Ici se pose une question très délicate et longtemps controversée : la transformation par un agriculteur des produits récoltés par lui-même est-elle toujours un acte agricole ? Le fisc, sans cesse à l'affût d'une nouvelle matière imposable, a répondu non et a créé la *Théorie de l'Industrialisation*.

Cette théorie est exposée dans l'Instruction de l'Administration des Contributions Directes en date du 31 janvier 1928, article 5 : « Quand la transformation des produits agricoles est effectuée par une entreprise dont elle est l'unique objet, elle rentre, sans aucun doute, dans la catégorie des professions industrielles passibles de l'impôt. »

« Mais si elle est exercée par un agriculteur et porte sur les seuls produits de son exploitation agricole, il y a lieu de faire une distinction. »

« Lorsqu'elle n'est que le prolongement normal et usuel des opérations agricoles, les profits qui en résultent constituent un élément du revenu qui est atteint par l'impôt B. A. Ainsi l'agriculteur qui fabrique du fromage ou du beurre avec le lait de ses animaux, le viticulteur qui distille le marc de sa vendange ou le vin de sa récolte, ne sont pas susceptibles d'être assujettis de ce chef à l'impôt B. I. C., attendu que ces opérations sont d'usage courant dans les exploitations agricoles ou viticoles. »

« Par contre, lorsque les transformations effectuées sortent des usages normaux de la profession agricole et comportent la possession d'une installation industrielle, l'agriculteur qui s'y livre en retire des profits qui ne rentrent plus dans la cédula des B. A. et qui appartiennent à celle des bénéfices industriels. »

« La situation fiscale des coopératives agricoles de production ou de transformation doit être réglée suivant les mêmes principes. »

C'est donc l'importance de l'installation transformatrice qui en détermine le caractère agricole ou industriel. Est

agricole ce qui est rudimentaire, est industriel ce qui est perfectionné.

De nombreux arrêts du Conseil d'Etat confirment cette thèse : les uns assujettissent aux B. I. C. des agriculteurs transformant les produits de leurs récoltes, à cause « de l'importance des installations des bâtiments et du matériel ». (4 décembre 1925, Lebon p. 976; 2 juillet 1926, Lebon p. 679; 12 février 1932, Lebon p. 173.) Les autres, pour les mêmes motifs, dénieient le caractère agricole aux opérations faites par des coopératives qui transforment les produits récoltés par leurs adhérents. (28 mai 1925, Lebon p. 529; 30 juillet 1925, Lebon p. 765; 26 juillet 1928, Lebon p. 935; 14 décembre 1928, Lebon p. 1310.)

L'article 32 de la loi des finances du 30 décembre 1928 confirmait la théorie de l'industrialisation, n'accordant les exonérations fiscales aux S. C. A. que « pour celles de leurs opérations qui, entrant dans les usages normaux de l'exploitation agricole, ne donneraient pas lieu à l'application de ces impôts si elles étaient effectuées dans les mêmes conditions par chacun des adhérents des dites sociétés ».

Ces mesures ont soulevé de vives protestations. Elles ont été abrogées par l'article 4 du décret-loi du 8 août 1935 et par le titre II du décret de codification du 11 février 1939.

La théorie de l'industrialisation paraît donc condamnée par la législation actuelle, malgré une tendance contraire des décrets relatifs à la taxe à la production et à la taxe d'armement. (Voir page 178.)

3° *Régime juridique.* — Le régime juridique des S. C. A. ne leur enlève-t-il pas leur caractère agricole en leur imposant un caractère commercial?

Pour celles constituées sous le régime des sociétés civiles particulières, il est facile de répondre non; mais la question est beaucoup plus délicate pour celles constituées dans les formes prévues par la loi du 24 juillet 1867 et les lois ultérieures sur les sociétés anonymes.

La loi du 24 juillet 1867 a été modifiée et complétée par la loi du 1^{er} août 1893, dont l'article 6 est ainsi rédigé : « Quel que soit leur objet, les sociétés en commandite ou anonymes qui seront constituées dans les formes du Code de Commerce ou de la présente loi, seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce. » Ainsi, toute société anonyme est commerciale. En est-il de même pour les S. C. A. constituées dans les formes prévues par la loi du 24 juillet 1867?

La jurisprudence semble avoir répondu plusieurs fois par l'affirmative. Un arrêt de la Cour de Douai du 11 janvier 1910 (D. P. 1911-2-144) déclare : « Une société civile constituée sous la forme anonyme, avec capital variable et responsabilité limitée des associés, est soumise aux lois et usages du commerce. » Un arrêt de la Cour de Cassation du 21 octobre 1931 (D. H. 1931-489), un de la Cour de Lyon du 11 mai 1932 (D. H. 1933-24 som.), un de la Cour de Rennes du 11 mai 1935 (D. H. 1935-470), et un de la Cour de Cassation du 3 avril 1939 (1) confirment ce point de vue.

Ces arrêts paraissent discutables. En effet, les S. C. A., même constituées dans les formes prévues par la loi du

(1) Attendu que le pourvoi fait grief à l'arrêt attaqué d'avoir retenu la compétence de la juridiction commerciale pour statuer sur l'instance en dommages-intérêts introduite contre la Société des Greniers Réunis des Agriculteurs Lauraguais, en réparation de la mauvaise exécution d'une vente de maïs blanc, alors que, d'une part, cette société, entreprise de coopération agricole, est civile par son objet; que, d'autre part, en conformité des exigences impératives des articles 23 et 28 de la loi du 5 août 1920 par laquelle elle est régie, les parts sociales des personnes qui la composent, nominatives, ne sont transmissibles qu'avec l'agrément du conseil d'administration, et que ces sociétaires sont conjointement et solidairement responsables du remboursement des avances consenties par l'Office National du Crédit Agricole, ce qui est exclusif des caractères intrinsèques d'une société commerciale.

Mais attendu que les sociétés, quel que soit leur objet, constituées sous la forme de l'anonymat, sont commerciales et soumises aux lois et usages du commerce... l'arrêt attaqué, en la déclarant société commerciale, loin d'avoir violé les textes visés au moyen, en a fait, au contraire, une exacte appréciation. (*Syndicats paysans*, 1^{er} juillet 1939.)

24 juillet 1867, ne sont pas des sociétés anonymes. Nous avons vu précédemment qu'elles n'ont pas le caractère de sociétés, mais de quasi-sociétés, et M. Louis Durand a écrit à ce sujet (D. P. 1910-1-153 note) : « Les règles applicables au contrat nommé, sont applicables par analogie au contrat innommé, dans la mesure où l'analogie des situations rend équitable cette application. » Or, les situations ne sont pas analogues, *car les S. C. A. ne possèdent jamais les caractères spécifiques des sociétés anonymes*. Commentant simultanément deux arrêts, l'un de la Cour de Besançon du 27 mars 1903, et l'autre de la Cour de Montpellier du 20 mai 1903 (D. P. 1904-2-241), M. Percerou écrit : « Pour apprécier le caractère juridique d'une société, on ne saurait s'en tenir aux termes employés par les parties dans la rédaction des statuts. Il ne faut pas s'en rapporter aux mots, mais il faut voir la réalité des choses. La forme anonyme est caractérisée par certains traits essentiels. Toute société où ils existent est anonyme, quand même les contractants l'auraient désignée sous un autre nom. Et, à l'inverse, toute société où ils font défaut, n'est pas une société anonyme, quand même les associés lui auraient donné à tort cette dénomination. Division du capital social en actions librement transmissibles par voie de transfert; limitation de la responsabilité des associés à leur apport, ce sont bien là les deux traits essentiels caractéristiques de l'anonymat, mais il est nécessaire qu'ils se trouvent réunis. » Et M. Percerou ajoute : « La cessibilité constitue, précisément, d'après l'opinion dominante en doctrine et en jurisprudence, le caractère distinctif de l'action. »

Or, d'après l'article 7 du décret du 11 février 1939, les S. C. A. ont un capital constitué non par des actions, mais par des parts d'intérêt. Il leur manque donc un des traits essentiels des sociétés anonymes.

Ce point de vue est confirmé par un arrêt de la Cour d'Amiens du 20 novembre 1912 (D. P. 1913-2-273), « Constitue une société commerciale, quel que soit son objet, toute société qui présente cumulativement ces deux caractères : de

limiter au montant des apports l'obligation des associés au passif social, et de permettre la cession des parts sociales sans le consentement de tous les associés. » Or, le second de ces caractères ne se rencontre pas dans les S. C. A., qui sont toujours des sociétés de personnes, et non de capitaux.

Leur caractère civil est confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 10 juin 1914 (*Revue des Sociétés*, 1923, p. 386), qui déclare, à propos d'une distillerie coopérative constituée sous la forme anonyme : « Que la loi du 1^{er} août 1893 n'a pas entendu modifier l'article 632 du Code de Commerce qui énumère les actes de commerce, et que d'ailleurs cette loi vise uniquement les sociétés par actions en commandite ou anonymes : qu'elle ne s'applique pas à l'association intimée dont le capital est divisé en parts. »

Le Tribunal de Commerce de la Seine, dans un jugement du 23 décembre 1927 (*Revue des Sociétés*, 1928, page 339), prétend, à propos d'une coopérative de sucrerie, qu'il n'y a pas lieu de s'attacher à la mention que cette société serait formée sous le régime de la loi de 1867 sur les sociétés anonymes, « mention qui constitue une inélégance de forme, mais ne peut influencer sur sa nature essentielle ». Le même Tribunal confirme le caractère civil des S. C. A. dans son jugement du 18 mai 1928 (G. P. 1928-2-542) : « Les sociétés coopératives agricoles ne poursuivent aucun but lucratif; elles sont simplement constituées pour procurer à leurs actionnaires, lesquels leur font des versements non pas en numéraire, mais en matières premières, des économies sur le prix de revient de la transformation de ces matières premières. Elles ne sont donc pas, bien que constituées sous la forme anonyme, des sociétés commerciales, et, par leur statut légal, échappent aux règles qui régissent la commercialité des sociétés. »

« Les S. C. A. ont le caractère civil, en quelque sorte nécessaire, puisque, d'une part, toute opération proprement commerciale leur est interdite, et que, d'autre part, ne pouvant être constituées sous la forme des sociétés par actions

avec observations des formalités prescrites par la loi de 1867, la loi du 1^{er} août 1893 ne leur est pas applicable. »

Cette jurisprudence, qui tend à établir que les S. C. A. ne sont pas commerciales, et qui correspond à une juste conception de nos organismes, n'a malheureusement jamais été suivie jusqu'à présent par la Cour de Cassation. L'arrêt du 3 avril 1939 en est une nouvelle preuve.

Il reste, pour bien préciser la nature juridique de nos groupements, à les distinguer des organismes similaires.

SECTION IV

Groupements similaires

1^o *Associations agricoles.* — Une S. C. A. n'est pas une association, quoiqu'on ait parfois prétendu le contraire. Sans doute, l'article premier de la loi du 1^{er} juillet 1901 a pu permettre cette méprise, définissant l'association : « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. » Les S. C. A. ne recherchent pas de bénéfices, mais elles poursuivent un but intéressé, tendant à procurer à leurs adhérents un avantage matériel. De plus, l'apport commun ne consiste pas seulement en connaissances et activité quelconque, mais en activité professionnelle, ce qui est différent, en argent et souvent en matières premières. Les S. C. A. sont des organismes économiques. Les associations sont souvent des organismes politiques, philanthropiques ou artistiques. Leur but est toujours désintéressé. Elles n'ont pas de capital social, ne peuvent posséder que les immeubles nécessaires à leur fonctionnement, et jouissent d'une capacité juridique très restreinte.

Il n'y a d'ailleurs aucun point commun entre la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 11 février 1939.

2° *Syndicats Agricoles*. — Bien que leur activité économique se confonde souvent avec celle des coopératives d'approvisionnement, les syndicats agricoles n'en sont pas moins très différents au point de vue juridique. Ces groupements professionnels ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques agricoles de leurs membres. Ils sont régis par les lois du 21 mars 1884 et 12 mars 1920 (1). Ce dernier texte, consacrant un état de fait déjà existant, permet aux syndicats agricoles de :

« a) Acheter, pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres, tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, matières premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plantes, animaux et matières alimentaires pour le bétail. »

« b) Prêter leur entremise gratuite pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations des syndiqués; faciliter cette vente par expositions, annonces, publications, groupement de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous leur nom et sous leur responsabilité. »

Si le premier de ces objets se confond avec celui des coopératives, le second est beaucoup plus restreint. Les syndicats ne peuvent se livrer à la production et à la transformation. Ils ne vendent pas en leur nom, mais servent seulement de courtiers gratuits, et les produits des syndiqués ainsi vendus restent individualisés.

L'interdiction de rechercher des bénéfices est encore plus rigoureuse pour les syndicats que pour les coopératives. Ils ne peuvent distribuer de ristournes à leurs membres, et ne possèdent pas de capital social. Leur garantie vis-à-vis des tiers est d'autant plus restreinte que les syndiqués ne sont pas responsables des dettes et peuvent quitter le groupement à leur gré, sans aucune limitation.

(1) Ces deux lois ont été codifiées par celle du 25 février 1927 et forment le titre I^{er} du Livre III du Code du travail.

De plus, la législation sur les S. C. A. et celle sur les syndicats agricoles sont nettement distinctes.

3° *Mutuelles Agricoles.* — Les caisses d'assurances mutuelles agricoles sont régies par la loi du 4 juillet 1900. Elles sont soumises au régime juridique des syndicats professionnels, sont administrées et gérées gratuitement, ne réalisent pas de bénéfices, ne possèdent pas de capital social. De plus, leur objet est très différent de celui des S. C. A. Elles n'ont pas pour rôle d'acheter ni de vendre, mais, comme toutes les entreprises d'assurances, de garantir contre les risques.

4° *Caisses de Crédit Agricole.* — Les caisses de crédit agricole, régies par les lois du 5 août 1920 et du 14 juillet 1929, sont de véritables coopératives de crédit. Elles ont un capital social constitué dans les mêmes conditions que celui des S. C. A., revêtent un caractère professionnel, ne recherchent pas de bénéfices, mais tendent à procurer à leurs adhérents un avantage matériel. Leur objet est de prêter à leurs sociétaires les fonds nécessaires à l'exercice de leur profession. Celles d'entre elles qui ont reçu une avance de l'Etat, et ce sont les plus nombreuses, sont soumises à une étroite tutelle administrative. Malgré leur caractère coopératif, la loi ne les a pas, à cause de leur objet, assimilées aux S. C. A.

5° *Sociétés Agricoles d'Intérêt Collectif.* — Les sociétés agricoles d'intérêt collectif sont régies par la loi du 5 août 1920 (art. 22, 4°) et le décret du 9 février 1921 (art. 19). Elles sont, sur bien des points, assimilées à des coopératives, mais n'ont pas un caractère exclusivement professionnel. Leur activité n'est pas de nature agricole, mais industrielle. Elles ont « pour objet, soit de procéder à la fabrication de toutes matières, de tous produits ou instruments utiles à l'agriculture, à l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif, soit de doter une région ou une agglomération rurale d'installations modernes d'intérêt collectif, tels qu'abattoirs industriels, entrepôts frigorifiques, réseaux électriques, réseaux fer-

rés, etc.; d'entreprises d'hygiène sociale, en particulier pour la construction de logements hygiéniques destinés à des ouvriers ruraux, ou bien pour l'amélioration de bâtiments agricoles reconnus insalubres par le corps du génie rural ».

Leur capital est constitué dans les mêmes conditions que celui des S. C. A. Leurs adhérents porteurs de parts doivent être, en principe, des agriculteurs ou des associations agricoles. Mais elles peuvent faire des opérations avec d'autres personnes que leurs adhérents, et dans certains cas peuvent admettre des usagers et même des adhérents non agriculteurs.

Ainsi, tant par leur objet que par leur composition, les sociétés agricoles d'intérêt collectif n'ont pas un caractère exclusivement professionnel. Elles se distinguent par là des S. C. A., dont elles ne partagent pas les avantages fiscaux.

6° *Coopératives de Consommation.* — Les coopératives de consommation sont très étroitement soumises aux principes coopératifs de Rochdale, dont il est parlé plus haut. Elles sont régies par la loi du 7 mai 1917, laquelle ne leur permet de se constituer que conformément au titre III de la loi du 24 juillet 1867. Ce sont des organismes commerciaux, sans aucun caractère professionnel, ouverts à tous sans exception, qui ne donnent au capital qu'un intérêt fixe à l'exclusion de tout dividende, et répartissent le profit entre leurs associés au prorata de la consommation de chacun, ou l'affectent à des œuvres de solidarité sociale. Elles peuvent vendre à d'autres qu'à leurs adhérents.

Elles diffèrent donc radicalement des S. C. A., tant par leur absence de caractère professionnel, que par leur nature juridique.

7° *Coopératives Ouvrières.* — Les coopératives ouvrières de production ou de crédit sont régies par la loi du 25 février 1927. Elles ont pour but de répartir le profit entre les adhérents, à la fois ouvriers et porteurs de parts, proportionnellement au travail fourni par chacun d'eux. Bien qu'elles se rat-

tachent de ce côté aux autres coopératives, leur absence totale de caractère agricole, tant par leur objet que leur composition et leur régime juridique, les distingue nettement des S. C. A.

Celles-ci, qui seules font partie de cette étude, apparaissent donc bien telles que les définit l'article 3 du décret du 11 février 1939.

CHAPITRE III

Caractères économiques

La coopération agricole répond à un besoin. Il convient de rechercher quel est ce besoin, puis de situer les S. C. A. dans l'organisation professionnelle agricole et dans l'ensemble du mouvement coopératif, et finalement d'étudier leurs différents modes d'activité.

SECTION PREMIERE

A quel besoin répondent les S. C. A.?

Poussés par leur instinct, les hommes s'unissent aux heures de détresse. De même les agriculteurs, en période de crise, se groupent pour défendre leurs intérêts professionnels. « L'origine des institutions coopératives, dit Charles Gide (1), est due généralement à un état de crise, de souffrance, de misère, qui stimule l'esprit de solidarité. » Développant la même pensée, M. Augé-Laribé (2), écrit : « Quoique certains auteurs en aient dit, l'organisation professionnelle de l'agriculture n'est pas du tout, en France, la mise en application d'une méthode, d'une théorie construite par avance. Les agriculteurs n'ont été instruits que par la nécessité. Sous la pres-

(1) Charles GIDE : Les Coopératives de vinification (*Revue des Etudes coopératives*, octobre 1925).

(2) AUGÉ-LARIBÉ : *Syndicats et Coopératives agricoles*, A. Colin, 2^e éd., p. 9.

sion du besoin, ils ont agi en procédant par improvisations et retouches successives.»

Les fondateurs des S. C. A. furent donc non des doctinaires, mais des réalisateurs. Le bon sens paysan a créé les Fruitières. Il faut environ 700 litres de lait pour obtenir un fromage de Gruyère de 50 kilos. Comment de petits exploitants auraient-ils pu y parvenir? Ils ont préféré s'entendre entre eux pour ce travail collectif, plutôt que de vendre leur lait à un industriel.

L'invasion phylloxérique du XIX^e siècle a été pour plusieurs régions de la France un désastre. Force était d'arracher les vignes et de les remplacer par autre chose. En Poitou et dans les Charentes, les agriculteurs se sont tournés vers la production laitière. Comme rien n'existait pour assurer le débouché de leurs nouveaux produits, ils ont créé, sous l'impulsion géniale d'Eugène Biraud, des coopératives de laiterie, beurrerie et fromagerie.

L'apparition des premiers engrais minéraux a donné lieu, de la part de certains commerçants peu scrupuleux, à une exploitation éhontée de la crédulité paysanne. D'où, pour lutter contre ces fraudes, la création des syndicats agricoles. Les premiers, fait significatif, ont été fondés avant la loi de 1884. Quant aux coopératives d'achat en commun, elles ne se sont différenciées que plus tard de ces syndicats, après le fameux arrêt de la Cour de Cassation du 29 mai 1908.

La mévente des vins du début du XIX^e siècle (4 fr. 50 l'hectolitre), a provoqué l'apparition des coopératives de vinification. Il fallait discipliner la production, régulariser la qualité, utiliser les sous-produits et conquérir les débouchés.

Plus récemment, la mévente du blé a amené la création de nombreuses coopératives de stockage et de vente, destinées à régulariser les cours en empêchant les offres massives. Ces groupements ont augmenté considérablement depuis la loi du 15 août 1936 instituant l'Office du blé, car ils sont un des rouages essentiels de cette institution.

Assurer aux agriculteurs des approvisionnements réguliers

à des prix normaux, et surtout leur obtenir des débouchés avantageux, tel paraît être le double but de la coopérative agricole.

Celle-ci tend donc à remplir exactement le même rôle pour l'agriculture que l'intégration pour l'industrie. « L'intégration, dit M. Roger Picard (1), est une forme particulière de la concentration qui consiste à réunir plusieurs fonctions dans la même entreprise, la fonction productive et la fonction distributive. » C'est bien le cas en agriculture : pour la production proprement dite, les agriculteurs agissent individuellement, chacun moissonne son blé ou traite ses vaches. Pour vendre leur blé, leur beurre ou leur fromage, les mêmes agriculteurs se groupent en coopératives. C'est la même entreprise. L'activité de la coopérative n'est que le prolongement de l'activité agricole de chacun de ses membres. Les éleveurs qui, dans leurs fermes respectives, ont ramassé le lait de leurs vaches, sont les mêmes que ceux qui, collectivement, enverront quelques jours plus tard, leurs mottes de beurre aux grands restaurants parisiens.

Sans doute, l'intégration est bien plus poussée dans l'industrie que la coopération en agriculture. M. Gaëtan Pirou (2) la définit ainsi : « L'intégration réunit en une seule unité économique des entreprises appartenant à des stades différents et succesifs d'une même production. » Il distingue l'intégration vers le bas, qui tend à résoudre le problème des approvisionnements, et l'intégration vers le haut, qui tend à résoudre le problème des débouchés. La Société de Saint-Gobain, exemple d'intégration vers le bas, possède des forêts et des mines pour en tirer du combustible et des matières premières. La Société La Bénédictine cultive les plantes nécessaires pour aromatiser sa liqueur; un grand nombre de su-

(1) Roger PICARD : *Formes et Méthodes nouvelles des entreprises commerciales*, Sirey, 1936, p. 13.

(2) Gaëtan PIROU : *Cours d'économie politique*, 1934-1935. Les Cours de droit.

crieries françaises exploitent des champs de betteraves. De même les coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement, autre exemple d'intégration vers le bas, rendent les agriculteurs propriétaires de leurs magasins d'engrais, tourteaux et semences. L'intégration serait parfaite si les coopératives fabriquaient elles-mêmes les denrées réclamées par leurs adhérents. Peut-être le verra-t-on un jour.

Le trust du pétrole, exemple d'intégration vers le haut, a ses wagons-réservoirs, sa flottille de bateaux et même ses distributeurs d'essence. Le konzern Hugo Stinnes fabrique non seulement du papier, mais possède des imprimeries, des maisons d'édition et publie des journaux. De même le trust de la viande, à Chicago, tanne les dépouilles des bêtes qu'il tue, et, avec les sous-produits, fabrique des boutons, des savons, des engrais et même des billes de billard. Les coopératives de production, transformation, conservation et vente, sont un exemple frappant d'intégration vers le haut. Grâce à elles, l'agriculteur vend, non plus du lait, mais du beurre et du fromage, non plus du vin quelconque, mais du vin travaillé et standardisé, tandis que les marcs et pépins sont utilisés pour obtenir de l'alcool et de l'huile. Le blé est rassemblé, conservé, nettoyé et cédé aux meuniers aux époques convenables, à moins que la coopérative, ce qui arrive, fasse elle-même de la farine, voire du pain.

On pourrait multiplier les exemples. Ils ne feraient que confirmer les ressemblances entre l'intégration industrielle et la coopération agricole.

Le jour où l'agriculture aura réalisé la coopération intégrale, c'est-à-dire assurera entièrement par ses propres moyens ses approvisionnements et ses débouchés, elle aura non seulement conquis son indépendance, mais assuré sa domination. « Vous êtes le nombre, disait M. Lucien Romier à une réunion de la Société des Agriculteurs de France, vous vous contentez de demander. Qu'attendez-vous pour commander ? » L'assemblée aurait pu lui répondre : le jour où nous aurons réalisé la coopération professionnelle intégrale.

SECTION II

La place des S. C. A. dans l'organisation professionnelle agricole

Si l'on tentait de classer les groupements agricoles d'après leur fonction, on pourrait distinguer les coopératives qui assurent le service économique, les caisses de crédit qui assurent le service bancaire, les mutuelles qui assurent le service des assurances et les syndicats qui assurent le service général.

A la base de l'organisation professionnelle agricole, se place le syndicat. C'est lui qui est véritablement chargé de défendre les intérêts de la profession, et qui, au début, a tenté d'y suffire à lui seul. Petit à petit, il a servi de cellule-mère à d'autres groupements qui, nourris de sa substance, se sont différenciés et détachés de lui. Telles sont les caisses de crédit agricole et celles d'assurances mutuelles. C'est avec beaucoup plus de peine, semble-t-il, que les syndicats ont abandonné à des coopératives le service économique proprement dit, surtout celui des achats. Si l'enquête de 1929 ne révèle que 244 coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement, groupant 312.218 membres, on nous annonce l'existence en France de 24.000 syndicats agricoles. Or la plupart de ces syndicats approvisionnent leurs adhérents.

Faut-il le regretter? Non, sans doute, car les services rendus aux agriculteurs sont les mêmes, la question de ristourne étant mise à part. L'on connaît de nombreux syndicats très brillants et très prospères. On peut citer particulièrement : le Syndicat des Agriculteurs du Loir-et-Cher, 30.000 membres, chiffre d'affaires en 1937 : 54.330.000 francs; le Syndicat des Agriculteurs de la Vendée, 23.000 membres; le Syndicat des Agriculteurs du Loiret, 18.000 membres; le Syndicat des Agriculteurs du Cher, 7.500 membres.

Les syndicats, dans la France agricole, assurent le service des approvisionnements dans une beaucoup plus forte propor-

tion que les coopératives, dont ils semblent parfois redouter l'essor.

Cette crainte est-elle fondée? Deux théories se trouvent en présence, celle de l'indépendance des coopératives et celle de la prééminence des syndicats.

Les partisans de l'indépendance des coopératives confondent volontairement coopératives et syndicats, mais entendent assurer à ces derniers un rôle purement économique. D'après eux, les groupements agricoles doivent s'abstenir de toute propagande sociale, et à plus forte raison politique. Seule le service matériel compte; si le syndicat le confie à une coopérative, il perd *ipso facto* toute sa raison d'être.

Toute autre est la doctrine de la prééminence des syndicats, doctrine en faveur à la Société des Agriculteurs de France, rue d'Athènes, et à l'Union Nationale des Syndicats Agricoles (U. N. S. A.), 18, rue des Pyramides. D'après elle, ce qui importe avant tout, c'est l'action sociale, laquelle appartient uniquement au syndicat. M. de Marcillac écrit : « L'action économique doit être considérée beaucoup moins comme le but de l'association que comme un moyen de remplir sa fonction sociale. » « Traduit en un langage peut-être trop familier, ajoute M. Augé-Laribé (1), cela signifie que la boutique ne doit être que l'antichambre de la salle de conférences. Car l'essentiel est bien de répandre dans les masses rurales ou d'y maintenir une doctrine sociale. » M. Louis Leroy, de l'U. N. S. A., abonde dans le même sens (2). Il rappelle les vœux du Congrès de Lyon de 1894 : « Le rôle des coopératives agricoles doit être d'aider les syndicats agricoles sans jamais pouvoir les supplanter », et celui du Congrès de Nancy de 1909 : « Le syndicat, c'est l'idée-mère, l'œuvre directrice, celle qui crée, dirige et maintient. » « Il y a nécessité, disait M. Emile Duport (3), président de l'Union du

(1) AUGÉ-LARIBÉ, op. cité, page 29.

(2) Congrès paysan de Caen, 1937.

(3) AUGÉ-LARIBÉ, op. cité, p. 34.

Sud-Est, urgence même, à faciliter à nos syndicats les moyens de rendre à leurs adhérents tous les services qu'ils en attendent, résultat qui ne peut pratiquement s'obtenir que par la création d'une société coopérative régionale. Les syndicats qui rendent des services matériels sont les seuls qui soient vraiment prospères. »

Or le syndicat ne craindra pas de faire rendre ces services matériels par la coopérative, sa filiale, puisque celle-ci lui restera étroitement soumise. Il lui empruntera sa force et se consacrera tout entier à sa fonction sociale.

En quoi consiste cette fonction sociale ?

À donner aux hommes de la terre le sens de l'union et de la discipline, à maintenir, et même à relever leur moral, à leur rendre confiance, à ranimer leur foi, à exalter en eux la fierté du métier et le culte de la famille. « On ne devine pas, écrit M. Jean Yole (1), par quelle autre voie le paysan pourrait, devant l'opinion qui le dédaigne, se réhabiliter, refaire son point d'honneur, acquérir une condition qui, à son tour, fasse envie. Car c'est là tout le problème. L'appât des gros gains, la rencontre heureuse, à la ferme, des facilités et des plaisirs, la certitude même de devenir propriétaire, sont des moyens qui, employés seuls, demeurent impuissants à le résoudre. C'est de ne pas être honoré que le métier se meurt. C'est un panache qui manque au manche de la charrue. »

SECTION III

La place des S. C. A. dans l'organisation générale coopérative

Au point de vue juridique, les S. C. A. nous ont paru être de véritables coopératives, tout en différant essentiellement des coopératives de consommation.

Au point de vue économique, rentrent-elles dans cette

(1) Jean YOLE : *Le Malaise paysan*, éd. Spes, p. 217.

vaste organisation décrite par M. Bernard Lavergne dans l'*Ordre Coopératif*, et M. Etienne Poisson dans la *République Coopérative*?

Un régime nouveau, dit régime coopératif, prétend remplacer le régime capitaliste. La Fédération Nationale des Coopératives de Consommation, très puissante, groupe 1.459 sociétés, comprenant 1.044.000 adhérents, et faisant un chiffre d'affaires annuel de 2.387 millions. Elle a une doctrine très bien assise, qu'elle propage dans diverses publications, dont le *Coopérateur*, la *Revue des Etudes Coopératives* et la *Revue de la Coopération Internationale*. Ce mouvement coopératif entend s'amplifier au point de tout envahir. « La coopération moderne, écrit M. Roger Picard (1), ne conçoit aucune limite à son développement. De la conquête du commerce de détail, elle entend passer à celle du commerce de gros et des entreprises de production. Elle envisage sa jonction avec les agriculteurs associés au préalable dans des coopératives de production, auxquelles les coopératives de consommation assureraient un débouché permanent. La coopération entend pénétrer l'administration des services publics et ceux qui lui tracent ses programmes d'avenir la voient embrassant toutes les formes de l'activité humaine et devenant un instrument d'ordre et d'utilité rationnelle des moyens techniques dont l'humanité dispose. »

Quelle place réserve ce régime coopératif aux S. C. A.?

M. Bernard Lavergne (2) les exclut du mouvement coopératif, leur refuse le nom de coopératives, et les considère comme des sociétés corporatives patronales. Néanmoins, les S. C. A., grâce au principe de répartition du profit, sont de véritables coopératives, mais leur caractère professionnel les sépare nettement des coopératives de consommation. Celles-ci tendent à établir le règne du consommateur, et celles-là celui du producteur : intérêts différents, pour ne pas dire

(1) Roger PICARD, op. cité, p. 80.

(2) Bernard LAVERGNE, op. cité, p. 36.

opposés. Les coopératives de consommation peuvent s'agréger des industries ou des exploitations agricoles, elles ne le feront que dans le but de rendre service au consommateur, ce sera toujours de l'intégration vers le bas, alors que les S. C. A. font surtout de l'intégration vers le haut. Charles Gide reproche aux producteurs de ne rechercher que leurs profits individuels, alors que les consommateurs sont naturellement portés à défendre les besoins sociaux. M. Bernard Lavergne (1), développant la même idée, écrit : « La doctrine coopérative estime, à juste titre, qu'il y aura toujours le plus grand danger social à laisser les producteurs régler la fabrication et fixer le prix de vente. La coopération tient donc à remettre le droit de diriger la production et de fixer le prix de vente aux seules personnes qui, d'elles-mêmes, ont intérêt à intensifier la production et à poursuivre l'abaissement du prix de la vie, à savoir aux consommateurs. »

Commentant cette opinion, M. Gaëtan Pirou (2), note que la foi coopérative de M. Bernard Lavergne s'applique uniquement à la coopération de consommation. Il ajoute : « Puisqu'elle donne à la masse des usagers la propriété de l'entreprise, et qu'elle leur en attribue le profit sous la forme des ristournes, la coopération de consommation est l'embryon d'une organisation économique agencée par et pour les consommateurs, antithèse du régime actuel, dans lequel ce sont les producteurs qui prennent l'initiative, assument la direction, se partagent les bénéfices de l'activité économique. »

Si les partisans des coopératives de consommation rejettent les S. C. A., l'inverse est exact. Les défenseurs des S. C. A. tiennent, eux aussi, à séparer leurs groupements des coopératives de consommation. M. Louis Leroy proclamait, au Congrès paysan de Caen : « Dans l'ordre des valeurs, le

(1) Bernard LAVERGNE, *op. cit.*, p. 20.

(2) Gaëtan PIROU : *Doctrines sociales et Science économique*, p. 91.

producteur vient avant le consommateur, la coopération agricole est plus conforme aux principes mutualistes que la coopération de consommation. Cette double supériorité vient de ce que la coopération agricole est d'ordre professionnel, tandis que la coopération de consommation ne l'est pas. » M. Salleron (1), insiste dans le même sens : « Nous considérons, écrit-il, qu'il y a lieu de classer les coopératives en deux groupes; et ces deux groupes qui recourent les notions de consommation et de production, nous les référons à une idée non spécifiquement économique. Nous croyons, en effet, que le critérium essentiel de la coopération, c'est celui de la profession. Il y a d'un côté les coopératives professionnelles, et de l'autre les coopératives non professionnelles. »

En fait, il n'y a presque pas d'ententes entre coopératives de consommation et coopératives agricoles, Charles Gide cite « Les vignerons libres de Maurassan » qui réservaient leurs ventes aux coopératives de consommation. Cet accord fut de courte durée, et, devant la hausse des prix, la coopérative de production a immédiatement cherché les débouchés les plus avantageux. La guerre du lait a, pendant longtemps, opposé, en Suisse, coopératives agricoles et coopératives de consommation.

Cependant, une entente entre ces deux sortes de groupements paraît très souhaitable, car producteurs et consommateurs ont besoin les uns des autres. Cette question a fait l'objet des rapports du sénateur Chanal au Congrès de Bourg en 1922, et de M. Etienne Poisson au Congrès national de l'agriculture française de 1925 (2). Au Congrès de Bourg, M. Vi-meux, discutant les suggestions de M. Chanal, avait proposé la création d'un organisme mixte, sorte de comptoir : « Nous avons eu le tort, au début, disait-il, de vouloir aboucher directement, sans intermédiaire, producteurs et consomma-

(1) *Journal des Coopératives de Blé*, février 1939.

(2) AUGÉ-LARIBÉ, op. cité, p. 189 et suivantes.

teurs. C'était une erreur. Dans la pratique courante, cet intermédiaire existe, c'est le grossiste, qui se charge de prendre les produits chez le producteur, de les répartir et de les ré-expédier selon les besoins et les goûts des consommateurs. Cet intermédiaire, indispensable entre les coopératives de production et les coopératives de consommation, sera l'organisme mixte que nous voulons créer. » Ce à quoi M. Régnier, inspecteur général de l'agriculture, avait répondu : « Vous ne supprimez pas la difficulté, vous vous bornez à la déplacer. Vous la mettez toute entière sur le dos de l'organisme mixte. C'est lui qui aura à aplanir les inévitables conflits d'intérêts qui ne manqueront pas de surgir à tout moment. »

Cet organisme n'a pas été créé. Les relations qui peuvent exister entre coopératives de consommation et coopératives agricoles sont purement occasionnelles. Les unions mixtes prévues par la loi du 26 août 1936, malgré les 4 millions offerts par le Crédit agricole, n'existent pas.

Coopératives agricoles et coopératives de consommation continuent à s'ignorer, parfois à se combattre.

SECTION IV

Différents modes d'activité des S. C. A.

Les S. C. A. se divisent en deux grands groupes, nettement déterminés par le décret du 11 février 1939, et correspondant d'un côté à l'intégration vers le bas, de l'autre à l'intégration vers le haut. Le premier groupe comprend les coopératives d'achat en commun et d'approvisionnement, le second celles de production, transformation, conservation et vente.

Les deux tableaux suivants donnent une idée de l'importance des S. C. A. Le premier, malheureusement, n'est pas à jour. Le second est incomplet, car la Caisse Nationale de Crédit Agricole est peu renseignée sur les coopératives auxquelles elle ne fait pas d'avance.

Résultats généraux de l'enquête de 1929

	nombre	nombre	nombre coop.
Coopératives d'achat et d'approvisionnement	244	312 218	1 279
— de culture et d'outillage	442	14 644	33
— de vinerie	630	689 012	1 093
— de beurrerie, laiterie, fromag.	2 526	240 559	95
— de sucrerie	7	6 589	941
— de distillerie	448	94 230	210
— de cidrerie	9	430	47
— de meunerie	62	31 594	509
— de boulangerie	683	114 182	167
— de féculerie	24	6 949	289
— d'huilerie	61	12 361	202
— de battages	553	21 036	38
— diverses	715	99 860	139
Total		6 404	

S. C. A. au 31 décembre 1937

D'après le rapport sur les opérations faites par les Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel (J. O., 7 janvier 1939).

Caves coopératives	717
Distilleries vinicoles	363
Sucreries	8
Distilleries de betteraves	50
Laiteries, beurreries, fromageries	2 213
Coopératives de battages et matériel agr.	1 850
— de blé	1 161
— de meunerie	117
— de boulangerie	600
— d'huilerie	64
Total	7 143

Le rapport dont est tiré ce tableau accuse 8.000 S. C. A., dont 7.500 de production, transformation et vente.

D'après l'enquête de 1929, les coopératives d'achat et d'approvisionnement sont au nombre de 244, et d'après le rapport du ministre de janvier 1939, d'environ 500 (chiffre très approximatif). A côté de ces coopératives, et rendant presque exactement les mêmes services, existent 24.000 syndicats. Il

serait exagéré de dire que tous ces syndicats remplissent le rôle de coopératives d'achat. On peut cependant l'affirmer pour l'immense majorité d'entre eux. Ces organismes (syndicats et coopératives d'achat) possèdent des magasins parfois nombreux. Les adhérents y trouvent tout ce dont ils ont besoin pour leurs exploitations agricoles. Certaines S. C. A. vendent même du sucre, des oranges, du mobilier et des vêtements.

Les coopératives de production, transformation et vente se rattachent aux principaux produits agricoles : blé, lait, vin, betteraves.

Le blé a donné naissance aux coopératives d'outillage et de battage (qui traitent également d'autres céréales), à celles de blé proprement dites, enfin à celles de meunerie et de boulangerie. Le rapport de la Caisse Nationale de Crédit agricole nous signale, au 31 décembre 1937, 1.850 coopératives d'outillage et de battage, 1.161 coopératives de blé, 117 coopératives de meunerie et 600 coopératives de boulangerie, soit un total de 3.728 S. C. A. Les premières mettent à la disposition de leurs adhérents du matériel de battage, des trieurs, concasseurs, etc. Ce qu'un seul agriculteur, surtout s'il est petit exploitant, ne peut acquérir, plusieurs le peuvent collectivement, et évitent ainsi de dépendre d'un entrepreneur. Les coopératives de blé appliquent la loi du 15 août 1936, reçoivent le blé, le conservent, le nettoient et le vendent. La plupart sont nées avec l'Office du blé. Grâce à elles, des silos surgissent sur tous les points du territoire. Quant aux coopératives de meunerie et de boulangerie, elles cherchent, puisqu'elles sont agricoles, à transformer les produits de leurs adhérents afin de les écouler plus avantageusement.

Le lait a provoqué la création des fruitières, fromageries, laiteries, beurreries et caséineries coopératives, formant un total de 2.213 groupements. Elles se rencontrent principalement dans les départements suivants : Jura, Savoie, Doubs, Ain, Haute-Savoie, Vendée, Indre-et-Loire, Deux-Sèvres et Charente-Inférieure. On y reçoit le lait et on le trans-

forme en lait pasteurisé, beurre ou fromage. On estime que 14 % de la production laitière française est traitée par des coopératives. Or cette production s'élève en moyenne à 160 millions d'hectolitres et représente 15 milliards de francs.

Le vin a donné naissance à 1.080 coopératives de vineries et distilleries.

Les coopératives de vineries, ou caves coopératives, sont au nombre de 717. Elles peuvent loger et traiter 10 millions d'hectolitres, soit 20 % de notre production vinicole moyenne. On les rencontre principalement dans le Midi de la France, et surtout dans le Gard, l'Aude, le Var et l'Hérault.

Les coopératives vinicoles de distillation sont au nombre de 363. Elles permettent de tirer parti des vins de qualité médiocre et des **marcs de raisin**.

Les betteraves ont provoqué la formation de 50 coopératives de distillerie et de 8 coopératives de sucrerie, situées surtout dans le Nord et la région parisienne. Les coopératives de distillerie, en 1937, ont produit 557.000 hectolitres d'alcool.

A ces S. C. A. traitant le blé, le vin, le lait et les betteraves, il faut ajouter 9 coopératives de cidrerie, qui paraissent peu importantes, 24 coopératives de féculerie, toutes situées dans le département des Vosges, et 64 coopératives d'huilerie, qui opèrent tout naturellement dans le Midi, pays des oliviers.

En ajoutant à cette nomenclature quelque 800 coopératives diverses, on aura une idée de l'importance et de la variété des S. C. A.

DEUXIÈME PARTIE

Les Organes des Sociétés Coopératives Agricoles

L'organisation des S. C. A. est empruntée à celle des sociétés anonymes, et s'inspire de la loi du 24 juillet 1867. Or (décret du 11 février 1939, art. 2), les prescriptions de cette loi ne s'appliquent pas aux S. C. A. constituées sous la forme des sociétés civiles particulières. Mais comme, pour celles-ci, aucune organisation n'a été prévue par le Code civil, on a pris l'habitude de confier aux mêmes organes l'administration de toutes les S. C. A., quel que soit leur régime juridique. Le décret du 11 février 1939 a, sur plusieurs points, donné force légale à cet usage, notamment en imposant dans tous les cas un conseil d'administration et une assemblée générale.

L'administration des S. C. A. est assurée par trois organes différents :

1° L'assemblée générale des sociétaires. Comparable à un parlement, elle délibère chaque année sur la gestion sociale, nomme les administrateurs et leur trace le cadre de leur activité.

2° Le conseil d'administration, qui exécute les décisions de l'assemblée générale, soit par lui-même, soit par un de ses membres spécialement choisi à cet effet, soit par un directeur mandaté.

3° La commission de surveillance, qui contrôle.

TITRE PREMIER

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CHAPITRE PREMIER

Composition de l'Assemblée générale

L'assemblée générale se compose de tous les sociétaires, c'est-à-dire de toutes les personnes, soit physiques, soit morales, qui réunissent les conditions nécessaires pour appartenir à la coopérative. Toutes ont le droit de participer à la réunion et doivent être convoquées à cet effet.

L'article 27 de la loi du 24 juillet 1867 permet aux sociétés anonymes de limiter l'accès à l'assemblée générale, en exigeant, par une clause des statuts, un nombre minimum d'actions. Cette mesure ne saurait s'appliquer aux S. C. A. L'article en question parle d'actions, et le capital des S. C. A. n'est pas formé par des actions. De plus, une telle restriction serait contraire aux principes démocratiques de la coopération. Les S. C. A. demandent à leurs membres un apport d'activité professionnelle beaucoup plus qu'un apport de fonds. Le capital y joue un rôle secondaire. Il ne peut donc avoir assez d'importance pour donner ou refuser le droit de participer aux délibérations. Une telle exigence, de la part d'une société se recrutant naturellement parmi tous les cultivateurs, aussi bien petits que grands, paraîtrait tellement choquante, qu'elle n'a jamais été formulée.

Si l'assemblée générale se compose de tous les sociétaires, on ne saurait, par contre, y faire entrer les usagers. Contrairement à ce qui a lieu dans les coopératives de consommation, les S. C. A. ne font d'opérations qu'avec leurs seuls sociétaires. Par exception, les coopératives de blé (décret, 11 février 1939, art. 5) peuvent accepter des usagers qui pro-

fitent des avantages de la coopérative en participant aux frais, mais ne prennent pas part à sa gestion.

L'assemblée générale réunit donc tous les coopérateurs. Quels sont-ils ? Dans quelles conditions devient-on membre de la société et dans quelles conditions cesse-t-on de l'être ?

SECTION PREMIERE

Conditions pour entrer dans une S. C. A.

Trois conditions sont nécessaires pour devenir membre d'une S. C. A. Il faut :

- *Etre agriculteur.*
- *Souscrire des parts.*
- *Etre agréé par la société.*

1° *Etre agriculteur.* — La première condition, marque du caractère professionnel des S. C. A., est de rigueur (décret du 11 février 1939, art. 6). S'agit-il d'une personne physique, elle doit être agriculteur, de préférence membre d'un syndicat agricole. S'agit-il d'une personne morale, elle doit être une association agricole.

Comme les anciens agriculteurs peuvent être, par leurs conseils et leur expérience, d'un secours précieux dans les S. C. A., le même article du décret de codification permet de les conserver comme sociétaires, sous trois réserves dictées par le souci de sauvegarder le caractère professionnel du groupement : les intéressés ne doivent pas être de nouveaux venus, mais avoir appartenu à la coopérative, dix ans ou cinq ans suivant les cas, alors qu'ils exerçaient leur profession. Ils doivent être véritablement des retraités, et non pas des hommes ayant abandonné leur premier métier pour devenir commerçants. Enfin, leur nombre doit être strictement limité, puisqu'il ne peut jamais dépasser 10 % de l'effectif total des sociétaires.

Pour bien distinguer un agriculteur d'un ancien agricul-

teur, il faut déterminer exactement ce qu'est un agriculteur. Un homme travaillant la terre de ses propres mains, un laboureur, un fermier, un exploitant dirigeant effectivement son exploitation, sont incontestablement des agriculteurs. Mais un industriel habitant Paris, et confiant ses propriétés à un régisseur ou à des fermiers, un employé de bureau cultivant son jardin aux heures de loisir, un cheminot possédant quelques ares de vignes, sont-ils des agriculteurs? En l'absence d'un critérium légal, on peut raisonner par analogie : l'article 1^{er} du Code de commerce définit le commerçant, « celui qui exerce des actes de commerce, et en fait sa profession habituelle »; de même on pourrait définir l'agriculteur, celui qui exerce des actes agricoles et en fait sa profession habituelle. La pratique s'est montrée beaucoup plus large. Que de coopérateurs accomplissent des actes agricoles isolés, sans faire de l'agriculture leur profession habituelle! Un employé de bureau a le droit d'adhérer à une coopérative d'achat et d'y acquérir des graines de radis, pourvu qu'il s'en serve lui-même et ne les revende pas. Ce n'est peut-être pas tout à fait ce qu'a voulu le législateur, mais l'usage a prévalu.

Chaque S. C. A. a une circonscription territoriale déterminée (décret du 11 février 1939, art. 17), et ses adhérents doivent exercer leur activité agricole dans cette circonscription.

L'association agricole est d'une détermination facile. Il lui suffit d'être composée d'agriculteurs et d'avoir un objet agricole. La plupart du temps, les associations agricoles membres des S. C. A., sont des syndicats agricoles.

2° *Souscrire des parts.* — La seconde condition pour devenir membre d'une S. C. A., est de souscrire une ou plusieurs parts. Les parts constituant le capital, dit l'article 7 du décret du 11 février 1939, sont souscrites par chacun des sociétaires. Cette souscription est donc de rigueur pour tout coopérateur, et doit se faire dès que celui-ci entre dans la

société. La souscription rend la coopérative créancière de son adhérent. Celui-ci doit effectuer ses versements aux époques fixées. Le fait d'avoir souscrit suffit pour le rendre sociétaire, lui en procurer les avantages, lui en faire assumer les obligations et les responsabilités. Le nombre des parts à souscrire peut être, soit laissé à l'appréciation de chaque adhérent, soit fixé proportionnellement à l'importance des services demandés à la coopérative.

En ce qui concerne les S. C. A. fondées sous le régime des sociétés civiles, la loi ne fixe pas de minimum pour la valeur des parts. Pour celles ayant adopté la forme anonyme, ce minimum est de 25 francs, quel que soit le montant du capital social (décret du 11 février 1939, art. 8). Chaque part peut n'être libérée que du dixième (loi du 24 juillet 1867, art. 51). Un versement de 2 fr. 50 pourrait donc suffire pour devenir membre d'une S. C. A., compte non tenu des exigences de la Caisse de Crédit Agricole, lorsqu'elle fait des avances. En général, on n'admet pas de versements inférieurs à 25 francs. Bien des sociétés exigent au moins 100 francs.

Certaines coopératives laitières des Charentes et du Poitou n'ont pas de capital social. Elles exigent de leurs adhérents un droit d'entrée qui ne porte pas intérêt et est définitivement acquis à la société. Leur patrimoine se compose donc uniquement de réserves, comme celui d'un syndicat. Le décret du 11 février 1939 (article 17, *in fine*) admet cette disposition. Ces groupements ne sont évidemment pas des sociétés à capital variable (Poitiers, 11 février 1901, D. P. 1903-2-286) et ne peuvent adopter la forme anonyme. Ils ne font pas appel au crédit agricole.

Certaines S. C. A., en particulier celles de transformation, exigent de leurs adhérents, non seulement une souscription en numéraire, mais encore l'engagement d'utiliser les services de la société. Pour une laiterie, cet engagement est de grande importance. Elle veut savoir quelle sera l'activité de ses membres, dont son activité propre est fonction.

3° *Etre agréé par la société.* — La troisième condition pour entrer dans une S. C. A. est d'être agréé.

Cet agrément ne résulte pas d'une disposition législative spéciale, mais est contenu implicitement dans l'article 7 du décret du 11 février 1939, lequel spécifie que les parts ne sont transmissibles qu'avec l'agrément de la société. D'ailleurs, cet agrément ressort de la notion même de contrat : on ne peut entrer dans une société de personnes qu'avec l'assentiment de ses co-associés.

Les statuts-types du ministère de l'Agriculture spécifient : « L'admission des sociétaires n'a lieu qu'en vertu d'une décision du conseil d'administration. » Le conseil d'administration, mandataire de la société, doit vérifier si le nouvel adhérent remplit les conditions prévues par la loi et les statuts. Il peut même refuser le nouvel adhérent sans motif spécial, uniquement parce qu'il le juge à propos.

En pratique, les choses ne se passent pas ainsi. Dans les grandes coopératives, l'admission a lieu *ipso facto*, par simple signature du bulletin de souscription, sans que le conseil d'administration ait à se prononcer. L'agrément est donné en principe à tous les agriculteurs, et les S. C. A. ont intérêt à recruter le plus grand nombre possible d'adhérents. Toutefois, certaines profitent de la liberté qui leur est laissée pour fixer dans leurs statuts certaines conditions supplémentaires, telles que l'adhésion à un syndicat agricole déterminé.

SECTION II

Conditions pour sortir d'une S. C. A.

Une S. C. A. étant une société à capital variable (1), peut, à chaque moment de son existence, recevoir et perdre des

(1) Les S. C. A. fondées sans capital social ne sont évidemment pas des sociétés à capital variable. Elles peuvent toujours, néanmoins, recevoir et perdre des membres.

membres. Dans une société civile ordinaire, la retraite d'un membre entraîne la dissolution de la société. Il n'en saurait être de même dans une coopérative (loi du 24 juillet 1867, art. 54), laquelle, mourrait ainsi à chaque instant.

Il y a trois façons de sortir d'une S. C. A. : *la mort, la démission, l'exclusion.*

1° *La mort.* — Tout sociétaire décédé cesse de faire partie de la société. Contrairement à ce qui a lieu dans une société anonyme, les ayants cause ne continuent pas leur auteur. Celui-ci ne peut leur transmettre ses parts, mais seulement le droit au remboursement éventuel de son apport en numéraire. Bien entendu, les héritiers d'un coopérateur décédé peuvent devenir coopérateurs à leur tour, mais de leur propre chef.

2° *La démission.* — Tout membre peut se retirer d'une société à capital variable (loi du 24 juillet 1867, art. 52).

Cette règle a été confirmée par plusieurs arrêts de jurisprudence. En effet, sous prétexte que les membres d'une société de personnes sont liés par contrat pour la durée de la société, certaines fruitières refusaient à leurs membres le droit de se retirer avant l'expiration de la société. La jurisprudence a considéré cette clause comme incompatible avec les règles d'une société à capital variable, et a déclaré que « chacun des membres d'une société fromagère a le droit de s'en retirer, à condition de le faire de bonne foi et non à contre-temps » (Lyon, 1^{er} décembre 1898, D. P. 1900-2-187). Voir dans le même sens : Dôle, 5 février 1902, D. P. 1902-2-119; Poitiers, 11 février 1901, D. P. 1903-2-286; Douai, 2 août 1906, D. P. 1908-2-241; Civ. 7 décembre 1927; D. H. 1927-558.

Le droit de retraite existe, mais doit être limité (loi du 24 juillet 1867, art. 51; décret du 11 février 1939, articles 17 et 22). En effet, la démission massive de nombreux sociétaires présenterait le gros inconvénient de faire entièrement disparaître, ou presque, le capital social, garantie des créanciers.

De plus, chaque coopérateur est responsable des dettes de la société, soit jusqu'au montant de son apport, soit chacun pour sa part *ad infinitum* (Code civ., art. 1863), suivant le régime juridique de la société, soit même solidairement, si les statuts insèrent cette clause. Il peut être tenté de démissionner pour se décharger de toute responsabilité. La loi du 24 juillet 1867 prévient ce double danger : elle soumet à une prescription de cinq ans la responsabilité éventuelle des démissionnaires (art. 52) : « L'associé qui cessera de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée générale, restera tenu, pendant cinq ans, envers les associés et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite. » De plus (art. 51), elle impose une limitation statutaire à la reprise des apports. Cette limitation doit être telle, que le capital social ne pourra être réduit de plus des $9/10^e$ de son montant initial ou de celui constaté lors de la dernière assemblée générale en autorisant l'augmentation.

La loi ne dit pas autre chose, mais elle laisse la porte ouverte à bien des dispositions statutaires, et les statuts-types du ministère usent largement de cette latitude. Leur réglementation généralement adoptée distingue le droit de retraite et le remboursement des parts.

La retraite d'un coopérateur peut être volontaire ou forcée. Elle est forcée si elle est provoquée par un cas de force majeure : décès, cessation de l'exploitation, départ de la circonscription territoriale de la coopérative. On ne peut, dans ces différentes circonstances, empêcher le sociétaire de se retirer, et même on n'a pas le droit de le conserver. Si la retraite est volontaire, elle est également permise, mais sous trois conditions :

a) Elle ne doit pas avoir pour effet de réduire le capital au-dessous de la quotité irréductible fixée par les statuts.

b) Les avances de la Caisse de Crédit Agricole doivent avoir été préalablement remboursées.

c) Cette retraite ne doit pas porter préjudice à la coopérative en la privant d'apports en nature nécessaires à son fonctionnement.

Cette dernière condition est confirmée par plusieurs arrêts de jurisprudence : Lyon, 1^{er} décembre 1898, D. P. 1900-2-187; Angers, 28 mars 1933, D. H. 1933-311.

Les deux premières conditions ne paraissent pas absolument nécessaires. Quel inconvénient y aurait-il à laisser partir un sociétaire quand on ne lui rembourse pas ses parts?

En effet, les statuts-types établissent, à ce sujet, une distinction (question de M. Boux de Casson, *J. O.*, 29 mars 1939) : « Si la S. C. A. est constituée sous la forme anonyme, le sociétaire démissionnaire a droit au remboursement des sommes versées sur le montant nominal de ses parts, sauf sa contribution dans les pertes pouvant résulter du dernier inventaire. Si la S. C. A. a été constituée sous la forme civile, le sociétaire n'a jamais droit au remboursement de ses parts, mais peut recevoir, s'il démissionne pour cas de force majeure, une indemnité n'excédant pas ses versements. »

Cette distinction, basée sur le régime juridique des S. C. A., ne s'explique guère et ne se justifie par aucun texte. Elle tenderait à laisser croire que les S. C. A. fondées sous le régime des sociétés civiles particulières, ne sont pas des sociétés à capital variable, ce qui, sauf pour celles constituées sans capital, est insoutenable.

Le droit au remboursement, dans les S. C. A. ayant adopté la forme anonyme, résulte du titre III de la loi du 24 juillet 1867. Or, nonobstant l'article 2 du décret du 11 février 1939, ce titre III de la loi de 1867 s'applique à toutes les sociétés à capital variable, et par conséquent concerne toutes les S. C. A. constituées avec capital.

La question ne laisse pas d'être complexe. Une seule chose est certaine : la retraite d'un sociétaire, non plus que le remboursement des parts, ne sauraient être refusés, lorsqu'ils ne portent aucun préjudice à la société. Ce serait un abus de droit.

3° *Exclusion.* — Un coopérateur peut être exclus. Mais cette exclusion ne pourra être prononcée, dans les sociétés à capital variable, que par une assemblée générale extraordinaire, spécialement convoquée à cet effet, et réunissant le quorum exigé pour la modification des statuts (loi du 24 juillet 1867, art. 52). Le conseil d'administration ne peut, à lui seul, prononcer cette exclusion (Req., 23 novembre 1926, D. H. 1926-561; Montpellier, 24 avril 1929, D. H. 1929-372), laquelle doit être motivée, sinon le membre exclus peut demander réparation du préjudice causé (Civ., 17 janvier 1933, D. H. 1933-163).

CHAPITRE II

Fonctionnement de l'Assemblée générale

Avant de pousser plus avant l'étude de l'assemblée générale, il faut distinguer l'assemblée générale ordinaire, l'assemblée générale extraordinaire et l'assemblée générale constitutive.

L'assemblée générale ordinaire est celle qui se réunit tous les ans, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice (décret du 11 février 1939, art. 17), afin d'approuver les comptes de la société, de statuer sur la répartition des excédents, et de procéder au remplacement des administrateurs et commissaires sortants. Si les circonstances l'exigent, on peut réunir l'assemblée générale ordinaire plusieurs fois par an. Bien que convoquée extraordinairement (et exceptionnellement), cette assemblée générale est dite ordinaire, parce qu'elle obéit aux mêmes règles que celle convoquée obligatoirement chaque année.

L'assemblée extraordinaire est celle qui doit délibérer sur les modifications aux statuts.

L'assemblée constitutive se réunit, soit une fois, soit exceptionnellement deux fois, pour constituer la société. Elle a pour objet l'approbation des statuts et la nomination des premiers administrateurs. S'il y a lieu, elle se prononce sur la sincérité de la déclaration faite par les fondateurs et sur la vérification des apports ne consistant pas en numéraire.

Ces trois sortes d'assemblées n'obéissent pas toujours aux mêmes règles. Aussi retrouvera-t-on cette distinction en étudiant successivement la convocation, le quorum et le vote des assemblées générales.

SECTION PREMIERE

La convocation des assemblées générales

Quelle que soit l'assemblée générale envisagée, tous les sociétaires y sont convoqués.

En principe, ce sont les administrateurs qui convoquent, mais, s'il y a carence de leur part, les commissaires de surveillance peuvent et doivent le faire (loi du 24 juillet 1867, art. 32).

La convocation doit être adressée dans les formes prévues par les statuts, et au moins dix jours à l'avance. Si les statuts n'exigent pas des convocations par lettres individuelles, on peut se contenter d'une insertion dans un journal d'annonces légales du département. Toutefois, si un sociétaire en faisait la demande, il y aurait lieu, semble-t-il, de le convoquer à l'assemblée par lettre et à ses frais, comme le prescrit pour les sociétés anonymes l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par le décret du 30 octobre 1935.

Cette convocation doit indiquer, non seulement le jour, le lieu et l'heure, mais encore l'ordre du jour, et cela pour deux raisons. La première est qu'il faut éviter de surprendre les sociétaires. Ceux-ci doivent pouvoir délibérer en toute connaissance de cause, après s'être renseignés et avoir réfléchi. D'ailleurs, tous les documents qui doivent être communiqués à l'assemblée générale doivent être tenus à la disposition des sociétaires, au siège social, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée (loi du 24 juillet 1867, modifiée par le décret du 30 octobre 1935, art. 5. Question Boux de Casson, numéros 5.030 et 5.031, *J. O.*, 29 janvier 1938). La seconde raison est qu'il ne faut pas non plus surprendre les administrateurs. On ne peut délibérer que sur les questions portées à l'ordre du jour. Cette disposition résulte non d'un texte légal, mais d'un usage constant et reconnu par la jurisprudence (Requ., 23 février 1885, *D. P.* 1885-1-413; Civ., 10 avril

1889, D. P. 1890-1-305; Civ., 15 juillet 1895, D. P. 1896-1-31). Cet ordre du jour comprend obligatoirement l'approbation des comptes, le bilan, et le rapport des commissaires de surveillance (loi du 24 juillet 1867, art. 32).

Si une première assemblée n'a pu délibérer valablement faute de réunir le quorum nécessaire, une seconde est convoquée au moins dix jours à l'avance, et de la même façon que la première, avec mention de la date et du résultat de la précédente assemblée.

Dans la pratique, les choses semblent se passer assez régulièrement. Rares sont les administrateurs qui négligent de convoquer leur assemblée générale annuelle. Beaucoup ont l'habitude de porter à l'ordre du jour : questions diverses. Ils commettent ainsi une grosse imprudence. Sous le nom de questions diverses, on peut délibérer sur n'importe quoi et prendre les décisions les plus inattendues.

SECTION II

Règles de quorum

Les sociétaires, une fois convoqués, ne peuvent délibérer valablement que s'ils atteignent le quorum nécessaire.

Ce quorum varie suivant les différents genres d'assemblées générales, et est soumis à des règles particulières aux S. C. A. (décret du 11 février 1939, art. 10).

L'assemblée générale ordinaire doit être composée d'un nombre de sociétaires représentant par eux-mêmes ou par procuration le sixième au moins du nombre total des membres inscrits à la société à la date de la convocation. Le quorum est donc calculé, non d'après l'importance du capital, mais d'après le nombre des sociétaires, ce qui est conforme au principe coopératif et caractérise une société de personnes.

Pour l'assemblée générale extraordinaire, qui doit délibérer

sur les modifications à apporter aux statuts, le quorum, au lieu d'être du sixième, est de la moitié.

Pour l'assemblée constitutive, le quorum est également de la moitié. Mais si cette assemblée procède à la vérification d'apports ne consistant pas en numéraire, les adhérents dont l'apport est soumis à la vérification, ne prennent pas part au vote. Ils n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination du nombre servant de base au quorum.

Exceptionnellement, l'assemblée qui doit délibérer sur l'adaptation des statuts au décret de codification du 11 février 1939, est soumise, en ce qui concerne le quorum et le vote, aux mêmes règles que l'assemblée générale ordinaire (décret du 11 février 1939, art. 13).

Dans la pratique, les conditions de quorum sont rarement remplies. On assiste peu aux assemblées générales, surtout quand la gestion donne satisfaction. On veut bien se déranger pour critiquer, on trouve inutile de le faire pour approuver.

La première assemblée ne peut donc presque jamais délibérer valablement. Une seconde assemblée est alors convoquée selon le mode déjà indiqué. Celle-ci, ordinaire, extraordinaire ou constitutive, délibère valablement, indépendamment de la quantité de membres présents.

Tout sociétaire peut se faire représenter à l'assemblée générale à l'aide d'un pouvoir régulier. Cette pratique, courante dans les sociétés anonymes, est admise dans les S. C. A. Les statuts-types du ministère exigent que le mandataire appartienne à la société et ne puisse recevoir qu'un nombre très limité de mandats, cinq en général.

Par qui est vérifié ce quorum? Par le bureau de l'assemblée. Ce bureau comprend habituellement un président, deux scrutateurs, un secrétaire. Généralement, mais sans qu'il y ait à ce sujet de disposition légale, le président de l'assemblée est le président du conseil d'administration, les scrutateurs et le secrétaire sont choisis parmi les membres présents.

L'assemblée générale peut alors délibérer valablement et voter.

SECTION III

Le vote

L'assemblée délibère, nous l'avons vu, uniquement sur les questions portées à l'ordre du jour, discute, et, après chaque discussion, prend une décision au moyen d'un vote.

1° *Modalités.* — En principe, chaque associé n'a droit qu'à une voix, ce qui est conforme à l'esprit coopératif et normal dans une société de personnes.

Toutefois, la loi (décret du 11 février 1939, art. 12), admet des dérogations à cette règle. Elle permet à un sociétaire d'avoir plusieurs voix, à condition que le nombre en soit limité par les statuts. A vrai dire, on comprend mal cette exception, basée sur la quantité des parts possédées. Cette quantité peut sans doute être proportionnelle aux services réclamés par l'adhérent à la coopérative. Le capital se trouve néanmoins favorisé. Faveur très limitée du reste, car les statuts-types du ministère conseillent de ne pas dépasser le maximum de cinq voix par adhérent. Ainsi celui qui possède une part aura une voix, et celui qui en possède cent n'aura que cinq voix. C'est incohérent. Mieux vaut s'en tenir au grand principe d'une voix par adhérent.

On peut voter par mandataire. Le libellé de l'article 11 du décret du 11 février 1939, en fait foi. Ce mandat se donne par pouvoir sur papier timbré, sauf pour les coopératives de blé qui sont dispensées du timbre de dimension. Les statuts-types du ministère conseillent de limiter étroitement le nombre de mandats dont peut être chargée une même personne. C'est une sage mesure. Les administrateurs adressent des formules de pouvoir aux sociétaires, en priant ceux-ci de les signer sans inscrire le nom du mandataire. Les sociétaires, la plupart du temps, s'exécutent. Les administrateurs pourraient donc, s'ils n'en étaient empêchés par cette limitation statutaire, créer une majorité factice et l'accaparer à leur profit.

Le vote se fait-il à main levée ou au scrutin secret? Il n'existe à ce sujet aucune prescription légale. Dans la pratique courante, le vote se fait à main levée. Néanmoins, si la question posée est litigieuse, ou s'il s'agit d'une élection, ou si un membre l'exige, le vote peut se faire au scrutin secret. On a rarement recours à ce procédé, car, dans l'immense majorité des cas, les propositions formulées par le conseil d'administration sont acceptées sans difficulté.

La majorité requise pour la validité du vote varie selon les assemblées. Dans l'assemblée extraordinaire, les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix des sociétaires présents ou représentés. Dans toutes les autres assemblées, les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés, c'est-à-dire à la moitié des voix plus une. Le calcul de la majorité ne s'opère donc pas de la même façon dans l'un et l'autre cas. Dans l'assemblée extraordinaire, on se base sur le nombre des sociétaires présents ou représentés; les abstentionnistes entrent en ligne de compte, mais ceux qui auraient droit à plusieurs voix ne comptent que pour une unité. Dans toutes les autres assemblées, au contraire, on ne tient compte que des suffrages exprimés, sans s'inquiéter des abstentionnistes, et sans chercher à savoir si plusieurs suffrages appartiennent ou non à un même associé.

Ces règles, comme le précise le décret du 11 février 1939 (art. 10), diffèrent sensiblement de celles édictées par la loi de 1867 pour les sociétés anonymes et sont beaucoup moins rigoureuses.

2° *Effets.* — Une fois le vote acquis, quels effets produit-il et dans quelles conditions les produit-il?

Le vote, bien qu'émanant d'une majorité, engage l'universalité des sociétaires. La loi de l'unanimité, à laquelle sont soumises les sociétés de personnes, conformément à la conception contractuelle, est inapplicable aux S. C. A., dont certaines groupent plusieurs milliers de membres. Il a donc fallu leur appliquer la loi de la majorité, en vigueur dans les sociétés anonymes. C'est ce que les statuts-types du minis-

tère expriment en termes très précis : « L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des sociétaires; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, dissidents ou incapables. »

Le vote ne produit ses effets que si les formalités légales ont été observées et si la bonne foi des votants n'a pas été surprise. La convocation régulière, l'ordre du jour porté à la connaissance des sociétaires, la communication antérieure des pièces aux adhérents, le rapport des commissaires, le quorum et la majorité sont des règles d'ordre public. Leur inobservation entraîne la nullité du vote selon les modalités du droit commun.

CHAPITRE III

Le rôle de l'Assemblée générale

L'assemblée générale est un organisme lourd, lent et long à mouvoir, incapable de décisions rapides et par conséquent d'action. C'est un parlement. Or, que demande-t-on à un parlement? sinon de faire des lois, de tracer des règles de conduite, de voter un budget et de ratifier (ou de blâmer) les décisions du pouvoir exécutif.

Tel est exactement le rôle de l'assemblée générale, rôle différent suivant que cette assemblée est ordinaire, extraordinaire ou constitutive.

SECTION PREMIERE

Assemblée générale constitutive

Avant l'assemblée générale constitutive, il n'y a rien. La société n'existe pas. Et, cependant, cette assemblée ne se réunit pas sans avoir été convoquée par quelqu'un. Elle est convoquée par les fondateurs, nom donné à ceux qui ont déclenché le mouvement. Ce sont, en général, des agriculteurs de marque, influents par leur compétence et leur dévouement. Ils tâtent le terrain, font partager leurs vues à quelques amis et les réunissent. C'est l'assemblée constitutive. Elle est nécessaire dans tous les cas, quel que soit le régime juridique adopté.

Son rôle est triple :

1° *Vote des statuts et vérification de la régularité de la constitution de la société.* — Ces statuts, qui sont en général les statuts-types appliqués au cas concret, doivent être lus intégralement et approuvés. Dans la presque totalité des cas, aucune opposition n'est faite à ce texte d'une lecture fastidieuse, mais qui jouit de l'approbation préalable du ministère et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Reste ensuite à examiner la régularité de la constitution.

a) Les souscripteurs du capital initial, dont les noms sont inscrits sur l'acte constitutif, et qui signent cet acte, doivent être agriculteurs et remplir les conditions fixées par les statuts.

b) Si la société se soumet aux formes édictées par la loi de 1867 sur les sociétés anonymes, le nombre minimum des fondateurs doit être de sept. Cette règle ne joue pas pour les S. C. A. adoptant le régime des sociétés civiles particulières.

c) Le capital initial doit être entièrement souscrit. La constatation doit en être faite, dans les sociétés civiles, par l'assemblée constitutive, et dans les S. C. A. à forme anonyme, par les fondateurs qui en font la déclaration dans un acte notarié.

2° *Vérification des apports en nature.* — Dans le cas très rare ou une S. C. A. (Société coopérative beauceronne, Dreux), reçoit des apports en nature, l'assemblée constitutive se dédouble. La première, qui est en quelque sorte une assemblée préliminaire, approuve les statuts et nomme des commissaires spéciaux chargés de faire un rapport sur ces apports. Ce rapport doit être laissé à la disposition des sociétaires cinq jours au moins avant la seconde assemblée. Celle-ci, qui est la véritable assemblée constitutive, approuve ces apports.

Cette réglementation concernant la vérification des apports en nature ne concerne pas les S. C. A. constituées sous le régime des sociétés civiles, qui vérifient ces apports dans leur assemblée constitutive unique, sans aucun rapport préalable.

3° *Nomination des premiers administrateurs et des premiers commissaires de surveillance.* — Cette nomination doit être postérieure à l'approbation des apports en nature. Aussitôt l'acceptation des administrateurs et commissaires, la société est constituée.

SECTION II

Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année, et assure la vie normale de la société. Elle sanctionne ce qui a été fait, nomme les agents d'exécution et les munit des pouvoirs nécessaires. Son rôle se dédouble ainsi en deux parties, dont l'une a trait à l'exercice écoulé et l'autre aux exercices ultérieurs.

1° *Exercice écoulé.* — L'assemblée générale doit examiner les comptes, les sanctionner, et décider de l'emploi du solde.

Les comptes sont présentés par le conseil d'administration. Celui-ci, après avoir arrêté l'exercice, dresse le compte profits et pertes et le bilan, complété par l'inventaire. Le compte profits et pertes renferme le total, par chapitres, des dépenses et des recettes. Le bilan (1) contient le montant des diffé-

(1) Nous donnons, à titre d'exemple de bilan très bien présenté, celui au 31 juillet 1938 de la Coopérative de blé des Agriculteurs du Cher.

ACTIF

Immobilisations

Immeubles et silos.....	3.593.237,34	
Matériel	1.048.101,55	4.641.339,39

Valeurs disponibles

Caisse	4.679	
Banques	189.178,61	
Chèques postaux.....	14.493,32	208.350,93

rents postes de l'actif et du passif. L'inventaire se compose du détail des postes du bilan. L'article 34 de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par le décret du 8 août 1935, prescrit, pour les sociétés anonymes, la présentation de ces trois pièces, et

<i>Valeurs réalisables</i>			
Portefeuille	48.390		
Acheteurs	2.336.271,25		
Correspondants	28.035,35		
Stock	2.489.497,55	4.902.194,15	
			9.751.884,47
<i>PASSIF</i>			
<i>Fonds social</i>			
Capital		3.464,200	
<i>Réserves</i>			
Réserve légale.....	220.291,78		
Réserve spéciale.....	214.672,52		
Réserve supplémentaire.....	50.000		
Réserve disponible.....	330.783,79	865.748,18	
<i>Amortissements</i>			
Immeubles et silos.....	632.000		
Matériel des silos.....	496.000		
Subventions ministère Agriculture....	487.429,50		
Provisions pour créances douteuses....	107.586,38	1.723.015,88	
<i>Exigibilités à long terme</i>			
Caisse Nationale de Crédit.....		445.778,90	
<i>Exigibilités à court terme</i>			
Caisse dépôts et prêts.....	1.869.940,80		
Créanciers divers.....	30.787,65		
Correspondants	133.141,85		
Parts à payer.....	8.200		
Immeubles à payer.....	160.000		
Contributions indirectes.....	50.810,63		
Provisions pour règlement frais.....	43.101,90		
Consignation coopérateurs.....	594.524,70		
Intérêts	98.798,80	2.989.306,33	
<i>Solde compte profits et pertes.....</i>		263.835,18	
			9.751.884,47

un rapport sur la marche de la société pendant l'exercice écoulé. Malgré l'absence d'un texte formel, il semble nécessaire d'appliquer cette prescription à toutes les S. C. A. D'abord leur comptabilité (décret du 11 février 1939, art. 15) doit être tenue conformément aux prescriptions du Code de commerce; ensuite, au point de vue technique, il n'existe pas d'autre moyen de présenter les comptes que de communiquer au moins le compte profits et pertes et le bilan. Le rapport des commissaires de surveillance est absolument nécessaire. Son omission entraînerait la nullité de l'approbation. Après avoir entendu ces différents exposés, l'assemblée peut demander des explications et discuter. Elle vote ensuite. Si, ce qui arrive la plupart du temps, les comptes sont approuvés, le conseil reçoit son quitus. Si l'approbation est refusée, ce refus doit amener pratiquement la démission des administrateurs, sans parler des poursuites possibles.

Supposons les comptes approuvés. Si le solde est déficitaire, on peut, soit le reporter sur l'année suivante, que l'on espère plus favorable, soit le régulariser immédiatement par le débit d'une réserve.

Si le solde est excédentaire, l'assemblée générale doit le répartir suivant les prescriptions de l'article 14 du décret du 11 février 1939. Cet article ordonne de faire face tout d'abord aux charges et frais généraux, qui sont normalement compris dans le compte profits et pertes. Viennent ensuite les amortissements, ou sommes destinées à contrebalancer les postes de l'actif susceptibles de dépréciation. La loi prescrit les amortissements, sans en indiquer la proportion. Celle-ci doit être établie en rapport avec la rapidité de la dépréciation de l'objet à amortir, et être répétée constamment chaque année. A titre d'exemple, un immeuble peut être amorti à chaque exercice de 5 % de son prix de construction, et une machine de 20 % de son prix d'achat.

Le décret du 11 février 1939, après les amortissements, énumère les provisions pour pertes éventuelles, intérêt au capital et réserves. Il est difficile, à vrai dire, de distinguer les pro-

visions des réserves, destinées, elles aussi, à parer aux pertes éventuelles. Cette énumération paraît toutefois prescrire de mettre quelque chose de côté avant de payer les intérêts des parts. D'ailleurs, les statuts-types n'autorisent le paiement de l'intérêt du capital qu'après affectation à la réserve légale de 5 % du solde.

Ces statuts-types établissent trois sortes de réserves, qui se classent ainsi, par ordre de priorité :

a) La réserve ordinaire ou légale, pour les S. C. A. ayant adopté la forme anonyme, doit être basée chaque année sur 5 % des excédents (loi du 24 juillet 1867, art. 36). Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand la réserve légale a atteint le dixième du capital social. Mais les statuts peuvent augmenter cette proportion.

b) La réserve spéciale est destinée à garantir le remboursement des avances du Crédit agricole. Les statuts-types conseillent de lui affecter chaque année 10 % des excédents et de la limiter à un nombre représentant cinq fois le montant de la somme à rembourser annuellement.

c) La réserve supplémentaire n'est l'objet d'aucune destination spéciale ni d'aucune limitation.

L'assemblée générale a le pouvoir de créer d'autres réserves, avec affectations déterminées, telles que pertes sur marchandises, fluctuations des cours, créances douteuses, etc...

Or une S. C. A. n'a pas pour objet d'accumuler des capitaux. Elle doit constituer des réserves, mais non chercher à les augmenter indéfiniment. Celles-ci, en effet, le jour de la liquidation de la société, ne seront pas distribuées aux sociétaires proportionnellement à leur apport, mais obligatoirement dévolues à une œuvre d'intérêt général agricole dans les conditions fixées par l'article 16 du décret du 11 février 1939. Les excédents non distribués des exercices antérieurs ne peuvent plus et ne pourront plus jamais l'être. C'est un abandon fait à la collectivité.

Une coopérative n'est pas une institution de bienfai-

sance, destinée à faire vivre des œuvres sociales. Elle a pour objet de procurer à ses membres des avantages économiques directs. Aussi la limitation des réserves a-t-elle été préconisée. Un projet de loi concernant le statut des coopératives agricoles et de leurs unions, et déposé le 28 mai 1931, prévoyait que le montant maximum des réserves ne pouvait dépasser trois fois le capital social. Ce projet n'a pas été retenu.

Voici, pour quelques coopératives, la comparaison entre le capital social et les réserves :

	Capital	Réserves	Proportion
Coopérative de blé des agriculteurs du Cher	3.464.200	958.605	27 %
Coopérative de blé des agriculteurs de l'Indre	1.288.550	721.407	55 %
Coopérative d'achat et d'approvis. des agriculteurs de l'Indre ..	1.401.325	906.704	61 %
Coopérative agricole du Sud-Est	1.949.500	1.200.000	61 %
L'Essor Agricole	7.748.480	10.108.809	130 %

On voit donc que, même dans les coopératives les plus prospères, les réserves n'atteignent pas toujours le capital social.

Après le prélèvement des réserves, le solde des excédents est réparti entre les coopérateurs proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société. C'est la ristourne. Celle-ci se fait, dans les coopératives d'approvisionnement, proportionnellement au montant des achats, 1 ou 2 %, rarement plus, et, dans les coopératives de vente, selon la quantité de produits apportés (litres de lait, hectolitres de vin, tonnes de betteraves, etc...). Une coopérative de blé peut-elle distribuer des ristournes? Il ne semble pas que la question se soit jamais posée, car les coopératives de blé, relativement récentes, ont employé leurs excédents à construire des silos; elles ont été sagement inspirées d'ailleurs, en s'outillant ainsi pour l'avenir. Mais si cette question se posait, elle devrait se résoudre par l'affirmative. La loi permet une retenue provisoire pour frais de gestion, laquelle est remboursée dans la mesure

du possible (décret-loi du 12 novembre 1938); c'est parfaitement logique et conforme aux principes coopératifs. Mais si le blé peut être sous-payé, il peut être également surpayé. C'est tout aussi conforme aux principes coopératifs.

2° *L'exercice ultérieur.* — L'assemblée générale, ayant ainsi réglé tout ce qui concerne l'exercice écoulé, doit prendre des dispositions pour l'exercice actuel et l'exercice futur. Si certaines de ses décisions peuvent être exécutées immédiatement, d'autres ne peuvent l'être qu'au début de l'exercice suivant. Les administrateurs et les commissaires doivent être élus avant le commencement de leur mandat, et non lorsque celui-ci est commencé. Ainsi une S. C. A., dont l'exercice a été clos le 31 juillet 1938, doit réélire ou remplacer, dans l'assemblée générale tenue en janvier 1939, les administrateurs et les commissaires dont les pouvoirs expireront le 31 juillet 1939.

Ces nominations sont essentielles et doivent être faites très régulièrement. Les pouvoirs des administrateurs et commissaires sont fixés par les statuts et leur sont conférés *ipso facto*, par leur élection même. Toutefois, les statuts peuvent réserver à l'assemblée générale certains actes très importants, tels que l'émission d'obligations, l'aliénation d'immeubles, la modification du taux de l'intérêt servi aux parts, lequel ne peut dépasser 5 %. Bien que d'après l'article 8 du décret du 11 février 1939, l'article 49 de la loi du 24 juillet 1867 ne joue pas pour l'augmentation du capital, lequel peut être fixé lors de la fondation à plus de 200.000 francs ou augmenté en une année de plus de 200.000 francs, ces augmentations paraissent être obligatoirement du ressort de l'assemblée générale. La loi soumet également à la décision de l'assemblée générale l'indemnité forfaitaire allouée à l'administrateur chargé de la surveillance (décret du 11 février 1939, art. 9), la rétribution des commissaires de surveillance, et l'exclusion d'un membre de la société (loi du 24 juillet 1867, art. 52).

SECTION III

Assemblée générale extraordinaire

Le rôle essentiel, et même unique, de l'assemblée générale extraordinaire, est de décider de la modification des statuts. Cette modification peut être motivée par des détails sans importance, aussi bien que par des actes très graves, tels que prorogation de la durée de la société, dissolution, transformation, etc...

Toutefois, la possibilité de transformation est limitée par l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, lequel interdit de changer la nationalité de la société ou d'augmenter les engagements des sociétaires. Aussi est-il impossible de passer du régime de la société anonyme à celui des sociétés civiles particulières.

L'assemblée générale ne peut non plus contrevenir aux dispositions de l'article 17 du décret du 11 février 1939, lequel énumère les règles qui doivent être rappelées dans les statuts et qui sont obligatoires.

TITRE II

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le décret du 11 février 1939 (art. 9), prévoit un conseil d'administration pour toutes les S. C. A. Les statuts-types se conforment à cette disposition, indépendamment du régime juridique adopté.

Le conseil d'administration apparaît comme le rouage essentiel de la coopérative. Il imprime l'élan, décide et exécute; en un mot, il agit.

Son étude peut se diviser en trois chapitres : nomination et révocation, rôle, responsabilité.

CHAPITRE PREMIER

Nomination et Révocation

Les administrateurs sont des agriculteurs, comme tous les associés, des hommes de la terre choisis par leurs pairs pour diriger l'œuvre collective. La confiance qu'ils inspirent est due à leur capacité, leur compétence professionnelle, leur bon sens, leur dévouement. N'est-ce pas du dévouement que d'assumer une charge non rémunérée, mais entraînant de lourdes responsabilités? De tels hommes se rencontrent nombreux parmi les ruraux. Ils composent l'élite des terriens.

SECTION PREMIERE

Nomination

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale, soit ordinaire, soit constitutive. D'après la loi du 24 juillet 1867 (art. 25), les administrateurs d'une société anonyme ne peuvent être nommés pour plus de six ans, mais sont toujours rééligibles. Bien qu'il n'y ait aucune prescription de ce genre pour les sociétés civiles, on applique généralement cette disposition à toutes les S. C. A. On divise le conseil en plusieurs séries, et à chaque assemblée générale annuelle on réélit la série sortante. Par exemple, il y a 12 administrateurs et la durée de leur mandat est de 6 ans; on réélit chaque année le sixième du conseil, soit $12 : 6 = 2$.

Si, en cours d'exercice, un administrateur vient à décéder ou à démissionner, les statuts permettent généralement au

conseil de pourvoir à son remplacement. Cette nomination, purement provisoire, doit être ratifiée par la prochaine assemblée générale.

La nomination d'un administrateur ne produit d'effet qu'après l'acceptation de ce dernier. On admet généralement que cette acceptation peut être simplement tacite.

SECTION II

Révocation

De même que les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale, ils peuvent être révoqués par elle. Ce sont des mandataires, et selon l'article 2004 du Code civil, le mandataire est révocable *ad nutum*. Or l'assemblée générale ne peut délibérer que sur ce qui est porté à l'ordre du jour. Jamais un conseil d'administration ne portera à l'ordre du jour sa propre révocation. La jurisprudence est intervenue et a décidé que la révocation et le remplacement des administrateurs peuvent avoir lieu sans avoir été mentionnés à l'ordre du jour de l'assemblée, lorsqu'ils ont été nécessités par des incidents imprévus survenus au cours des délibérations de cette assemblée (Civ., 5 juillet 1893, D. P. 1894-1-41; Civ., 15 juillet 1895, D. P. 1896-1-31; Civ., 11 mars 1936, G. P. 1936-1-838). Il est toujours facile de faire naître l'incident imprévu, ne serait-ce qu'à propos d'une discussion sur les comptes ou la gestion.

SECTION III

Conditions d'éligibilité

Pour devenir administrateur d'une S. C. A., il faut évidemment être coopérateur, et par conséquent agriculteur ou ancien agriculteur.

Faut-il posséder un nombre minimum de parts? L'article 26

de la loi du 24 juillet 1867 paraît devoir s'appliquer aux S. C. A., par analogie avec les autres dispositions concernant le conseil d'administration. C'est du moins l'opinion des statuts-types du ministère. D'après ceux-ci, chaque administrateur doit être propriétaire de 5 ou 10 parts pendant la durée de son mandat, lesquelles sont inaliénables, frappées d'un timbre spécial et déposées au siège social. A vrai dire, cette disposition paraît inopérante : toutes les parts sont inaliénables, et il n'est pas besoin pour cela de les frapper d'un timbre spécial ni de les déposer au siège social. De plus, cette caution de 10 parts, qui peut atteindre au maximum mille francs, représente une somme trop minime pour constituer une véritable garantie. Exiger plus serait éloigner les petits agriculteurs et violer l'esprit coopératif.

Les administrateurs doivent-ils être nécessairement des personnes physiques ? Là encore, on peut appliquer aux S. C. A. les mêmes règles qu'aux sociétés anonymes. Une personne morale (association agricole) peut être membre du conseil d'administration d'une S. C. A. Elle y envoie siéger un de ses administrateurs spécialement mandaté à cet effet.

D'après le décret-loi du 8 août 1935, les commissaires ne peuvent devenir administrateurs des sociétés qu'ils contrôlent moins de cinq années après l'expiration de leur mandat. « Le but, dit M. Ripert (1), a été d'assurer l'indépendance des commissaires; on ne veut pas qu'on puisse leur promettre un poste d'administrateur, afin qu'ils fassent un rapport favorable sur la gestion de la société. » Ce risque n'est pas à craindre dans les S. C. A., où les postes d'administrateurs ne sont pas rémunérés comme dans les sociétés anonymes. Néanmoins, il semble bien que cette règle, qui concerne toutes les sociétés, doive s'appliquer à nos groupements.

Un autre décret-loi du 8 août 1935, dans son article 6, établit à l'égard des administrateurs des sociétés anonymes

(1) *Cours de Droit commercial*, 1936-1937, p. 749.

et de tous mandataires sociaux, une série de déchéances causées par certaines condamnations pour crimes de droit commun et délits graves ou par une faillite non suivie de réhabilitation. Ces règles s'appliquent aux administrateurs des S. C. A. qui sont des mandataires sociaux et doivent être d'honnêtes gens.

SECTION IV

Gratuité de l'administration

Le mandat des administrateurs est gratuit (décret du 11 février 1939, art. 9). Ce principe est de rigueur, non seulement dans les S. C. A., mais dans tous les groupements agricoles, quels qu'ils soient. Il s'explique sans doute par le désir du législateur de conserver à la S. C. A. son caractère strictement professionnel. En effet, les administrateurs doivent être des agriculteurs. Or, s'ils sont rétribués, ils changent de profession, et cette administration même devient leur nouveau métier.

Les Romains avaient posé comme règle la gratuité du mandat. Mandant et mandataire étaient liés par des rapports d'amitié. N'en doit-il pas être de même entre agriculteurs de la même région, entre voisins? Ne doivent-ils pas se dévouer les uns pour les autres?

Sentiment d'une admirable générosité. « Mais, dit M. Bernard Lavergne (1), l'héroïsme n'est pas un état d'âme susceptible à lui seul de conduire au succès économique. » Si l'affaire est importante, et si l'on veut qu'elle marche bien, il faut la confier à quelqu'un qui s'y adonne entièrement, qui y consacre toute son activité. Or, comme ce quelqu'un doit vivre, il faut bien le rétribuer. Ce sera le directeur, jamais un administrateur (réponse à la question n° 8958 du 30 mars 1939 de M. Béranger).

(1) Bernard LAVERGNE, op. cité, p. 77.

Cependant, si le mandat ne doit pas enrichir le mandataire, il ne doit pas non plus l'appauvrir. Les administrateurs ont donc droit au remboursement de leurs frais. Bien que certains conseils d'administration mettent un point d'honneur à ne pas profiter de cet avantage, d'autres en usent largement. On peut entendre, en effet, par « frais spéciaux nécessités par l'exercice de leurs fonctions », non seulement ce qui a été effectivement dépensé pour le transport, mais encore le temps perdu, l'ouvrier qu'il a fallu éventuellement embaucher en surplus, etc. Habituellement, les administrateurs ne sont pas tellement exigeants.

Quant à l'administrateur spécialement chargé de la surveillance, comme il consacre à cette fonction une partie notable de son temps et de son activité, comme une telle assiduité et une telle responsabilité sortent des limites du dévouement, même le plus généreux, il doit normalement être rétribué. Mais, pour maintenir le principe de la gratuité de l'administration, on n'a pas voulu l'assimiler au personnel salarié, et on lui attribue « une indemnité compensatrice du temps passé ». Cette indemnité, pour éviter tout abus, doit être fixée par l'assemblée générale.

CHAPITRE II

Rôle du Conseil d'administration

Le conseil d'administration est le mandataire, au sens de l'article 1984 du Code civil, de l'assemblée générale représentant l'universalité des sociétaires, et par conséquent de la société elle-même. Comme tout mandataire, il reçoit de son mandant le pouvoir de faire quelque chose, et ce quelque chose doit être nettement déterminé. Lié par son acceptation, il assume deux obligations : exécuter son mandat et rendre compte de son exécution.

Pour remplir son rôle, le conseil d'administration reçoit des pouvoirs, assume des obligations et dispose de moyens d'action.

SECTION PREMIERE

Pouvoirs

Tout mandant a le droit de remettre ses pouvoirs à son mandataire. Ainsi l'assemblée générale peut transférer au conseil d'administration toutes ses attributions, sauf celles que la loi lui réserve expressément, c'est-à-dire la nomination des administrateurs et des commissaires, la rétribution de ces derniers, la fixation de l'indemnité allouée à l'administrateur spécialement chargé de la surveillance, l'exclusion d'un sociétaire. De plus, on ne concevrait pas qu'un conseil d'administration pût, de son propre chef, modifier les décisions d'une assemblée générale antérieure, ni se prononcer sur la

répartition du solde de chaque exercice, ou de l'attribution de l'actif en cas de liquidation.

Ces réserves formulées, l'assemblée générale peut remettre tous ses pouvoirs au conseil d'administration. Deux cas peuvent alors se présenter : les statuts ou les décisions de l'assemblée générale fixent ces pouvoirs, ou ils sont muets à cet égard. Devant le silence des statuts, le conseil doit se référer aux usages. De plus, tant pour limiter sa propre responsabilité que pour éviter toute contestation de la part des tiers, il doit réunir une assemblée générale pour faire préciser ses pouvoirs.

Dans la presque totalité des cas, les statuts déterminent les pouvoirs du conseil d'administration. Voici le texte proposé par les statuts-types du ministère de l'agriculture :

ART. 26. — « Le conseil d'administration est chargé de la direction générale de la société dont il doit assurer le bon fonctionnement.

« Il a, notamment, les pouvoirs suivants, qui sont seulement indicatifs et non limitatifs :

« Il représente la société vis-à-vis de l'Etat, de toutes les administrations publiques ou privées et de tous tiers et fait toutes les opérations que comporte cette représentation.

« Il arrête le budget de la société.

« Il donne le pouvoir pour toucher les sommes dues à la société et payer celles qu'elle doit.

« Il donne également pouvoir pour souscrire, endosser, accepter et acquitter tous effets de commerce.

« Il statue pour tous traités et marchés rentrant dans l'objet de la société.

« Il décide de faire participer la société à toutes soumissions administratives et autres, et de la charger de toutes entreprises, même à forfait.

« Il consent et accepte tous baux, contrats d'affermage et toutes promesses de vente, et ce, moyennant les prix, sous les charges et conditions qu'il avise, même pour une durée excédant neuf années.

« Il accepte tous legs et donations.

« Il peut acquérir, échanger ou vendre tous immeubles, contracter tous emprunts, notamment au moyen de l'émission d'obligations, constituer toutes hypothèques et autres garanties sur les biens de la société. Toutefois, l'émission d'obligations doit être autorisée par l'assemblée générale, ainsi que tout emprunt au-dessus de ——— francs.

« Il autorise tous retraits, transferts et aliénation de fonds, rentes et valeurs appartenant à la société.

« Il donne et autorise tous acquiescements et désistements, ainsi que

toutes anuîn-levées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres droits avec ou sans paiement.

« Il décide l'exercice de toutes les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

« Il peut provoquer toute résolution de ventes, traiter, composer, compromettre, transiger en tout état de cause.

« Il arrête les états de situation, les inventaires, le bilan et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale; il statue sur toute proposition à lui faire et arrête l'ordre du jour des réunions de cette assemblée.

« Il gère d'une façon générale toutes les affaires et pourvoit à tous les intérêts sociaux.

« En un mot, sans aucune limitation, autre que celle des pouvoirs et attributions expressément réservés aux assemblées générales par les présents statuts, le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus de gestion et d'administration. »

Le rôle du conseil d'administration paraît donc excessivement étendu. Il prend un aspect différent, suivant qu'on l'envisage au point de vue juridique ou au point de vue économique.

1° POUVOIRS JURIDIQUES

Au point de vue juridique, on peut distinguer les actes de gestion, les actes d'aliénation et les actes judiciaires et administratifs.

a) *Actes de gestion.* — On appelle actes de gestion, ceux qui ont trait à la vie courante de la société et sont destinés à assurer son fonctionnement normal. Le premier de ces actes est la passation des marchés. Le conseil peut acheter, soit au comptant, soit à terme, tout ce qui est nécessaire à l'approvisionnement de ses adhérents. De même il peut vendre les produits de ses sociétaires, soit au cours du jour, soit suivant des prix fixés d'avance. Il a toute liberté pour passer tous ces traités sans en référer à qui que ce soit.

Tout marché implique un mouvement de fonds. Il faut donc que le conseil ait tout pouvoir pour recevoir les versements et pour effectuer les paiements, soit par remise d'espèces, soit par chèques ou virements, soit même par effets de commerce.

La coopérative, pour exercer son activité, a besoin de locaux, de machines, de véhicules. Le conseil a le pouvoir de se les procurer, soit en les achetant, soit en les louant. Il a donc le droit de passer des baux, d'acquérir et d'affermir les immeubles qu'il n'utilise pas, même pour plus de neuf ans, car les règles relatives à l'administration du tuteur ne le concernent en rien.

Comme les administrateurs ne font pas eux-mêmes le travail matériel, le conseil a le droit d'engager du personnel, de nommer un directeur, de fixer sa rétribution et de passer un contrat avec lui.

b) *Actes d'aliénation.* — Le conseil d'administration, sauf clause statutaire contraire, peut vendre, hypothéquer, emprunter, augmenter le capital dans les limites fixées par l'assemblée générale.

D'après les statuts-types du ministère, le conseil peut vendre tous immeubles. Cette clause n'est pas illégale, mais paraît fort imprudente. Comment admettre que le conseil d'une coopérative de blé vende les silos de la société? Toute activité professionnelle se trouverait ainsi suspendue, et l'assemblée générale n'aurait même pas été consultée.

Le conseil peut emprunter. Il faut distinguer l'emprunt à court terme et l'emprunt à long terme. L'emprunt à court terme s'opère par le moyen de l'escompte des effets de commerce, et fait partie des actes de gestion. Les emprunts à long terme se réalisent souvent par l'émission d'obligations semblables à celles des sociétés commerciales et exigent une garantie hypothécaire.

Ce sont là des actes graves, engageant sérieusement l'avenir de la société. Il n'est souvent pas, pour un particulier, de meilleur moyen de se ruiner que d'emprunter. Aussi le conseil n'est-il autorisé à passer de tels actes que dans une limite déterminée, au delà de laquelle il devra en référer à l'assemblée générale.

Enfin le conseil peut, dans les limites autorisées par l'assemblée générale, augmenter le capital, soit par la souscrip-

tion de parts nouvelles, soit par la libération de celles déjà souscrites, soit par l'admission de nouveaux membres.

c) *Actes judiciaires et administratifs.* — Le conseil peut, sans autorisation, exercer toute action judiciaire, soit en demandant, soit en défendant. Il peut même transiger et compromettre. Il représente de plus la coopérative vis-à-vis de l'Etat, tant en ce qui concerne les formalités de la fondation que de l'agrément et de la liquidation.

2° ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'activité économique du conseil d'administration n'est que la mise en œuvre de ses pouvoirs juridiques. Elle se développe sur le plan intérieur et sur le plan extérieur.

a) *Plan intérieur.* — Le conseil, pour assurer le bon fonctionnement de la société, organise ses services. Ceux-ci sont très différents selon l'importance de la coopérative et l'étendue de sa circonscription territoriale. Néanmoins, il faut toujours recruter du personnel, car les administrateurs, qui ne doivent pas être salariés, ne peuvent assurer un travail matériel et permanent.

Une maison bien organisée doit comprendre deux parties principales : le bureau central et les magasins ou industries.

Le bureau central comprend au moins quatre services :

— Le service commercial, chargé des achats ou des ventes, selon l'objet de la coopérative.

— Le service de la comptabilité, chargé de tenir les livres, d'établir les comptes, les factures, les relevés.

— Le service de la caisse, chargé d'encaisser, de payer, de conserver les fonds en espèces, chèques et effets de commerce.

— Le service du contentieux, chargé des litiges, du règlement des créances douteuses, de l'établissement des parts et des rapports avec les pouvoirs publics.

Ces services peuvent être confiés à de nombreux employés ou, au contraire, une même personne peut en assurer plusieurs en même temps, selon l'importance de la coopérative.

On doit, néanmoins, les distinguer les uns des autres. A leur tête se trouve le chef des bureaux, qui, dans les petites coopératives, n'est autre que le directeur lui-même.

Les magasins, dans les coopératives d'achat ou de vente, et les industries, dans les coopératives de transformation, peuvent être plus ou moins nombreux. A la tête de chacun d'eux se trouve un gérant responsable, lié par un contrat, et rémunéré non par un salaire fixe, mais par une rétribution proportionnée à son activité. La gérance responsable (1) a fait le succès des coopératives de consommation. Elle rend d'aussi grands services dans les S. C. A. C'est le gérant qui est en rapport avec les agriculteurs, les attire et assure le recrutement des adhérents. La surveillance de l'ensemble des magasins peut être confiée à un inspecteur.

Au-dessus du chef des bureaux, de l'inspecteur et des gérants, se trouve le directeur, qui dépend du conseil d'administration.

Telle est l'organisation type d'une coopérative importante. Or, à un groupement de ce genre, on peut préférer un organisme décentralisé, tel qu'une fédération ou union de petites coopératives.

Les petites coopératives, celles à circonscription territoriale restreinte, paraissent préférables au point de vue social. Les associés se connaissent, se sentent les coudes, surveillent de près leur affaire et ont le sentiment que celle-ci leur appartient réellement. Ils sont vraiment chez eux. L'esprit de discipline et de solidarité se développe en eux. Ils comprennent que toute leur production doit obéir à des règles précises dictées par l'intérêt commun. Quand la qualité des denrées apportées a une répercussion directe sur la vente, la coopérative ne peut être que petite. On ne conçoit pas une coopérative de laiterie ou de vinerie couvrant tout un département de ses nombreuses installations.

Les avantages des petites coopératives sont tempérés par

(1) Bernard LAVERGNE, op. cité, p. 80.

des inconvénients. Les frais généraux y sont plus élevés; de petits organismes disséminés ne paraissent pas bien redoutables aux grands trusts commerciaux en relation avec eux. Aussi les petites coopératives cherchent-elles à se grouper en unions ou fédérations.

« Pour prospérer, écrit M. Bernard Lavergne (1), la coopération doit suivre les mêmes lois que tous les autres organismes économiques, la concentration des forces et la centralisation de l'autorité étant les règles de l'économie moderne. » Ces unions existent (2), plus peut-être sur le plan moral que sur le plan économique. Elles constituent néanmoins une force.

b) *Plan extérieur*. — Sur le plan extérieur, le conseil passe des marchés et conclut les achats ou les ventes, selon l'objet de la société. Le conseil d'administration doit avoir le sens des affaires. M. Bernard Lavergne lui voudrait l'âme d'un chef d'entreprise capitaliste. Ce flair commercial est une condition essentielle du succès de l'entreprise. Que peut une coopérative sérieuse, régulière, mais manquant d'à-propos, contre un commerçant habile procurant des denrées à meilleur compte ou offrant aux produits agricoles un débouché plus avantageux? L'honnêteté de cette société ne la sauvera pas de sa maladresse. Les sociétaires se plaindront, et la coopérative déclinera. Il faut suivre constamment les cours, étudier leurs variations, tenter de les prévoir, saisir le moment opportun, acheter en morte-saison ou attendre pour vendre. Dans les deux cas, il faut stocker, et, par conséquent, financer. Le financement n'est pas un des moindres soucis du conseil d'administration; il doit prévoir ses recettes et ses

(1) Bernard LAVERGNE, op. cité, p. 83.

(2) Union nationale des coopératives agricoles de vente et transformation du blé, 18, rue des Pyramides, Paris; Union nationale des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente, 11 bis, rue Scribe, Paris; Association centrale des laiteries coopératives des Charentes et du Poitou, Niort; Fédération des coopératives vinicoles des Pyrénées-Orientales, Perpignan; l'Essor agricole, Lille.

dépenses, et pourvoir, tant par la rentrée des sommes dues que par l'appel au crédit, aux besoins de la trésorerie. Il mettra tous ses soins à faire rentrer les arriérés, ne consentira du crédit qu'à bon escient, et le plus rarement possible, se tiendra en rapport constant avec la caisse de crédit et les banques. Sa tâche est aussi vaste que délicate.

SECTION II

Obligations

Le conseil d'administration a non seulement des pouvoirs, mais des obligations. Les uns ne sauraient se confondre avec les autres, car les administrateurs ne sont pas tenus de faire tout ce dont ils sont capables. Ces obligations peuvent être positives ou négatives; elles se rencontrent lors de la fondation, la vie courante et la dissolution de la société.

I^o FONDATION

On ne doit pas confondre fondateurs et administrateurs. Sans doute les fondateurs d'une société deviennent, la plupart du temps, ses premiers administrateurs, mais il n'en est pas toujours ainsi, et, juridiquement, ce sont des personnages différents. Avant l'assemblée générale constitutive, il y a des fondateurs, qui ont lancé le mouvement, pris les premières dispositions, préparé les voies. Après l'assemblée générale constitutive, il y a une société et des administrateurs.

Que doivent faire les fondateurs? Si la S. C. A. est constituée sous le régime des sociétés civiles, leur rôle se borne à peu de chose : ils recherchent des associés, rédigent l'acte de société, soit par acte sous seing privé, soit par acte authentique, et le font signer de tous les associés. L'assemblée générale constitutive, sans être absolument obligatoire, est pratiquement indispensable. Il faut se réunir pour approuver

les statuts et nommer les premiers administrateurs ainsi que les premiers commissaires. Le rôle des fondateurs est alors terminé.

Si la S. C. A. adopte la forme des sociétés anonymes, le rôle des fondateurs est un peu plus complexe. Il leur faut tout d'abord trouver au moins sept associés, nombre minimum exigé par la loi. Ils sont tenus de déclarer par acte notarié que le capital social a été intégralement souscrit et libéré d'au moins un dixième. Cette déclaration doit contenir la liste des souscripteurs et l'état des versements. Si, par exception, il existe des apports en nature, les fondateurs doivent en soumettre la vérification à une double assemblée générale constitutive. En tout état de cause, ils convoquent l'assemblée générale constitutive, laquelle est toujours obligatoire. Cette assemblée vérifie la sincérité de la déclaration notariée, approuve les statuts, nomme les premiers administrateurs et les commissaires. Le rôle des fondateurs est alors terminé.

Celui des administrateurs commence aussitôt.

Leur premier soin est de s'assurer de la régularité de la constitution. S'ils découvrent une omission ou un vice, ils le réparent aussitôt. Ils sont également obligés d'obéir aux règles de publication, aux règles fiscales, et à celles concernant l'agrément ministériel.

Aucune règle de publication n'est imposée aux S. C. A. Aucune prescription de ce genre ne ressort d'un texte concernant les coopératives agricoles ni les sociétés civiles particulières. Les articles 55 et suivants de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par le décret du 30 octobre 1935, ne prétendent concerner que les sociétés commerciales, et par conséquent ne s'étendent pas aux S. C. A., même si celles-ci ont adopté la forme des sociétés anonymes. Tel est du moins le point de vue qui résulte de l'interprétation logique des textes. Mais les S. C. A. ayant adopté la forme anonyme ne sont-elles pas soumises aux lois et usages du commerce? (voir page 44). De plus, l'article premier du décret du 13 août 1936 parle,

pour les sociétés ayant adopté la forme anonyme « des formalités de dépôt et de publicité exigées par la loi ». La loi n'en exige à vrai dire aucune, mais, par prudence, il vaut mieux publier les S. C. A. D'ailleurs, si la publication est facultative, elle comporte de sérieux avantages : elle rend opposables aux tiers les clauses statutaires, et en particulier celles limitant les pouvoirs des personnes habilitées à signer au nom de la société. Cette publication se fait uniquement par insertion dans un journal d'annonces légales. Pour les sociétés anonymes, le dépôt se faisait autrefois au greffe de la justice de paix et à celui du tribunal de commerce. Le décret du 30 octobre 1935, modifiant l'article 55 de la loi du 24 juillet 1867, n'a laissé subsister que le dépôt au greffe du tribunal de commerce. Or celui-ci semble impossible. On ne conçoit pas qu'une société qui n'est pas commerciale dépose ses statuts au greffe du tribunal de commerce (1).

Les S. C. A. ne sont pas astreintes à la déclaration d'existence prescrite par la loi du 13 juillet 1925 (art. 62) pour les sociétés civiles. (Lettre du 20 octobre 1925 du ministre des Finances au président de la Fédération nationale de la mutualité et de la coopération agricoles).

Quant aux règles fiscales, elles se bornent à l'enregistrement de l'acte de société, et, s'il y a lieu, de celui concernant la déclaration des fondateurs.

Les administrateurs doivent, en plus, solliciter l'agrément ministériel selon les formalités énoncées à l'article premier du décret du 13 août 1936, modifié par celui du 27 avril 1937 (voir page 159).

2° VIE COURANTE

Au cours de l'existence de la S. C. A., les obligations des administrateurs sont, les unes positives, les autres négatives.

(1) Les statuts-types du ministère prescrivent néanmoins, pour les S. C. A. ayant adopté la forme anonyme, le dépôt au greffe du tribunal de commerce et l'inscription au registre de commerce. A notre avis, c'est une erreur.

a) *Obligations positives.* — Les administrateurs n'ont pas le droit de se désintéresser de leur groupement. Ils sont tenus, selon le terme des statuts-types, d'assurer le bon fonctionnement de la société. On les a nommés pour faire marcher l'affaire. C'est une charge qu'ils ont l'obligation de remplir.

Le conseil, non seulement approvisionne les adhérents et écoule leurs produits, mais rend compte de sa gestion, arrête les comptes et le bilan, et convoque l'assemblée générale. La convocation de l'assemblée générale ordinaire est un devoir impérieux pour les administrateurs. S'ils s'y refusaient, les commissaires devraient le remplir à leur place.

b) *Obligations négatives.* — Les administrateurs ne peuvent empiéter sur les pouvoirs de l'assemblée générale ni accomplir les actes réservés à cette dernière, soit par la loi, soit par les statuts. La loi réserve à l'assemblée générale la nomination des administrateurs, la nomination et la rétribution des commissaires de surveillance, la fixation de l'indemnité allouée à l'administrateur délégué. Le conseil d'administration ne peut donc se recruter lui-même; s'il le fait quelquefois, c'est à titre purement provisoire, et sous réserve de la ratification de la prochaine assemblée générale. Il ne peut non plus, ni nommer, ni rétribuer les commissaires de surveillance. Ceux-ci, appelés à contrôler les administrateurs, doivent être absolument indépendants. Viendraient-ils à décéder tous en cours d'exercice, une assemblée générale devrait être immédiatement convoquée pour pourvoir à leur remplacement. Quant à l'indemnité allouée à l'administrateur délégué, le législateur désire éviter toute complaisance des administrateurs vis-à-vis d'un de leurs collègues.

L'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 qui concerne les sociétés anonymes semble bien s'appliquer aux S. C. A. Dans la pratique, on le leur applique, et cela ne souffre aucun inconvénient. Les administrateurs ne doivent pas passer avec la société qu'ils administrent, à moins d'y être autorisés par l'assemblée générale, des marchés leur procurant un avantage direct ou indirect. Sans doute ils se servent

de la coopérative, mais ils doivent être traités comme tous les autres coopérateurs, et ne peuvent bénéficier d'un régime de faveur.

3° DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Les administrateurs peuvent être tenus, soit de provoquer la dissolution, soit de réaliser la liquidation.

a) *Dissolution*. — Il y a quatre causes de dissolution d'une S. C. A. : le départ des associés, la perte des $\frac{3}{4}$ du capital social, l'expiration du temps prévu pour la vie de la société, les justes motifs.

Les sociétés à capital variable, on l'a vu, ne sont pas dissoutes par la mort ou la retraite d'un ou plusieurs associés. A condition cependant qu'ils ne partent pas tous. Il en faut au moins deux si la S. C. A. a adopté le régime des sociétés civiles, et au moins sept si elle a pris la forme des sociétés anonymes. Si l'un ou l'autre de ces deux nombres n'est pas atteint, la société n'existe plus. On doit alors, soit la liquider, soit la ressusciter par le recrutement d'autres associés.

La dissolution doit être décidée par une assemblée générale extraordinaire. Mais qui la composera? Elle ne peut comprendre que six personnes au maximum, puisque la présence de sept membres la rendraient inutile.

En cas de perte des $\frac{3}{4}$ du capital social, les administrateurs doivent réunir l'assemblée générale pour décider s'il y a lieu de prononcer la dissolution. Celle-ci n'est pas obligatoire, mais les coopérateurs doivent être avertis. Cette disposition résulte de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867 et s'applique nécessairement aux S. C. A. ayant adopté la forme anonyme. Les statuts-types en étendent l'application à toutes les S. C. A. Mesure logique et louable.

Il y a perte des $\frac{3}{4}$ du capital social quand l'actif net, une fois toute dette payée, et les réserves ayant été préalablement absorbées, ne couvre que le $\frac{1}{4}$ du capital, ce capital étant

évalué au moment où se fait l'arrêté des comptes. D'ailleurs, il ne saurait être question, en telle circonstance, de rembourser les apports des coopérateurs démissionnaires. La situation est extrêmement grave. Le conseil doit en référer à l'assemblée générale, et ne rien dissimuler, soit en surévaluant l'actif, soit en passant sous silence certains éléments du passif.

La société qui présenterait le bilan suivant aurait perdu les 3/4 de son capital :

ACTIF	
Immeubles	280.000
Marchandises	18.000
Déficit antérieur	324.000
Déficit de l'exercice	90.000
	712.000
PASSIF	
Capital, 5.000 parts à 100 francs	500.000
Réserve légale	10.000
Dû pour fournitures	82.000
Emprunt hypothécaire	120.000
	712.000

L'actif monte à 298.000 francs. Mais il faut payer 202.000 francs de dettes. Restent 96.000 francs à l'actif. Or les 3/4 de 500.000, montant du capital, sont de 375.000 et le quart est de 125.000. On a donc perdu plus des trois quarts.

Les S. C. A., comme toute société, ne sont fondées que pour une durée limitée. Une fois arrivées à expiration, il faut statuer sur leur sort. Le conseil doit en saisir l'assemblée générale qui décidera de la prorogation ou de la dissolution.

Enfin, la société peut être l'objet d'une dissolution anticipée pour de justes motifs. La justesse des motifs relève de l'appréciation du tribunal (Req. 10 mai 1926, D. P. 1927-1-133). La jurisprudence admet comme juste motif de dissolution « la mésintelligence existant entre associés et qui

rend leur collaboration impossible, lorsqu'il s'y joint le préjudice qu'éprouverait le demandeur en dissolution, s'il se bornait à se retirer de la société, une clause des statuts lui interdisant, pour les cinq années qui suivront sa retraite, d'exercer dans le département l'industrie qui fait l'objet de la société ». C'est dire que les justes motifs de dissolution peuvent être très nombreux. Le conseil ne peut refuser de les soumettre à une assemblée générale extraordinaire.

b) *Liquidation.* — L'assemblée qui prononce la dissolution nomme les liquidateurs. Elle confie très souvent cette tâche aux administrateurs en exercice. Ceux-ci arrêtent les comptes, dressent l'inventaire et le bilan, et, s'ils en ont reçu le pouvoir, réalisent l'actif. Cette réalisation leur permet de payer les dettes sociales. Ces opérations terminées, il reste un solde, excédentaire ou déficitaire.

Si le solde est excédentaire, les coopérateurs doivent être remboursés de leur apport, soit totalement, soit, en cas d'insuffisance, dans une proportion donnée. Ils ne peuvent jamais recevoir plus qu'ils n'ont versé, et le surplus de l'actif doit être attribué à une œuvre d'intérêt général agricole, désignée par l'assemblée générale et approuvée par le ministre. (décret du 11 février 1939, art. 16).

Si le solde de la liquidation est déficitaire, c'est-à-dire si l'actif net est insuffisant pour payer les dettes sociales, les coopérateurs ne sont pas remboursés de leurs apports. De plus, si le régime adopté est celui des sociétés civiles, le passif est divisé entre les coopérateurs. Ceux-ci sont responsables entre eux proportionnellement à leur mise (art. 1853 Code civil), et par parts égales à l'égard des créanciers (art. 1863 Code civil). Mais si la S. C. A. a adopté la forme d'une société anonyme, les coopérateurs, ayant perdu leur mise, ne sont astreints à aucun versement supplémentaire.

Supposons une S. C. A. en liquidation comprenant 350 adhérents, et dont le bilan se présente de la façon schématique suivante :

ACTIF	
Immeubles	146.000
Créances	64.000
	210.000
Déficit	370.000
	580.000
PASSIF	
Capital versé	300.000
Dettes	280.000
	580.000

Les liquidateurs réalisent les immeubles et les créances, que nous supposons atteindre le chiffre du bilan, soit 210.000. Cette somme est insuffisante pour payer les dettes. Par conséquent, les adhérents ne sont pas remboursés des 300.000 fr. versés. Deux cas sont alors à envisager. Si la S. C. A. a adopté la forme anonyme, chaque créancier ne touchera que 210.000 : 280.000 ou $\frac{3}{4}$ ou 75 % de sa créance. Il perdra le reste. Si la S. C. A. est une société civile, les coopérateurs seront astreints à un versement supplémentaire de 280.000 — 210.000 = 70.000 francs, et les créanciers seront désintéressés. Ceux-ci demanderont à chaque coopérateur 70.000 : 350 = 200 francs, étant bien entendu que la solidarité, sauf convention spéciale, ne joue pas. Les coopérateurs feront ensuite un compte entre eux; ils évalueront leurs dettes en proportion de l'apport de chacun. Supposons les parts de 25 francs et entièrement libérées, le capital comprend 300.000 : 25 = 12.000 parts. Chaque part doit fournir un apport complémentaire de 70.000 : 12.000 = 5 fr. 85.

SECTION III

Moyens d'action

Les administrateurs, qui sont plusieurs pour la même société, ont deux moyens de remplir leur rôle : ils peuvent,

soit agir isolément, soit se réunir et former le conseil d'administration.

L'action isolée de chaque administrateur semble conforme à l'article 1857 du Code civil, d'après lequel plusieurs associés chargés d'administrer peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration. MM. Lyon-Caen et Renault prétendent que cet article n'est pas applicable aux sociétés anonymes. Il ne l'est pas davantage aux S. C. A. Le décret du 11 février 1939 parle de conseil d'administration, et les statuts-types en fixent le fonctionnement. Les administrateurs peuvent se répartir le travail et attribuer à chacun d'eux une fonction déterminée. Ils n'en doivent pas moins se réunir pour prendre leurs décisions. Ces réunions communes sont indispensables pour coordonner les efforts et réaliser l'unité de commandement.

1° LE BUREAU

Le bureau du conseil d'administration, qu'il ne faut pas confondre avec celui de l'assemblée générale, correspond à cette idée de répartition des fonctions entre les administrateurs. Bien qu'il ne soit prévu par aucun texte législatif, et n'existe pas dans les sociétés anonymes, le bureau est rentré dans les usages des S. C. A. Les statuts-types le préconisent : « Chaque année, le conseil nomme parmi ses membres son bureau composé d'un président, de deux vice-présidents, d'un trésorier et d'un secrétaire. » Dans les petites coopératives qui ne peuvent rétribuer un directeur, ces fonctions sont véritablement effectives : le président dirige; les vice-présidents l'assistent et, au besoin, le remplacent; le secrétaire se charge de la correspondance, le trésorier du maniement des fonds et de la comptabilité. Ces emplois sont gratuits; chacun apporte sa part de dévouement.

Dans les coopératives importantes, dont le fonctionnement exige un personnel nombreux et une assiduité continue, le directeur et les employés remplissent les tâches primitivement dévolues aux membres du bureau, dont les fonctions devien-

nent alors purement honorifiques. Toutefois, le président garde une place prépondérante. Il est le mandataire des administrateurs, et son mandat pourrait très bien consister uniquement à diriger les réunions du conseil et les assemblées générales. En général, ses pouvoirs sont beaucoup plus étendus. Il est le véritable chef de la société. Il la représente de droit dans tout acte juridique et dans toute instance judiciaire. Les pièces importantes doivent être signées par lui. Très souvent, il prend de lui-même les décisions urgentes. Il imprime l'élan, il insuffle la vie, il est l'âme de la coopérative. Les grandes coopératives, comme les grands syndicats, ont dû leur puissance et leur rayonnement à de grands présidents.

2° LES SÉANCES

Le conseil d'administration doit se réunir toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige. On ne saurait fixer de règle stricte à ce sujet : tout dépend de l'importance de l'organisme et de son objet. Une coopérative de battages, de cidrerie ou d'huilerie a des saisons mortes, des périodes de non-activité, au cours desquelles toute réunion du conseil paraît superflue. L'activité d'une coopérative de blé ou d'approvisionnement est continue. On ne saurait trop recommander des réunions fréquentes et régulières, mensuelles par exemple. Le conseil peut suivre la marche de l'affaire de plus près et prendre des décisions en toute connaissance de cause.

C'est le président qui convoque. S'il y manquait, cette convocation pourrait être exigée par un certain nombre de membres. Le président dirige les débats, et les statuts peuvent lui accorder une voix prépondérante. On tient procès-verbal des réunions sur un registre spécial, lequel est signé du président et du secrétaire.

Les administrateurs doivent assister aux séances du conseil. S'ils y manquaient sans excuse motivée, ils pourraient être accusés de négligence et encourir certaines responsabilités.

Si souvent que siège le conseil, il ne peut le faire en per-

manence. Or il faut un organe permanent, tant pour exécuter les décisions du conseil que pour prendre les mesures que l'urgence imposerait.

3° ORGANES PERMANENTS

Les organes permanents mandatés par le conseil d'administration sont l'administrateur délégué et le directeur. Ni l'un ni l'autre ne sont imposés par la loi ou les statuts-types. Aussi ne coexistent-ils pas forcément. On peut les trouver tous les deux, mais souvent on n'en rencontre qu'un seul.

L'article 22, paragraphe 2, de la loi du 24 juillet 1867 ne peut s'appliquer aux S. C. A. Le directeur ne peut être choisi parmi les administrateurs, puisque le directeur est rétribué, et l'administration gratuite. Cet administrateur-directeur des sociétés commerciales porte le nom d'administrateur délégué. Le décret du 11 février 1939, article 9, ne parle pas d'administrateur délégué, mais de « l'administrateur spécialement chargé d'assurer une surveillance effective », pour bien le distinguer du directeur. L'un surveille, l'autre dirige; l'un contrôle, l'autre exécute; l'un n'y emploie qu'une partie de son temps, l'autre s'y consacre entièrement; l'un reçoit une indemnité forfaitaire, l'autre un salaire; l'un ne bénéficie pas des lois sociales, l'autre en profite; l'un est révocable *ad nutum*, comme tout mandataire, l'autre est lié à la société par un contrat de louage de services.

Tous ces principes n'ont rien de rigide; la fonction de ces deux personnages est un cas d'espèce et dépend de l'organisation intérieure de chaque coopérative. Il apparaît différent suivant que l'administrateur délégué et le directeur existent ensemble ou séparément.

a) *Administrateur délégué seul.* — Certaines petites coopératives n'ont pas de directeur, parce que leur activité n'est pas assez importante pour rétribuer quelqu'un exerçant cette fonction. Elles se contentent d'employer quelques ouvriers ou manœuvres dirigés par un contremaître ou chef de fabri-

cation. Mais le droit d'acheter et de vendre, la signature appartiennent à un administrateur délégué qui surveille la bonne marche de la S. C. A., tout en continuant d'exercer son métier d'agriculteur. C'est le cas dans de nombreuses laiteries fruitières, coopératives de battage, petites coopératives d'achat, etc...

b) *Directeur seul.* — Les coopératives importantes ont besoin d'un homme qui, placé à leur tête, leur consacre toute son activité et toute sa compétence. Cet homme est naturellement rétribué, souvent même largement. Il ne peut être administrateur, afin de respecter le principe de la gratuité de l'administration. Cette gratuité repose sur le caractère professionnel des S. C. A. qui doivent être composées de véritables agriculteurs. Or il est difficile de considérer le directeur de la coopérative comme un véritable agriculteur. Il exerce une profession spéciale, sans doute connexe à l'agriculture, mais qui ne consiste pas à diriger une exploitation agricole.

Pour former à cette profession de directeur de coopérative, la Chambre d'Agriculture du Loir-et-Cher demandait un enseignement spécial (1). Tant est délicate la tâche des directeurs. « Le directeur, écrivait la Chambre d'Agriculture de la Loire-Inférieure, est l'âme de la coopérative, et c'est de lui que dépend le succès ou l'échec. » (2).

Aussi ses pouvoirs sont-ils généralement très grands. Il recrute le personnel, passe les marchés, reçoit les versements, ordonne les paiements et rend compte au conseil. Souvent ingénieur agronome ou agricole émérite, technicien compétent, il a en plus le flair commercial, le sens des affaires; il mène la barque. Les administrateurs le regardent faire, ont confiance en lui, mais ne peuvent le juger, car cette activité échappe à leur compétence. « Nous sommes des viticulteurs

(1) Assemblée permanente des Présidents de Chambres d'agriculture, 11 bis, rue Scribe, séance du 20 janvier 1936, rapport de M. Edouard Bernard.

(2) *Idem.*

et non des gens d'affaires », écrivait un coopérateur des Bouches-du-Rhône.

Bien des coopératives ont fait fiasco parce que les administrateurs, incompetents, voulaient tout faire eux-mêmes. Elles auraient réussi avec de bons directeurs.

Il existe de grands directeurs de coopératives, qui sont à la tête de magnifiques groupements et jouissent à juste titre d'une notoriété considérable. Ils tendent à devenir les maîtres absolus de leurs organismes qui ne sauraient se passer d'eux.

Affirmons, une fois de plus, que le vrai chef de la coopérative doit être le président. Que deviendrait l'indépendance des agriculteurs? Se seraient-ils libérés du commerce, auraient-ils supprimé les intermédiaires pour se donner de nouveaux maîtres, plus dangereux que les premiers, parce que moins directement intéressés?

« Il faut, écrivait une distillerie coopérative d'Ille-et-Vilaine (1), un conseil d'administration dévoué, résolu, et facile à s'adapter aux circonstances, ayant le contrôle absolu de la gestion, que rien ne soit fait sans son approbation effective. En somme, que pas un sou ne soit dépensé sans en reconnaître l'emploi et la nécessité. »

Ces phrases, malgré leur simplicité frisant l'incorrection, sont éloquentes. Pour que la coopérative garde son caractère agricole, le conseil d'administration a le devoir de ne pas se désintéresser de ses fonctions. Il faut que chacun soit à sa place. D'où l'utilité d'un administrateur délégué à côté du directeur.

c) *Coexistence de l'administrateur délégué et du directeur.*

— Les belles coopératives, celles qui, tout en développant leur activité économique, maintiennent intégralement leur caractère professionnel et sont capables d'une influence bienfaisante, reposent sur la collaboration de l'administrateur délégué et du directeur. Délimiter les fonctions de chacun est

(1) Assemblée permanente des Présidents de Chambres d'agriculture, séance du 20 janvier 1936, rapport de M. Edouard Bernard.

malaisé; c'est un cas d'espèce. L'administrateur délégué, qui se confond la plupart du temps, et doit normalement se confondre avec le président de la coopérative, est un agriculteur. Certains actes peuvent lui être réservés. Certaines pièces peuvent être soumises à sa signature. Ce qui importe avant tout, c'est son regard vigilant, son influence, son esprit professionnel agricole. Il ne peut, toutefois, rien faire s'il n'a pas un bon directeur. Le directeur est l'élément actif de la copoérative. La qualité du rendement, la ponctualité de l'exécution, la régularité des transactions dépendent de lui. C'est à l'administrateur délégué de le choisir, de le guider, le contrôler; en un mot, de savoir s'en servir.

CHAPITRE III

Responsabilité des administrateurs

De l'enquête faite par M. Edouard Bernard auprès des Chambres d'Agriculture, et concernant le statut juridique et fiscal des S. C. A., il ressort que la responsabilité des administrateurs est un grand sujet de préoccupation. La Chambre d'Agriculture de la Vendée, se faisant le porte-parole d'une de ses coopératives, écrit : « La responsabilité personnelle d'administrateurs de coopératives n'est engagée, ainsi que le veut le droit commun, que dans les cas où ils commettraient personnellement un acte délictueux dans leur gestion; autrement, ils n'assument de responsabilité financière que quand on leur demande des signatures. » D'autres Chambres en arrivent à souhaiter pour les coopératives un régime de tutelle, et prétendent qu'une liberté totale serait un grand péril plus qu'un bienfait, redoutant l'inexpérience des administrateurs. Ceux-ci ne paraissent pas connaître exactement l'étendue de leur responsabilité.

Cette responsabilité, à laquelle il convient de rattacher celle des mandataires substitués, peut être soit civile, soit pénale.

SECTION PREMIERE

Responsabilité civile

1° LES FONDEMENTS DE LA RESPONSABILITÉ

La responsabilité civile suppose une faute génératrice d'un préjudice. La responsabilité est la sanction d'une faute, et

M. Esmein (1) définit la faute : « L'accomplissement d'un acte interdit, ou l'omission d'accomplir un acte commandé. » La faute consiste donc dans l'inexécution d'une obligation, et cette obligation peut résulter d'un contrat ou d'une règle de conduite légale. La responsabilité est alors contractuelle ou délictuelle (2).

a) *Responsabilité contractuelle.* — Les administrateurs, mandataires de la coopérative, sont responsables comme tels des fautes commises dans l'exécution de leur contrat de mandat. Ces fautes s'apprécient, suivant la notion de *culpa levis in abstracto*, car l'administrateur est tenu d'apporter à l'exécution de son mandat la diligence d'un bon père de famille. La gratuité de la fonction doit être prise en considération par les juges pour atténuer leur sévérité, mais ne modifie pas la règle (Code civ. art. 1992) (3).

(1) *Cours de Droit Civil*, 1935-1936 (Les Cours de Droit).

(2) Ce ne sont là que les principes du droit commun, conformes aux règles du mandat (Code Civil art. 1992). Il n'y a pas lieu d'en appliquer d'autres, tant d'après les articles 32 du Code de commerce et 44 de la loi du 24 juillet 1867 que d'après la jurisprudence. (Cib. 18 mai 1887, D.P. 1887-1-400 Rep. 19 juillet 1893, D.P. 1894-1-158 ; Rep. 13 novembre 1893, D.P. 1894-1-383 ; Civ. 19 mai 1903, D.P. 1906-1-13). « Les administrateurs d'une société anonyme sont des mandataires, responsables comme tels des fautes commises dans leur gestion, même par simple négligence. Ils sont responsables dans les termes du droit commun des fautes envers les tiers. Le quitus accordé aux administrateurs sur des rapports mensongers est sans portée ». (Paris 29 décembre 1934, D.H. 1936 som. 4). Dans le même sens, Req. 21 décembre 1936, O.H. 1937-68.

(3) Telle erreur ne sera une faute que parce qu'elle est imputable à un professionnel. Telle inadvertance ne sera une faute que parce qu'elle est imputable à quelqu'un dont on pouvait attendre plus d'application. La nature du mandat, les intentions du mandant, les facultés du mandataire connues du mandant lorsqu'il le choisissait, l'influence plus ou moins active du mandant sur les actes du mandataire et sur l'esprit général de sa mission sont autant de facteurs qu'il faudra peser avant de dire que le mandataire « n'a pas agi en bon père de famille ».

Il est inévitable que la faute se trouve reconnue moins facilement chez les administrateurs des S. C. A., notoirement mal préparés sur le terrain administratif et financier, et qui ne tirent pas de leurs fonctions des avantages particuliers (G. P. 1938-1-806, note).

L'article 32, paragraphe 2, du Code de commerce, précise que les administrateurs « ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relative aux engagements de la société ». C'est encore l'application de la théorie du mandat. Supposons que les administrateurs, usant de leurs pouvoirs, aient emprunté au nom de la société. Celle-ci seule est engagée. Si elle ne peut tenir son engagement, les créanciers n'auront un recours éventuel contre les coopérateurs, que conformément aux règles concernant les sociétés et aux clauses des statuts. Les administrateurs seront considérés, à cet égard, comme de simples coopérateurs. Toutefois, s'ils avaient donné leur signature, ils deviendraient responsables, non plus en tant qu'administrateurs, mais en tant que cautions. La Caisse Nationale de Crédit Agricole demande parfois l'aval des administrateurs, mais elle préfère exiger la garantie statutaire de ses avances par l'engagement solidaire de tous les coopérateurs, indépendamment du régime juridique adopté.

S'il faut prouver l'existence d'une faute pour engager la responsabilité contractuelle d'un administrateur, cette faute peut n'être que légère et consister en une simple négligence, telle qu'un défaut de surveillance (Req., 1^{er} décembre 1931, D. P. 1933-1-89; Req., 1^{er} mars 1938, G. P. 1938-1-806).

Supposons un directeur qui commet des malversations ou des erreurs dans l'accomplissement de ses fonctions. La société dont il est l'employé se trouve responsable par l'article 1384 du Code civil. Les administrateurs sont également responsables, si l'on peut prouver qu'ils n'ont pas surveillé leur mandataire avec assez d'attention.

Les employés sont choisis par le conseil d'administration. Celui-ci pourrait être responsable d'un choix nettement défectueux, dont la bonne marche de la coopérative souffrirait. Il pourrait également être responsable de la disparition des fonds, s'il n'avait pris pour les conserver les mesures d'élémentaire prudence, telles que l'achat d'un bon coffre-fort et le choix d'un caissier sérieux.

Les administrateurs pourraient être obligés de réparer le préjudice causé par l'écroulement d'un magasin ou silo, s'ils n'avaient pas fait vérifier sa solidité, ou en avaient confié la construction à un architecte notoirement incapable.

Nombreux sont donc les cas où l'on pourrait reprocher à un administrateur de n'avoir pas agi en bon père de famille dans l'exécution de son mandat.

La responsabilité contractuelle de l'administrateur délégué et du directeur est basée sur les mêmes principes. Ils sont tenus, à l'égard de leur mandant, c'est-à-dire du conseil d'administration.

b) *Responsabilité délictuelle.* — « Il ne faut pas perdre de vue, écrit M. Copper-Royer (1), que si les administrateurs ne sont, en principe, responsables qu'au regard des actionnaires, dont ils sont les mandataires, et avec lesquels ils ont un lien de droit contractuel, ces mêmes administrateurs peuvent se voir attaquer personnellement par les tiers qui ont contracté avec la société, qui ont éprouvé de ce fait un préjudice, et qui veulent, sous le couvert de certaines circonstances de fait, se faire indemniser par les administrateurs, faute de pouvoir l'être par la société. » Ce n'est plus l'application de la théorie du mandat, mais celle de l'article 1382 du Code civil.

Ainsi, le manque de surveillance qui, à l'égard des sociétaires, était une faute contractuelle, devient, à l'égard des tiers, une faute délictuelle (2). La preuve est cependant plus délicate dans le second cas que dans le premier. Il faut que la

(1) COPPER-ROYER, op. cité, tome IV, p. 174.

(2) Les créanciers d'une société coopérative peuvent se prévaloir, à l'encontre des administrateurs de cette société, d'une faute quasi-délictuelle, provenant de leur négligence dans la surveillance des actes du directeur.

Et c'est à bon droit que les administrateurs sont déclarés responsables des agissements de ce dernier, à supposer même que les balances comptables établies par lui aient été toujours trouvées exactes, cette circonstance ne faisant pas disparaître leur responsabilité pour avoir mal choisi et mal contrôlé ce directeur dont les actes dommageables leur sont ainsi imputables (Req., 1^{er} mars 1938, G. P.-1-806).

Un conseil d'administration, dans toute société, quelle qu'elle soit,

faute résulte de la violation d'une disposition légale, ou du moins d'un usage constant. Cette preuve est facile en cas de dol, quand les administrateurs ne respectent pas les règles régissant la constitution des sociétés (loi du 24 juillet 1867, art. 42), ou établissent des bilans incorrects, même involontairement.

La responsabilité délictuelle des administrateurs est également engagée quand ceux-ci outrepassent les limites de leur mandat (Req., 23 mars 1908, D. P. 1908-1-247). En effet, l'obligation du mandant disparaît, seule celle du mandataire reste (Code civil, art. 1998). Ainsi, un administrateur qui empiéterait sur les pouvoirs réservés à l'assemblée générale en émettant des obligations ou en prononçant l'exclusion d'un administrateur, resterait personnellement responsable. Ceux qui contractent avec les administrateurs agissent donc prudemment en s'enquérant des pouvoirs de ces derniers. Toutefois, s'ils sont de bonne foi (Req., 14 avril 1908, D. P. 1908-1-344), leur engagement peut être valable. C'est à la coopérative de ne pas laisser croire à un mandat tacite, de publier ses statuts et les pouvoirs accordés à ses mandataires.

La responsabilité délictuelle des administrateurs délégués et des directeurs joue dans les mêmes conditions. Elle est engagée en cas de violation de dispositions légales et de dépassement des pouvoirs. Elle engage en même temps, on l'a vu plus haut, la responsabilité des administrateurs pour manque de surveillance.

n'est pas un organisme destiné seulement à diriger de loin et de haut le fonctionnement de celle-ci, en se bornant à entériner les actes du mandataire dans lequel il a mis sa confiance ; il lui incombe de surveiller la gestion du mandataire qu'il s'est substitué et d'assurer l'observation, de sa part, des clauses sociales...

Les administrateurs ont pour mission de surveiller la gestion du directeur d'une manière assidue et avec toute la diligence nécessaire pour prévenir les abus ou les malversations.

Voir, dans le même sens : Req., 7 janvier 1930, D. P. 1932-1-191 ; Req., 16 février 1937, G. P. 1937-1-807.

2° PERSONNES RESPONSABLES

Les administrateurs sont-ils responsables individuellement ou solidairement?

D'après le Code civil (art. 1202 et 1995), la solidarité ne se présume pas et doit être expressément stipulée. Par conséquent, la responsabilité individuelle est la règle, la responsabilité solidaire l'exception (Civ., 3 décembre 1890, D. P. 1891-1-117).

La solidarité est stipulée par l'article 42 de la loi du 24 juillet 1867 en cas de nullité de la société. Cette nullité engage la responsabilité non seulement des fondateurs, mais aussi des administrateurs subséquents qui auraient dû y prendre garde.

De plus, la jurisprudence considère que les administrateurs sont responsables solidairement chaque fois que l'acte incriminé se présente comme étant l'œuvre collective du conseil d'administration. Celui-ci est gouverné par la loi de la majorité : la minorité se trouve engagée malgré elle. Elle peut toutefois se couvrir en marquant son opposition au vote émis, en faisant mentionner cette opposition au procès-verbal et, le cas échéant, en la portant à la connaissance des tiers.

Un administrateur ne se trouve pas dégagé en n'assistant pas aux séances du conseil. Tout au contraire, il aggrave sa responsabilité, car il manque à son devoir et commet une faute de négligence. La présomption de négligence ne disparaît que s'il produit une excuse motivée.

Si l'acte incriminé est le fait d'un seul administrateur, celui-là seul est responsable.

Le président n'a pas une responsabilité particulière en tant que président. Il en a une cependant de par le mandat spécial de surveillance et de commandement qui peut lui être attribué, et qui se confond avec celui de l'administrateur délégué.

L'administrateur délégué a ceci de particulier qu'il a double

mandat : en tant qu'administrateur, il est mandataire de la société, et en tant que délégué, il est mandataire du conseil d'administration. Ce dernier mandat n'est généralement pas gratuit et l'oblige à une surveillance beaucoup plus étroite et beaucoup plus constante.

Le directeur est à la fois le mandataire du conseil d'administration et l'employé de la société. Il doit donc répondre devant le conseil de l'exécution de son mandat. Le conseil est responsable de son mandataire suivant l'article 1998 du Code civil, et la société de son employé suivant l'article 1384.

La responsabilité contractuelle des administrateurs cesse quand ils ont obtenu de l'assemblée générale le quitus de leur gestion (Lyon, 26 mars 1912, D. P. 1915-2-25). Encore faut-il que ce quitus ait été donné en connaissance de cause et sans qu'on puisse relever l'intention frauduleuse de la part de ceux qui l'obtiennent. Peut-on jamais assurer que l'assemblée générale a agi en toute connaissance de cause? Bien entendu, le quitus n'efface pas la responsabilité délictuelle à l'égard des tiers, car on ne peut ratifier des actes illicites, du moins sciemment et de bonne foi.

SECTION II

Responsabilité pénale

1° CAS DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité pénale n'est engagée qu'en cas d'infraction à une règle d'ordre public. Une société peut se rendre coupable des délits prévus par le Code pénal et que tout individu peut commettre : contrefaçon dans le cas de fabrication ou de vente de denrées ne répondant pas à l'étiquette; violation d'un règlement de police, dans le cas de circulation en auto ou en camion dans des conditions irrégulières; même homicide par imprudence, dans le cas de mélange, par négligence, de matières nocives à une eau destinée à usage alimentaire. Le président et administrateur délégué de la coopérative

laitière de Rethel a été condamné à un mois de prison avec sursis et à 10.000 francs de dommages-intérêts pour destruction de poisson dans une rivière, d'après la motion de sympathie qui lui a été adressée à l'assemblée générale de l'U. N. C. A. du 22 mars 1939 (1).

Tous ces délits sont réprimés par le Code pénal. Mais il est deux textes qui concernent spécialement les administrateurs : l'article 15 de la loi du 24 juillet 1867 et l'article 34 du décret du 11 février 1939.

L'article 15 de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par le décret du 8 août 1935, ne concerne pas spécialement les S. C. A. Il semble, toutefois, devoir leur être appliqué, vu l'analogie qui existe sur bien des points entre les S. C. A. et les sociétés anonymes. D'après ce texte, sont assimilées au délit d'escroquerie, et punies comme telles, les manœuvres des administrateurs et directeurs faites avec mauvaise foi et intentionnellement, et tendant à affirmer sincères des souscriptions fictives, à simuler des versements qui n'existent pas, à donner une fausse liste d'administrateurs ou de sociétaires, à publier des inventaires et des bilans qu'ils savent inexacts, à faire du crédit et des biens de la société un usage contraire aux intérêts de celle-ci, mais favorable à leur intérêt personnel.

Tous ces actes sont évidemment d'une incontestable malhonnêteté. On ne peut s'étonner que le Code pénal les punisse d'une amende de 1.000 à 10.000 francs et d'un emprisonnement de un à cinq ans.

L'article 34 du décret du 11 février 1939 a trait à la protection du titre coopératif. Il soumet aux peines prévues par les articles 479 et 480 du Code pénal et frappe d'une amende de 11 à 15 francs et d'un emprisonnement de cinq jours au plus, ceux qui commettent des infractions aux articles 32 et 33 du même décret. L'article 32 interdit aux coopératives

(1) Le même président, ayant fait appel de ce jugement, a été acquitté.

ayant obtenu l'agrément ministériel, de cesser de fonctionner conformément aux dispositions du décret du 11 février 1939, et de devenir ainsi de fausses coopératives agricoles. L'article 33 interdit à un groupement quelconque de prendre le nom de coopérative agricole, s'il ne se conforme pas au même décret. En cas de récidive, l'amende encourue peut atteindre 10.000 francs et l'emprisonnement deux mois.

Tout ceci ne saurait effrayer des administrateurs honnêtes et consciencieux. Ils doivent, toutefois, se méfier de ce que l'on pourrait commettre sous le couvert de leur autorité.

2° PERSONNES RESPONSABLES

Le principe de la personnalité des peines permet-il d'infliger une action pénale à une personne morale? La jurisprudence, longtemps hésitante, semble répondre par l'affirmative (Cons. d'Etat, 21 janvier 1925, D. P. 1925-2-39; Crim., 28 mai 1925, Rev. soc. 1925-364), bien qu'il existe des arrêts contraires (Crim., 16 mai 1930, Sem., Jur. 1930-884).

Encore faut-il que cette peine soit pécuniaire. Mais si une peine corporelle doit être prononcée, qui la subira? ?

« La jurisprudence, dit M. Copper-Royer (1), s'est fixée pour rejeter la responsabilité pénale du fait commis pour le compte de la société et à son bénéfice propre, sur le représentant légal de cet être moral, c'est-à-dire sur son administrateur délégué, ou, si la société n'en possède pas, sur l'un ou sur la totalité des membres de son conseil d'administration. Dans certains cas exceptionnels, la personne physique pénalement responsable, sera le directeur de la société ou un chef d'exploitation, mais seulement dans le cas où il viendrait à être nettement démontré que le fait délictueux résulte d'ordres donnés par ce directeur, indépendamment, à l'encontre, ou en dehors des instructions données par le conseil d'administration. Cette jurisprudence considérable permet de poser nettement ce principe, que lorsqu'un délit ou une contraven-

(1) CUPPER-ROYER, op. cité, tome II, p. 9.

tion est relevée à la charge d'un être moral tel qu'une société, c'est le représentant légal de cet être moral qui est, aux yeux de la loi, la personne punissable, encore bien que ce représentant légal n'ait pas directement et matériellement concouru à l'accomplissement de l'acte délictueux. »

En effet, un acte délictueux exécuté par un mandataire ne peut engager le mandant, car un mandat fondé sur une cause illicite est vicié à sa base et entaché d'une nullité radicale. Cet acte délictueux ne peut donc qu'être personnel au mandataire qui l'exécute. Mais si l'auteur de cet acte n'apparaît pas clairement, ou si, étant connu, il semble avoir exécuté des instructions ou avoir échappé à un contrôle insuffisant, c'est la personne physique qui a donné des instructions ou qui aurait dû faire ce contrôle, qui est pénalement responsable. Cette personne est, suivant les cas, le directeur ou l'administrateur délégué, parfois les deux en même temps.

En résumé, les administrateurs des S. C. A. ne sont pas responsables en cette qualité des engagements pris par la société, car ils n'en sont que les mandataires, et le mandant est engagé par le mandataire. Ils ne sont responsables que des fautes commises dans l'exécution de leur mandat, soit contractuellement à l'égard de leurs mandants, soit délictuellement à l'égard de tiers qui en éprouveraient un préjudice, soit même pénalement dans les cas prévus par la loi. Ces fautes peuvent n'être que légères et consister en de simples négligences.

Pratiquement, les administrateurs doivent donc ne prendre que des décisions conformes aux statuts, qui, approuvés, renferment les dispositions légales nécessaires. De plus, ils doivent, assistant régulièrement aux séances, se faire rendre compte de la marche de la coopérative et surveiller consciencieusement le directeur ou chef de service. Ils n'ont alors rien à craindre. Leur intérêt est d'être prudents. Mais l'intérêt de la coopérative est que cette prudence ne les paralyse pas. Pour mener à bien une affaire, il faut savoir entreprendre et faire montre d'audace.

TITRE III

LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

Les commissaires de surveillance constituent l'organe chargé de contrôler le conseil d'administration. Ils sont non seulement les mandataires des associés, mais ils tiennent leurs pouvoirs de la loi elle-même. « La société étant considérée comme un organisme, dit M. Ripert (1), les commissaires sont les organes légaux de surveillance. »

Les textes qui les concernent sont la loi du 24 juillet 1867 et surtout le décret-loi du 8 août 1935 qui a modifié profondément cette institution. Mais ces textes s'appliquent aux sociétés anonymes commerciales. Aussi certaines de leurs dispositions conviennent-elles aux groupements que nous étudions, tandis que d'autres ne peuvent les concerner. La discrimination en est parfois délicate. Elle ne peut se baser que sur l'analogie qui existe entre nos quasi-sociétés et les véritables sociétés.

(1) RIPERT, *Cours de droit commercial*, p. 774.

CHAPITRE PREMIER

Nomination des Commissaires de surveillance

SECTION PREMIERE

Cette nomination est-elle obligatoire?

La nomination des commissaires de surveillance, appelés précédemment commissaires aux comptes, lorsque leur rôle était plus restreint, est-elle obligatoire?

Cette obligation est incontestable pour les S. C. A. constituées sous la forme des sociétés anonymes. Les articles 25 et 32 de la loi du 24 juillet 1867 imposent des commissaires aux sociétés anonymes, à tel point que l'assemblée générale ne peut approuver les comptes et le bilan sans un rapport des commissaires.

Pour les S. C. A. ayant adopté le régime des sociétés civiles, on peut être hésitant. La loi du 24 juillet 1867 ne saurait concerner ces groupements, mais l'article 6 du décret du 13 août 1936, modifié par celui du 27 avril 1937, prescrit à toutes les S. C. A. « de faire parvenir au directeur des services agricoles du département du siège social, un état indiquant le nombre de leurs sociétaires, les noms des administrateurs, des membres de la commission de surveillance, du directeur, etc... ». Cela ne veut peut-être pas dire que toute coopérative soit tenue d'avoir des commissaires. Leur emploi, comme celui de directeur, pourrait n'être que facultatif. Il y a cependant une différence : le directeur n'est que

le mandataire du conseil d'administration, et celui-ci est libre de déléguer ou de ne pas déléguer ses pouvoirs. Les commissaires sont un organe légal de contrôle. Or, du moment que la loi prévoit, au sein d'un groupement, l'existence d'un organe légal de contrôle, c'est que ce dernier est obligatoire.

La pratique confirme cette règle. Les statuts-types des coopératives prévoient une commission de surveillance. On ne rencontre pas de S. C. A. sans commissaires. Leur emploi est d'un usage constant.

SECTION II

Mode de nomination

Le décret-loi du 8 août 1935 a tenu à marquer l'indépendance des commissaires vis-à-vis des administrateurs qu'ils sont chargés de surveiller. Aussi convient-il que ces commissaires soient nommés par l'assemblée générale constitutive d'abord, et ordinaire annuelle ensuite.

Cette élection doit être portée à l'ordre du jour, mais le conseil n'est pas tenu de proposer les noms des candidats. Il peut le faire et le fait généralement. L'assemblée peut, toutefois, refuser ces candidats et élire ceux de son choix.

Les commissaires sont nommés pour un an, en ce sens que leurs pouvoirs partent de l'assemblée générale qui les nomme, à l'assemblée générale ordinaire suivante, même s'il s'écoule un peu plus d'une année entre ces deux réunions.

Qu'arrive-t-il si l'assemblée omet de nommer des commissaires, ou si ceux-ci refusent? L'article 32 de la loi du 24 juillet 1867 prévoit le cas pour les sociétés anonymes commerciales : « A défaut de nomination des commissaires par l'assemblée générale, ou en cas d'empêchement ou de refus d'un ou de plusieurs des commissaires nommés, il est procédé à leur nomination ou à leur remplacement par ordonnance du président du tribunal de commerce du siège de la société, à la requête de tout intéressé, les administrateurs dûment appe-

lés. » On peut procéder de la même façon pour les S. C. A. en s'adressant toutefois au président du tribunal civil, le président du tribunal de commerce n'ayant pas compétence pour des groupements non commerciaux.

La loi permet de ne nommer qu'un seul commissaire de surveillance. Aussi n'est-il pas nécessaire, si plusieurs ont été élus, de pourvoir au remplacement de ceux qui manquent, du moment qu'il en reste un. C'est ce que prévoient les statuts-types : « En cas d'empêchement de l'un des commissaires, celui ou ceux qui restent peuvent procéder seuls. »

Les commissaires n'exercent pas une fonction gratuite. Ils peuvent et doivent être rétribués, mais cette rétribution doit être fixée par l'assemblée générale, afin de bien marquer l'indépendance des commissaires à l'égard des administrateurs.

SECTION III

Incompatibilités

Le décret-loi du 8 août 1935 distingue deux sortes de commissaires, ceux appartenant aux sociétés anonymes ordinaires, et ceux appartenant aux « sociétés par actions faisant appel à l'épargne publique ». Aucune S. C. A. ne saurait être rangée dans cette dernière catégorie. Nos groupements ne sont pas et ne peuvent pas être légalement des sociétés par actions, leur capital devant être formé de parts d'intérêt. Ces parts ne sont pas négociables, ce qui exclut toute idée d'appel à l'épargne publique. Il ne peut donc être question, pour une S. C. A., d'être tenue de choisir un commissaire inscrit sur la liste de la Cour d'appel.

Aucune condition spéciale de capacité n'est exigée des commissaires des S. C. A. Ils ne sont pas tenus d'être membres de la coopérative, ni même d'être agriculteurs. Par contre, ils sont soumis aux règles d'incompatibilité édictées par le décret du 8 août 1935 et concernant toutes les sociétés anonymes. Ces règles concernent sûrement les administrateurs

des S. C. A. ayant adopté la forme des sociétés anonymes. Faut-il les étendre à celles constituées sous le régime des sociétés civiles particulières? Bien qu'aucun texte ne donne de précisions à ce sujet, il semble bien qu'on doive répondre par l'affirmative. L'article 33 nouveau de la loi de 1867 commence ainsi : « Ne peuvent être choisis comme commissaires, etc... », sans édicter aucune restriction quant à la société considérée. De plus, si le but du décret du 8 août 1935 est de donner aux commissaires une indépendance complète par rapport aux administrateurs, cette indépendance est nécessaire dans toute S. C. A., quel que soit son régime juridique. Elle est celle que doit avoir tout contrôleur à l'égard de son contrôlé.

Ainsi on doit appliquer aux commissaires des S. C. A. les règles d'incompatibilité édictées par l'article 33 nouveau de la loi du 24 juillet 1867 :

a) *Incompatibilité de parenté.* — Ne peuvent être choisis comme commissaires, les parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement, ou le conjoint des administrateurs ou apporteurs.

b) *Incompatibilité de fonction.* — Les commissaires ne peuvent être ni administrateurs, ni employés de la société. Ils ne peuvent recevoir, sous une forme quelconque, à raison de fonctions autres que celle de commissaire, un salaire ou une rémunération des administrateurs ou de la société ou de toute entreprise possédant le dixième du capital de la société, ou dont la société possède au moins le dixième du capital. Le conjoint des personnes ainsi visées est frappé de la même incompatibilité.

Cette disposition établissant un lien de dépendance entre deux sociétés dont l'une possède le dixième du capital de l'autre, ne s'applique guère, *stricto sensu*, aux S. C. A. L'intention du législateur est d'éviter toute dépendance des commissaires d'une société filiale à l'égard des administrateurs d'une société mère, et inversement. Il semble bien que pour

respecter cette même intention, une indépendance semblable doit être établie entre administrateurs et commissaires des coopératives et de leurs unions.

c) *Incapacités d'exercice.* — Ne peuvent être commissaires, les personnes à qui la fonction d'administrateur est interdite ou qui sont déchues du droit d'exercer cette fonction. Il faut donc exclure la plupart des fonctionnaires, les faillis non réhabilités, et tous ceux ayant subi une condamnation pénale pour participation à une faillite frauduleuse.

d) *Les commissaires ne peuvent devenir administrateurs des sociétés qu'ils contrôlent moins de cinq années après l'expiration de leur mandat.* — Cette règle a moins de raison d'être dans les S. C. A., dont l'administration est gratuite, que dans les sociétés anonymes. Il semble, cependant, qu'elle doit être appliquée à nos groupements, afin de maintenir l'indépendance des commissaires à l'égard des administrateurs.

SECTION IV

Recrutement

Il ressort des rapports de M. Edouard Bernard (1), que les S. C. A. sous-estiment, en général, la question commissaires aux comptes. Certaines Chambres d'Agriculture regrettent même que les notaires ne puissent être commissaires, ce qui résulte des incapacités d'exercice énoncées ci-dessus. La plupart des S. C. A., surtout avant les réformes d'août 1935, confiaient le poste de commissaire aux comptes à des personnes fort honorables, mais qui ne vérifiaient pas les écritures, et se contentaient de les faire examiner par un comptable. Ces commissaires faisaient ensuite un rapport concluant à l'exactitude des comptes et du bilan, ce dont ils avaient la certitude morale. Ainsi accomplissaient-ils ce que tous considéraient comme une simple formalité.

(1) Assemblée permanente des présidents de C. A., p. 870.

Beaucoup de nos groupements continuent les mêmes errements. Certaines S. C. A. cependant s'inspirent des réformes d'août 1935, et font appel à un expert comptable, doublé d'une autre personne non spécialisée (1). On ne saurait trop recommander cette méthode. Les administrateurs, qui se plaignent parfois de ne pas être des gens d'affaires, ont besoin d'être contrôlés, et encore plus guidés. C'est leur intérêt et celui de la coopérative. Un bon commissaire de surveillance est à la fois une garantie et un guide.

« Nous ne demandons pas un contrôle exercé par des fonctionnaires, disait, à une réunion de l'A. P. P. C. A., M. Edouard Bernard (2), mais une révision des comptes faite par des agents créés par la profession organisée. » La discussion se poursuivit sur l'utilité d'employer les commissaires désignés par la Cour d'appel. M. Estrangin fit la remarque suivante : « Il existe, en Alsace une organisation de révision très intéressante. La Fédération a des experts qui donnent au conseil d'administration des révisions très bien faites. » M. Edouard Bernard s'empara de cette idée et conclut, aux applaudissements de l'assemblée : « Je pense, comme M. Estrangin, que nos unions nationales, ou nos fédérations départementales, pourraient dresser une liste d'experts agréés, qui nous donneraient pleine satisfaction. »

Nous nous associons à ce vœu. Sa réalisation rendrait aux S. C. A. un immense service.

(1) Coopérative de blé des agriculteurs du Cher.

(2) Assemblée permanente des présidents de C. A., p. 2474.

CHAPITRE II

Le rôle de la Commission de surveillance

Le rôle des commissaires est triple : assurer un contrôle permanent, renseigner les sociétaires, convoquer, en cas d'urgence, l'assemblée générale.

SECTION PREMIERE

Contrôle permanent

Les commissaires de surveillance étant non seulement les mandataires des sociétaires, mais encore des organes légaux de surveillance, il est juste que leur rôle soit déterminé par la loi.

D'après l'ancien article 32 de la loi du 24 juillet 1867, le contrôle des commissaires ne s'exerçait qu'en fin d'exercice social, et ne portait que sur l'exactitude comptable de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Le décret-loi du 8 août 1935, qui a modifié l'article 32 de la loi du 24 juillet 1867, a élargi considérablement ce contrôle. Il a commencé par le rendre général et permanent : « Ils peuvent, à toute époque de l'année, opérer les vérifications ou contrôles qu'ils jugent opportuns. » Ainsi les commissaires peuvent, à chaque instant, s'immiscer dans la vie sociale, et leur champ d'action est immense. Ils ont cependant une mission particulière : vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société, contrôler la régularité et la sincérité des inventaires et des bilans, ainsi que

l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du conseil d'administration. Ils ont donc le droit et le devoir de surveiller tout ce que font les administrateurs, et de dire à l'assemblée générale si les informations données par ces derniers sont exactes ou non. Or l'inexactitude peut résulter d'une affirmation fausse ou d'une omission. Les commissaires doivent donc révéler à l'assemblée générale ce que les administrateurs auraient caché, soit volontairement, soit négligemment.

SECTION II

Renseigner les sociétaires

C'est donc tout d'abord à l'assemblée générale ordinaire que les commissaires présentent un rapport. L'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes doivent être mis à leur disposition quarante jours avant la date de cette assemblée afin de leur laisser tout le temps nécessaire pour étudier ces documents. Ils doivent également prendre connaissance du rapport du conseil d'administration, mais ne peuvent exiger que celui-ci leur soit fourni quarante jours à l'avance.

Leur rapport rend compte de l'exécution de leur mandat, et relève les inexactitudes et les irrégularités. Les inexactitudes peuvent provenir, non seulement des chiffres, mais des informations; les irrégularités peuvent être, non seulement comptables, mais légales. Et même, si un administrateur commet un fait délictueux, les commissaires ont le devoir de le dénoncer au procureur de la République.

A ce rapport général doit être joint un rapport spécial sur les opérations prévues à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867. L'article 40 interdit aux administrateurs de prendre ou conserver un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou dans un marché fait avec la société ou pour son compte, à moins qu'ils n'y soient autorisés par l'assemblée générale. Ainsi, un administrateur peut user des services de la coopé-

native, il y est même tenu, mais il doit être traité comme n'importe quel coopérateur, et ne peut profiter de sa position pour en retirer un avantage quelconque. Quant à passer avec la coopérative des actes tels que vente ou achat d'immeubles, vente échelonnée, etc., en un mot tous les actes que ne font pas normalement tous les coopérateurs, les administrateurs ne peuvent les faire sans l'autorisation de l'assemblée générale. Cette autorisation n'a pas besoin d'être spéciale; elle peut être donnée chaque année pour l'universalité des cas. Les commissaires doivent faire un rapport sur la façon dont elle a été utilisée, ou violée.

Lors de la constitution de la société, et quand il y a apports en nature, la valeur de ces apports doit être vérifiée par des commissaires tenus de faire un rapport. Ce sont des commissaires spéciaux, et non ceux de la vie courante de la société, mais ils n'en sont pas moins soumis aux mêmes incompatibilités et astreints aux mêmes obligations (loi du 24 juillet 1867, art. 4).

SECTION III

Convoquer l'assemblée générale

Les commissaires ont, de plus, le pouvoir de convoquer l'assemblée générale en cas d'urgence. Qu'est-ce à dire? sinon que les commissaires peuvent suppléer à la carence des administrateurs, régulièrement chargés de faire cette convocation. Il ne suffit pas que les administrateurs s'y refusent, il faut qu'il y ait nécessité, soit perte des trois quarts du capital social, soit expiration du délai de six mois prévu pour l'assemblée annuelle chargée d'approuver les comptes et le bilan.

En résumé, les commissaires sont chargés de contrôler, non pas l'habileté technique des administrateurs, mais leur honnêteté et la régularité juridique de leurs actes. Leur tâche est importante et leur action nécessaire, d'où l'étendue de leur responsabilité.

CHAPITRE III

La responsabilité des Commissaires

La responsabilité des commissaires de surveillance peut être, soit civile, soit pénale.

SECTION PREMIERE

Responsabilité civile

Les commissaires de surveillance peuvent être responsables civilement, soit envers la société, soit envers les tiers.

« L'étendue et les effets de la responsabilité des commissaires envers la société, dit l'article 43 de la loi du 24 juillet 1867, sont déterminés d'après les règles générales du mandat. » Or ces règles ont été étudiées à propos de la responsabilité des administrateurs. Le mandataire est tenu d'apporter à l'exécution de son mandat la diligence d'un bon père de famille. Il est responsable à l'égard de son mandant des fautes légères, *abstracto sensu*, commises lors de l'exécution du mandat. Ces fautes sont appréciées d'autant plus sévèrement que la fonction est rétribuée. Mais l'objet du mandat des commissaires dépend plus de la loi que de la volonté des parties. C'est donc l'inobservation des règles légales énoncées plus haut qui entraîne la responsabilité contractuelle des commissaires à l'égard des coopérateurs. Si donc les commissaires portent préjudice aux sociétaires en ne signalant pas des erreurs ou des irrégularités (Civ., 4 juin 1883, D. P. 1883-1-385), même s'ils sont de bonne foi (Civ., 28 avril

1888, D. P. 1888-1-493), ils peuvent être tenus de réparer le préjudice causé.

Bien qu'aucun texte ne concerne la responsabilité des commissaires à l'égard des tiers, ceux-ci cependant peuvent toujours faire jouer l'article 1382 du Code civil. Et comme toute faute des commissaires est une infraction à une règle édictée par un texte légal ou résultant d'un usage constant, l'article 1382 peut toujours jouer.

Il ne semble pas que, dans les S. C. A., la responsabilité civile des commissaires soit souvent mise en jeu. On s'adresse d'abord aux administrateurs avant d'inquiéter ceux qui doivent les surveiller. D'autre part, le décret-loi du 8 août 1935 est trop récent pour avoir pu donner lieu à de nombreux arrêts de jurisprudence.

SECTION II

Responsabilité pénale

La responsabilité pénale des commissaires est déterminée par les articles 4, 32, 34 de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par le décret-loi du 8 août 1935. Les articles 4 et 32 visent les règles d'incompatibilité. Toute personne qui, tombant sous le coup de ces règles, accepte la fonction de commissaire, ou la conserve, est passible d'une amende de 1.000 à 20.000 fr. L'article 4, qui concerne les commissaires chargés de vérifier les apports, ne punit cette infraction à la loi que si elle a été faite sciemment. L'article 32 n'apporte pas la même précision. Aussi peut-on se demander si les commissaires nommés au cours de l'existence de la S. C. A., et coupables d'avoir enfreint les règles d'incompatibilité, peuvent exciper de leur bonne foi.

L'article 34 concerne le contrôle dont sont chargés les commissaires. Leurs erreurs involontaires ne sont pas punies, mais seuls les renseignements donnés faussement et dont ils connaissaient l'inexactitude : « Est puni d'un emprisonne-

ment de un à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 20.000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, tout commissaire qui a sciemment donné ou confirmé des informations mensongères sur la situation de la société; ou qu'il n'a pas révélé au procureur de la République les faits délictueux dont il a eu connaissance. »

Il est évidemment très juste de punir sévèrement celui qui trompe volontairement ceux qu'il a charge de renseigner. Mais comment savoir si le faux renseignement a été donné sciemment ou non?

L'article 34 de la loi de 1867 déclare que l'article 378 du Code pénal est applicable aux commissaires. Ceux-ci sont donc astreints au secret professionnel dans les mêmes conditions de responsabilité pénale que les médecins.

TROISIÈME PARTIE

La Tutelle des Coopératives Agricoles

La tutelle des S. C. A., ou, si l'on préfère, l'intervention de l'Etat dans leur constitution et leur fonctionnement, a été l'objet de nombreuses discussions et a soulevé bien des protestations. Cette tutelle n'est pas sans influencer étroitement sur la tâche qui incombe aux différents organes de l'administration de nos groupements, aussi importe-t-il essentiellement de savoir ce qu'il faut en penser et comment elle s'exerce.

CHAPITRE PREMIER

Tutelle ou liberté

La tutelle est naturellement préconisée par l'administration, et la liberté par la grande majorité des agriculteurs. Une enquête approfondie, faite par l'Assemblée Permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture, donne, à ce sujet, de précieux renseignements.

SECTION PREMIERE

Enquête de l'assemblée permanente

M. Edouard Bernard, secrétaire de la Chambre d'Agriculture d'Indre-et-Loire, s'est livré, à deux reprises différentes, à une enquête sur le statut juridique et fiscal des coopératives agricoles. Il a recueilli les desiderata des Chambres d'Agriculture et les a résumés dans deux rapports présentés à l'Assemblée Permanente, l'un à la session du 14 novembre 1936, et l'autre à celle du 31 mai 1938. Entre autres questions, il avait demandé aux Chambres d'Agriculture si elles étaient favorables, pour les S. C. A., à un régime de liberté ou à un régime de tutelle. Or, avant de répondre, la plupart des Chambres ont consulté les coopératives de leur département. 55 se sont montrées favorables à un statut de liberté, et 15 à un statut de tutelle. Les 20 autres, ou bien ne se sont pas prononcées, ou bien ont demandé un mélange de liberté et de tutelle atténuées. La tutelle professionnelle a également été envisagée, et un département a déclaré que « la liberté totale serait un péril plus qu'un bienfait ».

Peut-être la question n'était-elle pas très clairement posée? Peut-être eût-il fallu définir exactement ce qu'on entend par statut de liberté et statut de tutelle.

Il n'en est pas moins surprenant que les agriculteurs, dont on connaît la soif d'indépendance, n'aient pas tous opté pour la liberté totale.

La question est revenue en discussion lors de la session de l'Assemblée Permanente du 31 mai 1938 (P. 2468). On y retrouve les mêmes hésitations : « Je crois, déclare M. Morin, que la tutelle des coopératives agricoles est une sauvegarde pour les coopératives. — Que la Caisse Nationale de Crédit Agricole, répond M. Edouard Bernard, exige les plus grandes garanties pour ses prêts, c'est admissible, mais qu'elle soit la tutrice de toute la coopération agricole, nous ne l'admettons pas, et la majorité des Chambres d'Agriculture s'oppose à cette conception. — Comme président de coopérative, réplique M. Xavier Bernard, je demande, au contraire, que nous soyons contrôlés, et plusieurs fois par an; c'est une sécurité pour le conseil d'administration. Je connais certaines coopératives dont les dirigeants ont des surprises très désagréables parce que la comptabilité n'était pas bien tenue. C'est un devoir, pour le président d'une coopérative, de réclamer le contrôle. — Il faut un contrôle organisé et obligatoire, affirme M. Charrier. — Nous ne demandons pas, précise M. Edouard Bernard, un contrôle exercé par des fonctionnaires, mais une révision des comptes faite par des agents créés par la profession organisée. »

Les extraits de cette discussion, par ailleurs un peu confuse, permettent de faire deux constatations :

La première est que les administrateurs, agriculteurs par définition, sont souvent incompétents en matière commerciale, juridique et comptable. Ils ont conscience de cette incompétence, veulent éviter les inconvénients qui peuvent en résulter et recherchent à la fois une garantie et un conseil.

La seconde est que tous, ou presque, auraient repoussé le contrôle de l'Etat, si les commissaires aux comptes leur

avaient apporté la sécurité qu'ils recherchent. Il aurait fallu pour cela que les S. C. A. prennent au sérieux le rôle de ces commissaires, et suivent scrupuleusement leurs avis. Il aurait fallu surtout que les commissaires soient des hommes très à la hauteur de leur lourde tâche, remarquables par leur compétence, leur moralité et leur autorité.

SECTION II

La thèse de l'administration

Le législateur aurait pu étendre aux S. C. A. les règles concernant les commissaires chargés de contrôler les sociétés par actions faisant appel à l'épargne publique. Il a préféré placer nos groupements sous le contrôle direct de l'Etat ou de ses préposés.

Ce contrôle direct s'appuie sur les motifs suivants :

a) Nécessité de favoriser les coopératives au point de vue financier, par des subventions du ministère, l'octroi de prêts du Crédit agricole et la faveur d'exonérations fiscales. De tels avantages ne doivent être accordés qu'à bon escient et motivent la surveillance des organismes ainsi favorisés. Ne faut-il pas vérifier le bon emploi des deniers publics?

b) Il a fallu réagir contre la création de nombreuses coopératives de façade. Celles-ci se sont développées surtout après la loi du 10 juillet 1933 sur le prix minimum du blé; elles ont servi de paravent à des commerçants, transformés en apparence en directeurs de coopératives et bénéficiant d'exonérations fiscales et autres avantages auxquels ils n'auraient pas dû normalement avoir droit. C'était un abus, et même un scandale sur lequel les pouvoirs publics ne pouvaient fermer les yeux.

c) Le troisième motif, d'ordre politique, pour être le moins avoué, n'en est pas le moins important. Les S. C. A. ont été nommées par M. Bernard Lavergne des sociétés corporatives

patronales : elles favorisent le règne du producteur et s'opposent aux coopératives de consommation, qui favorisent celui du consommateur. Or les consommateurs constituent la grande masse, et surtout la masse ouvrière, qui, par son nombre et son organisation, représente une force avec laquelle il faut compter.

En faveur de cette masse de consommateurs et pour obtenir ses suffrages, il faut éviter la vie chère. Qui a intérêt à vendre cher ? Les producteurs. On en arrive à les redouter. On croit prudent de mettre en tutelle les organisations professionnelles agricoles. On les accuse de faire monter le prix de la vie, alors qu'elles cherchent à procurer au paysan une juste rémunération de son travail.

SECTION III

La thèse de l'U. N. S. A.

Les dirigeants de l'U. N. S. A., et en particulier MM. Louis Leroy et Louis Salleron, s'élèvent avec force contre la tutelle des S. C. A.

M. Louis Leroy a lu, au Congrès paysan de Caen (1), les 5 et 6 mai 1937, un rapport sur la coopération agricole dans l'organisation syndicale. Reprenant la doctrine qui fut de tout temps celle de la rue d'Athènes et de ses filiales, et qui est devenue celle de l'U. N. S. A. et des autres groupements de la rue des Pyramides, il rappelle que les S. C. A. sont un des rouages de l'organisation professionnelle agricole et doivent rester sous la dépendance étroite des syndicats. Il cite cette phrase prononcée au Congrès de Lyon, en 1894 : « Le rôle des coopératives agricoles doit être d'aider les syndicats agricoles sans jamais pouvoir les supplanter. » Le Congrès de Nancy, en 1909, insistait dans le même sens : « Le syndi-

(1) Rémy GOUSSAULT, *Syndicats paysans*, Flammarion 1937, p. 55.

cat, c'est l'idée mère, l'œuvre directrice, celle qui crée, dirige et maintient. La coopérative, c'est l'instrument mis en œuvre pour faciliter à un groupement particulier, pris dans l'ensemble des professionnels, l'accession plus facile à certaines opérations commerciales. »

Si les S. C. A. constituent ainsi un des rouages les plus importants de l'organisation agricole, elles doivent jouir de la liberté accordée à tout organisme professionnel, et en particulier aux syndicats dont elles dépendent. « La coopération agricole basée sur la libre organisation des producteurs est l'opposé de l'étatisme. » M. Louis Leroy poursuit et conclut : « La coopération agricole doit être libre. Les coopératives ne peuvent être contrôlées ni par les autres professions, ni par les autres catégories de citoyens, et en particulier les consommateurs. Elles ne peuvent être sous la tutelle de l'administration. Nous ne voulons pas que la coopérative se dessèche et se transforme en un simple bureau administratif dirigé par des fonctionnaires. La coopération ne doit pas être un corps sans âme, elle doit être un instrument au service de la défense paysanne. »

M. Louis Salleron exprime les mêmes idées en écrivant dans l'Annuaire de la coopération vinicole de 1939 :

« La coopération agricole, pour remplir parfaitement sa mission, doit lutter essentiellement contre un double danger, qui est, d'une part, l'individualisme, et, d'autre part, l'étatisme.

« L'étatisme est l'autre menace, et cette menace est aujourd'hui plus actuelle que l'individualisme, qui était au contraire le grand danger des premiers temps.

« Il y a une tendance accusée de l'Etat à gouverner toutes les activités particulières, soit directement par ses services administratifs, soit indirectement par le moyen du crédit. Le péril de l'étatisme est devenu si grand dans tous les pays, que les plus récents congrès coopératifs l'ont tous dénoncé avec vigueur. »

Afin d'échapper au double danger de l'individualisme et de l'étatisme, M. Salleron préconise la solution corporative.

Il en expose les modalités dans sa remarquable étude : « Un régime corporatif pour l'agriculture », (p. 98 et suivantes). Quels sont les rapports de la corporation et de l'Etat? L'un n'est-il pas intimement lié à l'autre? Corporatisme et Etatisme ne se confondent-ils pas? Mussolini considère que le corporatisme intégral suppose nécessairement un parti unique et l'Etat totalitaire. Cela tendrait à faire croire que le corporatisme italien n'est que de l'étatisme. M. Salleron prétend, néanmoins, que « le fait corporatif est susceptible d'être conçu d'une manière indépendante de l'Etat ». Il rappelle que M. de Michelis résume les règles essentielles du corporatisme en trois points :

1° Respect de la propriété privée et de la liberté individuelle.

2° Estimation exacte et satisfaction meilleure des besoins humains.

3° Harmonisation par l'autorité de tous les éléments qui concourent à la production.

De plus, M. Salleron rappelle ces paroles du président Salazar : « Dans les conditions du monde actuel, il est douteux qu'aucun Etat puisse se passer d'une organisation de son économie nationale. Or, si l'on ne veut pas que l'Etat organise et dirige, lui-même, l'économie de la nation, la transformant ainsi en économie d'Etat, il n'y a qu'une solution : l'organisation corporative, grâce à laquelle l'Etat peut tirer un bénéfice de toutes les forces productrices, tout en maintenant les principes de la propriété privée, de l'initiative particulière, de la concurrence modérée, et tout en usant de son autorité pour réprimer les abus. »

Nous nous rallions volontiers à la conception de M. Salleron : l'économie libérale a donné la preuve de son impuissance; il lui faut adopter la solution corporative pour éviter la solution étatiste et marxiste. Force est cependant de cons-

tater que la corporation, « organe social contrôlé par l'Etat », suppose un régime de tutelle.

C'est ce que M. Gaëtan Pirou a admirablement mis en lumière dans ses « Essais sur le corporatisme » :

« Nous avons suffisamment insisté, écrit-il (1), sur la nécessité de l'action collective dans le monde moderne, pour que l'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous ne croyons pas qu'il soit opportun, ni possible, de supprimer les groupements, ni même de se passer d'eux pour l'organisation des intérêts économiques. Nous voulons simplement marquer qu'à mesure qu'augmente la puissance de ces groupements, augmente aussi le risque qu'ils ne soient tentés d'abuser de cette puissance, d'où la nécessité de les subordonner au contrôle d'un pouvoir politique qui n'émane pas d'eux et qui soit plus fort qu'eux. »

Aussi le corporatisme suppose-t-il un Etat fort (2); il s'accommode plus aisément de la dictature, qui le corrige de ses faiblesses, que la démocratie, qui le transformerait en anarchie collective.

Le corporatisme, qui « n'échappe à l'incohérence ou à la tyrannie des producteurs que pour tomber dans l'étatisation », est-il possible dans un régime autre que celui de dictature? M. Gaëtan Pirou le croit, mais à condition que l'Etat se réforme dans le sens de l'autorité.

« Reste un seul moyen, conclut-il (3), de contenir dans de justes limites le corporatisme de fait dont nous avons noté les progrès récents, et c'est l'attribution à l'Etat de pouvoirs assez forts pour qu'il domine les groupes, au lieu d'être noyauté par eux. Ce renforcement des pouvoirs de l'Etat implique-t-il nécessairement l'abandon du régime parlemen-

(1) Gaëtan PIROU : *Essais sur le corporatisme*, Sirey, 1938, p. 56.

(2) *Idem*, p. 65.

(3) *Idem*, p. 167.

taire et l'instauration de la dictature? S'il en était ainsi, le corporatisme se trouverait du même coup condamné, puisque les régimes de dictature rompent l'équilibre à un tel point en faveur de l'exécutif, et soumettent si étroitement l'économique au politique, qu'ils n'ont, en fait, réalisé qu'un corporatisme purement apparent. Mais il n'y a point de raison d'exclure à priori la possibilité de réformer la démocratie sans la supprimer. Il faut reconnaître, pourtant, que la tâche est singulièrement délicate. D'abord, elle implique que le parlement comprenne qu'il est de l'intérêt du régime d'accepter un renforcement des droits de l'exécutif qui permette à celui-ci d'écouter la voix de l'intérêt général, lorsqu'il exige l'adoption de mesures impopulaires. En outre, une démocratie ne peut, sans être infidèle à son principe même, sacrifier ni la liberté de la pensée, ni la force vivante du syndicalisme libre; de ce fait, la réalisation de l'unanimité dans la volonté et dans l'action y est moins aisée que sous un régime totalitaire. Pourtant, s'il est vrai que l'esprit français répugne profondément à la dictature, il nous faudra bien, si encombrée d'obstacles que soit la route, passer par la porte étroite qui conduit à une démocratie réformée. »

Si souhaitable qu'il soit, le corporatisme agricole n'existe pas en France. Aussi l'Etat exerce-t-il sur les S. C. A. une tutelle de plus en plus rigoureuse, soit par l'entremise du ministère de l'Agriculture, soit par celui de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, soit par celui du fisc.

CHAPITRE II

Le contrôle du Ministère de l'Agriculture

Avant le décret du 8 août 1935, le contrôle du ministère de l'Agriculture ne s'exerçait que d'une façon partielle. Avaient seules à le subir les coopératives qui sollicitaient des prêts du Crédit agricole ou des subventions. Les uns et les autres ne pouvaient être accordés qu'à bon escient, c'est-à-dire après enquête et garantie.

Le décret du 8 août 1935 a apporté une transformation profonde dans le statut juridique des S. C. A. Il a placé ces dernières sous la tutelle du ministère de l'Agriculture en leur imposant l'agrément préalable et le contrôle permanent.

SECTION PREMIERE

L'agrément préalable

L'agrément résulte de l'article 28 du décret du 11 février 1939 : « Les statuts des S. C. A. et de leurs unions doivent être approuvés par le ministre de l'Agriculture après avis du conseil supérieur de la coopération agricole. »

Quant à la façon d'obtenir cet agrément, le décret du 11 février 1939 renvoie au décret du 13 août 1936, modifié par le décret du 27 avril 1937. La lecture de ces textes permet de connaître les délais, la liste des pièces à fournir et la marche à suivre.

1° DÉLAIS

Les délais sont différents suivant qu'il s'agit d'une coopérative constituée antérieurement ou postérieurement au 13 août 1936. Dans le premier cas, la demande d'agrément doit être faite avant le 30 juin 1939, dans le second cas, dans les six mois à dater de la constitution de la société.

2° PIÈCES A FOURNIR

Les pièces à fournir sont au nombre de quatre :

1° Un exemplaire des statuts et du règlement intérieur accompagné d'une pièce justifiant que la société a été constituée de façon régulière.

2° Une copie des procès-verbaux de l'assemblée générale constitutive et des assemblées générales extraordinaires ayant modifié les statuts.

3° Nom des administrateurs, commissaires, directeur et nombre des sociétaires.

4° Engagement de se soumettre au contrôle des inspecteurs des finances et agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou de receveur.

3° MARCHE A SUIVRE

Le dossier ainsi constitué est remis au directeur des services agricoles qui le vérifie, le fait compléter s'il y a lieu, l'accompagne d'un rapport et le transmet au ministre de l'Agriculture (Secrétariat du Conseil Supérieur de la Coopération Agricole).

Le ministre fait connaître aux S. C. A. intéressées si leurs statuts sont approuvés, ou bien leur notifie les modifications qu'il convient d'y apporter. Il ne peut donc leur opposer un refus brutal; il doit leur indiquer les conditions nécessaires pour obtenir l'approbation. Une fois ces conditions satisfaites, l'approbation est accordée de plein droit.

4° CAS LITIGIEUX

Cette question de l'approbation des statuts des S. C. A. soulève plusieurs problèmes délicats. On ne peut guère que les signaler, la jurisprudence n'ayant pas encore eu l'occasion de se prononcer à leur sujet.

a) La coopérative a la faculté et même l'obligation de fonctionner avant d'obtenir l'approbation des statuts. Elle peut attendre six mois avant de faire sa demande; le ministère met parfois plus d'un an avant de répondre. Pendant ce temps, la société existe et vit. Qu'arrivera-t-il si elle refuse les modifications demandées? Elle cessera de fonctionner, sans doute, mais comment se fera sa liquidation? Sera-t-elle considérée comme ayant été, au cours de son existence, une société de fait, une coopérative ou une société commerciale?

b) On peut être surpris que le décret du 13 août 1936 demande que les coopératives fournissent un exemplaire de leur règlement intérieur. Si les S. C. A. sont tenues d'avoir des statuts, aucun texte légal ne les oblige à adopter un règlement intérieur.

On lit, dans le même paragraphe, la phrase suivante : les sociétés qui ont adopté la forme des sociétés anonymes doivent joindre une pièce justifiant que les formalités de dépôt et de publicité exigées par la loi ont bien été remplies. Or (voir p. 113), la loi n'exige aucune formalité de dépôt et de publicité pour les S. C. A. indépendamment de leur régime juridique.

c) Le ministre ne peut refuser brutalement son approbation, mais peut la subordonner à l'apport préalable de certaines modifications aux statuts. De quelles règles doit-il s'inspirer pour exiger ces modifications? Doivent-elles être basées sur un texte légal ou provenir seulement de l'opinion personnelle d'un fonctionnaire du ministère? Dans quelle mesure, en imposant ces modifications, le ministre use-t-il de son droit ou commet-il un abus de droit?

Dans la pratique, le ministère exige certaines modifications

et en conseille d'autres. Ce qu'il exige est basé sur un texte légal et est une condition pour obtenir l'approbation. Ce qu'il conseille résulte de son appréciation personnelle, et l'approbation peut être obtenue même si on ne s'y conforme pas.

SECTION II

Contrôle

Le contrôle des S. C. A. est prescrit par l'article 31 du décret du 11 février 1936. Cet article renvoie aux articles 28, 30 et 32 du même décret, et aux articles 6 et 7 du décret du 13 août 1936, modifié par celui du 27 avril 1937.

Ce contrôle est permanent et peut être exercé à n'importe quelle époque de l'année. Il est, en quelque sorte, double, suivant qu'il provient des agents du Trésor ou du directeur des services agricoles.

Les inspecteurs des finances et les agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou de receveur peuvent, quand bon leur semble, prendre connaissance des livres de comptabilité et pièces annexes, et demander aux S. C. A. toutes justifications utiles tendant à prouver qu'elles fonctionnent conformément aux dispositions légales qui les régissent.

Il ne s'agit pas d'un contrôle fiscal, mais d'un véritable contrôle juridique pouvant provoquer les sanctions prévues aux articles 32 et suivants du décret du 11 février 1939. Sans doute ces agents doivent-ils vérifier spécialement l'application de l'article 15 du décret du 11 février 1939, qui concerne la comptabilité des S. C. A. Cette partie est plus spécialement de leur compétence. Mais ils peuvent et doivent relever toute infraction à une disposition légale et la signaler à l'autorité habilitée en la circonstance à prendre des sanctions.

Le directeur des services agricoles ne peut vérifier les livres ni les pièces de comptabilité. On ne peut exiger de lui la compétence d'un comptable. Mais les S. C. A. sont tenues de

lui fournir, à toute époque, tout renseignement utile sur la nature ou l'étendue de leur activité, leur fonctionnement et leur situation financière. Autant dire qu'il a le droit de tout demander et qu'on doit toujours lui répondre.

De plus, les S. C. A. doivent remettre au directeur des services agricoles, afin qu'il transmette ces pièces au ministre :

1° Dans le délai d'un mois après la tenue de l'assemblée générale ordinaire, la copie du procès-verbal de cette assemblée, ainsi que le nombre des sociétaires, les noms des administrateurs, des commissaires et du directeur et le dernier bilan.

2° Dans le délai de trois mois après la tenue de l'assemblée générale extraordinaire modifiant les statuts, la copie du procès-verbal de cette assemblée.

3° Dans le délai de trois mois, l'indication de tout changement survenu dans le conseil d'administration, le personnel de direction, ainsi que tout changement d'adresse du siège social.

Ce contrôle, qu'il provienne des inspecteurs des finances et agents du Trésor, ou du directeur des services agricoles, peut-il être la source de sanctions? Sans doute, mais ces sanctions ne peuvent être prononcées que par le ministre. Sans parler des sanctions pénales frappant les administrateurs et étudiées plus haut, la coopérative peut se voir retirer à la fois l'agrément et le bénéfice des exonérations fiscales qui en résultent. De plus, le tribunal peut ordonner la fermeture de l'établissement.

CHAPITRE III.

Le contrôle du Crédit Agricole

Les rapports des S. C. A. et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole sont fixés par l'article 22 du décret du 11 février 1939, lequel renvoie à la loi du 5 août 1920, au décret du 9 février 1921 et à l'arrêté du 19 mai 1921.

Ces différents textes permettent de connaître les caractères et les modalités de ce contrôle; les statistiques du ministère permettent d'en mesurer l'ampleur.

SECTION PREMIERE

Caractères

Le contrôle exercé par le Crédit agricole ne s'étend pas à toutes les coopératives, mais seulement à celles qui font des opérations avec lui. Or beaucoup n'en font pas. Dans son rapport annuel au Président de la République, le ministre de l'agriculture déclare (*J. O.*, 7 janvier 1939), que sur 7.500 coopératives de production, transformation et vente, plus de 3.000 ont bénéficié d'avances à long terme du Crédit agricole. Cela ne représente même pas la moitié; il est vrai que ce renseignement ne concerne que les avances à long terme, alors que les S. C. A. peuvent contracter des emprunts à court terme et à moyen terme. Nous n'avons aucune statistique sur ces dernières opérations, mais nous savons que bien des coopératives ne les pratiquent pas, et échappent ainsi à tout contrôle du Crédit agricole.

Elles y ont un certain mérite, car si les S. C. A. ne sont pas tenues légalement de s'adresser au Crédit agricole, elles y sont du moins poussées par la nécessité. En effet, il leur est difficile de se procurer des capitaux. Leur capital social, divisé en parts, ne peut être souscrit que par les adhérents, ce qui interdit tout appel au public. De plus, les avantages offerts aux souscripteurs ne sont pas très alléchants. Ils ne peuvent espérer une plus-value de leur apport ni une augmentation de leurs revenus. Ils ne peuvent négocier leurs titres ni en demander le remboursement à leur gré; en outre, en cas de liquidation déficitaire, ils sont responsables des dettes sur leur apport. Les parts d'intérêt des S. C. A. n'offrent donc, pour les personnes en recherche de placements, aucun des avantages apportés, soit par les obligations, soit par les actions. Aussi les coopérateurs, très souvent, ne souscrivent-ils que le minimum exigé, n'apportant ainsi à la coopérative qu'un capital insuffisant.

Le capital des S. C. A. bénéficiant d'avances à long terme s'élève à 393.134.067 francs, et a été souscrit par 519.496 membres, soit 756 francs par membre.

Cette somme est souvent insuffisante pour monter une installation de vinification, de laiterie-fromagerie ou un silo. La coopérative doit emprunter. Sans doute peut-elle s'adresser à des particuliers ou à des banques, mais les uns et les autres seront peu disposés en faveur des jeunes coopératives dont les garanties sont aléatoires. La coopérative se tournera donc vers la caisse régionale de Crédit agricole, qui ne peut légalement refuser le prêt, et qui reçoit, pour cette destination spéciale, des avances de l'Etat.

Cette caisse deviendra tout naturellement le banquier et le bailleur de fonds de la coopérative, mais la placera sous sa tutelle, lui imposera les conditions et la surveillera étroitement.

D'ailleurs, avant le décret du 8 août 1935, le législateur n'avait cherché à réglementer que les coopératives en rapport avec le Crédit agricole, les autres n'existant pas à ses yeux ou ne lui paraissant pas dignes d'intérêt. On a vu que

le décret du 8 août 1935 a précisé le statut juridique et fiscal des S. C. A. en rendant obligatoire pour toutes ce qui ne l'était auparavant que pour certaines, et en retirant à toutes la liberté.

Ainsi la Caisse Nationale de Crédit Agricole ne contrôle que les S. C. A. qui lui demandent de l'argent. Mais quand ce contrôle s'exerce, c'est d'une manière absolue.

SECTION II

Modalités

Le contrôle du Crédit agricole subit les mêmes modalités que celui du ministère auquel il a servi de modèle. Toutefois, il ne comporte pas comme sanction l'interdiction de fonctionner, mais seulement le refus des prêts sollicités.

Ces modalités sont au nombre de deux, l'approbation préalable des statuts et la surveillance constante.

I^o APPROBATION PRÉALABLE

Les S. C. A. qui demandent une avance à long terme sont tenues de fournir les pièces énumérées à l'article 3 de l'arrêté du 19 mai 1921 :

- Statuts et acte d'association ou acte constitutif.
- Règlement intérieur s'il y en a un.
- Procès-verbal de l'assemblée constitutive et de celles ayant modifié les statuts.
- Liste des souscripteurs et capital versé par chacun.
- Liste des administrateurs et des commissaires.
- Désignation de la caisse locale de Crédit agricole à laquelle se rattache la coopérative.
- Indication des immeubles de la société ainsi que leur situation hypothécaire.
- Mémoire justificatif et devis estimatif des travaux à exécuter et qui sont la cause de l'emprunt.

— Engagement de remboursement conjoint et solidaire de tout ou partie des administrateurs, quand les statuts ne comportent pas la clause conjointe et solidaire de tous les sociétaires.

Une fois en possession de ces pièces, la caisse régionale de crédit les examine et vérifie si elles correspondent exactement à deux conditions.

La première est la constitution régulière de la coopérative et son fonctionnement normal, exactement conforme au décret du 11 février 1939. Si la coopérative est agréée, cette condition est remplie en principe, mais la caisse de crédit a le droit de s'en assurer.

La seconde condition est l'insertion dans les statuts de certaines garanties spéciales. Ces garanties ont stipulées dans les articles 23 et 28 de la loi du 5 août 1920 et l'article 19 du décret du 19 février 1921. Ce sont : une garantie hypothécaire sur les immeubles, la constitution d'une réserve spéciale destinée à l'amortissement des avances reçues, l'engagement de n'apporter aucune modification aux statuts sans l'autorisation préalable de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, l'engagement de ne pas tenir l'assemblée générale annuelle sans avoir fait approuver au préalable les comptes par la caisse régionale, si les prêts ou avances n'ont pas été remboursés. A ces garanties, il convient d'en ajouter qui, sans être exigées par la loi, le sont cependant dans la pratique par les statuts-types et la Caisse de crédit : clause statutaire portant l'engagement conjoint et solidaire de tous les coopérateurs de rembourser le Crédit agricole, quel que soit le régime juridique de la coopérative. Si, par hasard, cette clause n'existe pas dans les statuts, la caisse régionale peut se contenter de l'engagement solidaire de tout ou partie du conseil d'administration, mais elle n'y est pas tenue et engage sa propre responsabilité (loi du 5 août 1920, art. 28). De plus (même loi, art. 29), la Caisse Nationale de Crédit Agricole jouit d'un privilège pour toutes les sommes qui lui seraient dues.

Une autre clause statutaire exigée par le Crédit agricole interdit la diminution du capital avant le remboursement de ses avances. Cette clause, insérée dans les statuts-types, s'explique de la façon suivante : les sociétaires en faveur de qui l'avance a été accordée ont apporté comme garantie non seulement leur engagement solidaire, mais encore leur responsabilité de droit commun, leur activité professionnelle et leur apport. En se retirant, ils suppriment quelques-unes de ces garanties : s'ils restent responsables des engagements existants au moment de leur sortie, cette responsabilité cesse au bout de cinq ans; passé ce délai, on ne peut plus rien leur demander. De plus, en n'apportant plus à la coopérative leur activité professionnelle, ils peuvent nuire à sa prospérité. Enfin, le remboursement de leur apport peut gêner la coopérative dans celui des avances à la Caisse de crédit. Toute société doit payer ses dettes extérieures avant ses dettes intérieures.

2° SURVEILLANCE CONSTANTE

Une fois le dossier vérifié et les statuts agréés, la Caisse Nationale de Crédit Agricole exerce, sur les S. C. A., une surveillance constante. Elle a le droit de les faire inspecter quand bon lui semble. Le ministre signale dans son rapport (*J. O.*, 7 janvier 1939), que ces inspections sont fréquentes. De plus, on ne peut modifier les statuts sans autorisation. Enfin (décret du 24 mai 1938), « l'assemblée générale ordinaire doit être tenue dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel, et si la société a obtenu une avance de l'Etat ou un prêt d'une caisse de Crédit agricole mutuel, les comptes doivent être approuvés auparavant par la caisse régionale ».

Ainsi, la caisse de crédit est tenue au courant de tout ce qui se passe dans la coopérative débitrice, et elle peut interdire à celle-ci tout acte diminuant ses garanties.

SECTION III

Ampleur

L'ampleur du contrôle de la Caisse Nationale de Crédit Agricole est fonction des services rendus.

Les avances que les S. C. A. peuvent recevoir du Crédit agricole sont limitées à six fois le capital versé, ce qui laisse une marge considérable. En pratique, elle est loin d'atteindre cette ampleur, 592 millions d'avances pour 393 millions de capital, soit une fois et demie.

Plus de la moitié des coopératives, avons-nous dit, ne reçoivent pas d'avances à long terme. Toutefois, le nombre de ces avances va croissant, ainsi que l'indique le tableau suivant :

Depuis le 29-12-1906 jusqu'au 31-12	Nombre d'avances	Capital versé	Membres	Avances accordées
1922 ..	856	34.329.000	93.980	55.718.000
1927 ..	2.014	121.005.000	201.957	194.467.000
1932 ..	3.218	274.933.000	338.485	406.100.000
1937 ..	3.965	393.134.000	519.496	592.636.000

On voit que la progression, bien que moins rapide, est toujours très importante.

La répartition des avances à long terme, du 29 décembre 1906 au 31 décembre 1937, était la suivante :

	Nombre d'avances	Capital versé	Membres	Avances accordées
Caves, distilleries vinicoles ..	1.350	202.806.482	161.502	324.881.627
Distilleries, sucreries	37	28.439.907	8.425	24.061.925
Cidreries	9	2.461.675	1.662	2.740.000
Coop. battages et mat. agricole	1.233	23.751.553	57.234	40.214.385
Fruitières, laiteries	868	60.450.123	102.663	94.793.488
Huilleries coopératives	58	2.988.259	10.361	4.917.750
Coop. de blé, meuneries, boulangeries, diverses	360	72.236.068	177.829	101.027.250
Coop. achat et appr.	35	4.909.433	56.608	6.411.000
<i>Total</i>	4.000	398.043.500	576.104	599.047.425

Il peut être intéressant d'établir, à l'aide de ce tableau, ce que, pour chaque genre de S. C. A., représente par membre le capital versé et l'avance accordée.

	Par membre		Proportion
	Capital versé	Avances	
Caves et distilleries vinicoles	1.255	2.011	1,60
Distilleries et sucreries	3.449	2.918	0,84
Cidreries	1.481	1.648	1,11
Coop. de battages et matériel	414	702	1,69
Fruitières et laiteries	588	923	1,56
Huilleries	288	474	1,64
Coop. de blé, meuneries, boul. et diverses	406	568	1,39
Coop. achat et approvisionnement	86	113	1,31
<i>Moyenne générale</i>	690	1.039	1,50

Ainsi, sauf pour les distilleries coopératives et sucreries, qui sans doute ont demandé moins, le crédit agricole prête une somme supérieure au capital versé, dans une proportion moyenne de une fois et demie. Il aurait donc suffi aux coopérateurs d'augmenter leur mise de 150 % pour se libérer entièrement de la tutelle du Crédit Agricole.

Cet effort serait plus difficile aujourd'hui, si l'on en juge par les nouvelles avances à long terme accordées aux S. C. A. pendant la seule année 1937.

	Nombre des coopératives	Membres	Montant
Caves et distilleries vinicoles	90	8.912	30.575.600
Distilleries et sucreries	1	285	750.000
Coop. de battages et matériel	20	741	484.000
Fruitières et laiteries	12	694	1.526.000
Coop. de blé, meuneries, boulangeries et diverses	91	59.329	37.466.000
Coop. achat et approvisionnement ..	2	358	220.000
<i>Total</i>	216	70.319	71.021.800

L'avance accordée ne représente en moyenne que 1.000 fr. par membre, mais elle est très variable suivant chaque

genre de groupement. Les viticulteurs sont relativement peu nombreux et ont besoin d'installations très, coûteuses; ils empruntent 3.391 francs par membre. Les producteurs de blé n'empruntent que 631 francs. Nous connaissons quelques coopératives auxquelles les adhérents apportent leur économies pour éviter d'emprunter et garder une entière indépendance. C'est un bel exemple de discipline professionnelle.

CHAPITRE IV

Le contrôle fiscal

Les coopératives ont été de tout temps en lutte avec le fisc. Un malentendu profond séparait ces deux organismes. Les coopératives se considéraient comme des établissements agricoles, exerçant une activité purement agricole. Le fisc, ne tenant compte que de l'apparence, traitait les S. C. A. comme des établissements industriels ou commerciaux. La bataille fut rude, les coopératives tentant d'arracher aux tribunaux et de faire consacrer par des lois ce qu'elles prétendaient être leur droit; le fisc défendant ses positions pied à pied et interprétant les textes avec une partialité indéniable.

Ce que l'on a appelé la « Bataille coopérative » (1) a duré de 1928 à 1935, et s'est terminée par le décret-loi du 8 août 1935, qui a fait table rase de la théorie de l'industrialisation, et a accordé aux S. C. A. certaines exonérations fiscales. Ces exonérations, reprises par le décret du 11 février 1939, sont conditionnées par la régularité du fonctionnement de la coopérative. Aussi cette régularité est-elle l'objet d'une surveillance très étroite. Le contrôle fiscal est beaucoup plus rigoureux que celui du ministère de l'Agriculture ou de la Caisse de Crédit Agricole. Il est toujours fait avec sévérité et comporte comme sanctions des suppléments d'impôts et des amendes fort élevées. Les administrateurs des S. C. A., tout en exigeant le respect de leurs droits, doivent donc veiller à être constamment en règle.

(1) André DURAND, *op. cité*, p. 109.

Les exonérations fiscales des S. C. A. sont de deux sortes : les unes sont formelles, les autres douteuses ou du moins discutées.

SECTION PREMIERE

Exonérations formelles

Les exonérations formelles sont motivées par le caractère agricole des S. C. A., dont l'activité n'est que le prolongement, antérieur ou postérieur, de l'activité agricole de leurs membres. Elles sont insérées dans les articles 23 et suivants du décret du 11 février 1939, qui renvoient à différents articles des codes fiscaux.

1° IMPOT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

(Code des impôts directs, art. 4, 9° et 15°)

« Sont affranchis de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux...

« 9° Les syndicats agricoles et les coopératives agricoles d'achat en commun et d'approvisionnement constituées conformément à la loi du 5 août 1920 et leurs unions...

« 15° Les sociétés coopératives de production, transformation, conservation et vente des produits agricoles et leurs unions, fonctionnant conformément aux dispositions des lois du 5 août 1920, du 30 décembre 1922, du 17 juillet 1923, du décret-loi du 8 août 1935, de la loi du 15 août 1936 codifiée, sauf pour les opérations effectuées dans un magasin de vente au détail distinct de leur établissement principal.

« En ce qui concerne les opérations de transformation, les exemptions visées à l'alinéa ci-dessus ne portent que sur les produits ou sous-produits destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux, ou pouvant être utilisés à titre de matières premières par l'agriculture et l'industrie. »

Ce texte est suffisamment clair pour n'appeler aucun

commentaire. La transformation des produits agricoles peut permettre d'obtenir des denrées alimentaires telles que pain, viande, huile comestible, tourteaux, etc..., et des matières premières telles que semences, engrais organiques, résine, alcool industriel. Le fisc peut, toutefois, soulever des difficultés sur la définition de matières premières.

La vente dans un magasin de détail distinct de l'établissement principal n'est évidemment pas, pour une coopérative de production, transformation ou vente, un acte spécifiquement agricole.

2° CONTRIBUTION FONCIÈRE DES PROPRIÉTÉS BATIES

(Code des impôts directs, article 159)

« Sont exemptés de la contribution foncière des propriétés bâties... 6° les bâtiments servant aux exploitations rurales tels que granges, écuries, greniers, caves, celliers, pressoirs et autres, destinés soit à loger les bestiaux des fermes et métairies ainsi que le gardien de ces bestiaux, soit à serrer les récoltes, et dans les mêmes conditions, les bâtiments affectés à un usage agricole par les sociétés énumérées à l'article 22 de la loi du 5 août 1920. »

L'interprétation de ce texte a fait l'objet de nombreux arrêts de jurisprudence. Avant 1935, l'administration exigeait que les bâtiments pour lesquels on demandait l'exonération fussent affectés à un usage strictement agricole et appliquait rigoureusement la théorie de l'industrialisation. Le décret-loi du 8 août 1935 ayant supprimé le critérium de l'industrialisation en matière d'impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux, M. Louis Guillon, président de l'U. N. C. A., demanda que la nouvelle interprétation fut également valable en matière d'impôt foncier (1). Le ministre de l'Agriculture

(1) Louis SALLERON : *Codification des principaux textes législatifs et réglementaires relatifs au crédit mutuel et à la coopération agricoles*, 18, rue des Pyramides, 1937, p. 77.

lui répondit, le 20 février 1936 : « L'article 4 du décret-loi du 8 août 1935, en exonérant des impôts commerciaux les opérations de transformation effectuées par les sociétés coopératives agricoles constituées conformément à ses prescriptions, a reconnu de ce fait leur caractère agricole. Il ne sera donc plus possible d'appliquer un principe différent en matière d'impôt foncier. » Malheureusement cette réponse n'engage point le ministère des Finances.

M^e Marcl Braibant donnait, de cet article 159, à l'assemblée générale de l'U. N. C. A. du 22 mars 1939, le commentaire suivant (1) :

« S'il n'y avait dans le texte d'exemption que les premiers mots : bâtiments servant aux exploitations rurales, tels que granges, écuries, caves, greniers, celliers destinés à servir les récoltes, nous n'aurions qu'à payer; mais il y a aussi les mots : pressoirs et autres qui visent des bâtiments dans lesquels on ne serre pas les récoltes, mais où on transforme les produits de la terre. Et le texte n'est pas limitatif, puisqu'il est écrit : *et autres*.

« A l'égard de nos coopératives, l'article 159 précise que l'exemption est accordée aux bâtiments affectés à un usage agricole.

« Or une coopérative qui reçoit le lait des étables de ses adhérents, reste bien dans l'usage agricole en faisant, comme le font les cultivateurs eux-mêmes, du beurre, du fromage, et même en neutralisant le lait par la pasteurisation.

« Cependant, le Conseil d'Etat n'a pas suivi les quatre conseils de préfecture qui, dans des régions différentes de la France, ont décidé que ne devaient pas l'impôt foncier les coopératives laitières (Poitiers et Nancy), les distilleries coopératives (Montpellier), et les parfumeries coopératives (Nice).

« La jurisprudence du Conseil d'Etat est la suite d'un malheureux arrêt rendu au mois de juillet 1937 contre une so-

(1) *Journal du Paysan et des Coopératives agricoles*, 15 avril 1939.

ciété coopérative de distillerie « La Grappe » qui ne s'était pas défendue devant la Haute Assemblée et s'est laissée condamner par défaut. »

L'éminent juriste, constatant que plusieurs arrêts du Conseil d'Etat, rendus en 1931 et 1932, ont exonéré diverses coopératives, conclut : « Si la jurisprudence a changé une fois contre nous, elle peut encore changer cette fois en notre faveur. Je crois que nous approchons du résultat. »

3° PATENTE

(Code des impôts directs, article 264)

« Ne sont pas assujettis à la patente...

« 4° Les coopératives agricoles d'approvisionnement et d'achat constituées conformément à la loi du 5 août 1920, et leurs unions, à condition que leurs opérations portent exclusivement sur des produits ou instruments nécessaires aux exploitations agricoles elles-mêmes.

« 5° Les sociétés coopératives agricoles et leurs unions, constituées en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés; les coopératives de blé pouvant toutefois accepter des usagers non coopérateurs dans les conditions prévues à l'article 5, alinéa 3, de la loi du 15 août 1936 codifiée. »

Ainsi toutes les S. C. A. fonctionnant régulièrement sont exemptes de la patente, avec cette restriction, qui d'ailleurs ne semble pas soulever de difficultés, que les denrées fournies par les coopératives d'achat doivent servir aux exploitations agricoles elles-mêmes. Mais tout ce qu'un agriculteur achète ne sert-il pas à son exploitation, même les postes de T. S. F. pour lui donner le temps probable?

4° IMPOT SUR LE REVENU DES CAPITAUX MOBILIERS

(Code fiscal des valeurs mobilières, article 127)

« Sont exempts de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers... les parts d'intérêts, emprunts ou obligations des sociétés coopératives agricoles visées dans la loi du 5 août 1920. »

5° DROITS DE LICENCE

L'article 103 du Code des contributions indirectes exempte les S. C. A. des droits de licence sur les alcools et l'article 210 des droits de licence sur les vins.

Art. 103. — Ne sont pas considérés comme marchands en gros : les sociétés coopératives agricoles constituées dans les conditions prévues à la loi du 5 août 1920, vendant exclusivement les récoltes de leurs membres, vinifiées, distillées ou transformées en commun.

L'article 210 est conçu exactement dans les mêmes termes, sauf qu'il ne contient pas le mot : « Distillées ».

6° EXONÉRATIONS SPÉCIALES AUX COOPÉRATIVES DE BLÉ

L'article 29 de la loi du 15 août 1936 a complété le Code du timbre et de l'enregistrement par les articles 377 *bis* et 617 *bis* ainsi conçus :

Art. 377 bis. — Sont exempts de tout droit de timbre, autre que celui des quittances, les actes, pièces et écrits de toute nature concernant l'Office du blé, les comités départementaux et les coopératives de blé.

Sont, en outre, exonérés du droit de timbre des quittances, les reçus de blé délivrés par les coopératives à leurs adhérents ou usagers, à la condition que ces reçus ne contiennent pas d'autres décharges.

Art. 617 bis. — Sont exempts de tous droits d'enregistrement les actes, pièces et écrits de toute nature concernant l'Office du blé, les comités départementaux et les coopératives de blé.

Telles sont les six exonérations fiscales accordées par le décret du 11 février 1939. Les administrateurs, après s'être mis en règle pour les obtenir, doivent les exiger.

SECTION II

Exonérations discutées

Chaque fois que sont créés de nouveaux impôts, les S. C. A. ont à examiner si elles y sont assujetties ou non. Tel fut le cas de la taxe à la production et de la taxe d'armement.

1° TAXE A LA PRODUCTION

La taxe unique à la production, remplaçant différentes taxes, dont celle sur le chiffre d'affaires, a été instituée par la loi du 31 décembre 1936, complétée par le décret du 27 janvier 1937.

L'article 3, paragraphe 4 de la loi du 31 décembre 1937, stipule :

« En aucun cas, les professions agricoles ne supporteront cette taxe. »

Mais l'instruction du 13 février 1937 (paragraphe 37), fait les réserves suivantes :

« En ce qui concerne les coopératives agricoles constituées et fonctionnant conformément aux dispositions de la loi du 5 août 1920 et du décret-loi du 8 août 1935, leur situation doit être déterminée d'après les règles applicables aux producteurs agricoles opérant isolément.

« Elles ne seront donc imposées que si elles effectuent des

actes ne relevant pas des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices agricoles (production industrielle ou transformation à caractère industriel). »

Ainsi le fisc tend toujours à faire renaître le critérium de l'industrialisation.

2° TAXE D'ARMEMENT

La taxe d'armement a été instituée par le décret-loi du 21 avril 1939 et le décret du 13 mai 1939, commentée par la circulaire du 6 juin 1939.

Les coopératives agricoles d'achat en commun et d'approvisionnement sont assimilées, en la circonstance, aux groupements d'achat en commun entre commerçants et industriels (décret, 13 mai 1939, art. 7 2°). Elles ne sont donc imposées que « sur la différence entre le prix d'achat et le prix de vente en ce qui concerne les produits ou denrées destinées à l'utilisation ou à la consommation personnelle ou familiale ».

En ce qui concerne les coopératives de production, transformation et vente, l'article 9 du décret du 13 mai 1939 tend à faire revivre une fois de plus la théorie de l'industrialisation :

« Les opérations effectuées par les sociétés coopératives ne sont pas imposables lorsqu'elles sont de même nature que celles auxquelles se livre habituellement un agriculteur agissant individuellement. Ces opérations sont passibles de la taxe quand elles sont effectuées avec des moyens industriels ou suivant des méthodes commerciales, en ce qui concerne notamment la collecte des produits, l'agencement matériel ou la recherche des débouchés. »

Commentant ce texte, la circulaire du 6 juin 1939 tente d'établir une distinction entre les S. C. A. n'effectuant que des opérations spécifiquement agricoles, et celles employant des moyens industriels ou des méthodes commerciales.

Sont donc exemptées de la taxe d'armement, d'une façon générale : les coopératives de vente de fruits ou de légumes, les coopératives d'utilisation de matériel en commun, les coopératives vinicoles, cidricoles ou oléicoles qui se bornent à grouper, à conserver, à transformer ou à vendre les récoltes de leurs adhérents, les distilleries coopératives opérant sur les vins, cidres, poirés, marcs, lies, etc..., provenant des récoltes de leurs sociétaires.

Par contre, sont soumises à la taxe d'armement :

a) Les coopératives agricoles de transformation qui, avec des moyens industriels, effectuent des opérations sortant du cadre normal de l'agriculture.

En principe, tel sera le cas pour les coopératives agricoles de minoterie, de distillation de betteraves, de fleurs ou de résine, ainsi que pour celles se livrant à la fabrication de la caséine, de la fécule, du sucre, des conserves alimentaires.

b) Les coopératives qui, par application des textes législatifs ou réglementaires, achètent à prix ferme les produits livrés par leurs adhérents, sociétaires ou usagers.

Tel est, en vertu de la loi du 15 août 1936, le cas des coopératives de blé.

c) Les coopératives agricoles qui, quelle que soit la nature de leurs opérations (production, transformations, ventes en l'état), utilisent pour leurs ventes un ou plusieurs magasins, débits, comptoirs, dépôts agencés pour la vente au détail ou qui, pour la collecte des produits, ont une organisation analogue à celle des firmes exerçant le même commerce ou la même industrie, ou qui, pour la recherche des débouchés, font emploi des procédés en usage dans le commerce, s'adressent au grand public par envoi de catalogues, ont recours aux offices de représentants attitrés visitant la clientèle particulière, c'est-à-dire celle des simples consommateurs.

C'est ainsi que seraient assujetties les coopératives qui

apposeraient une marque sur leurs produits ou les vendraient habituellement par l'intermédiaire de mandataires ou de commissionnaires. Tel sera habituellement le cas des coopératives se livrant à la fabrication des beurres ou fromages, ou des coopératives vinicoles qui font la mise en bouteilles avec apposition de la marque de la coopérative, ont des dépôts de vente au détail ou des représentants attitrés.

C'est par conséquent en se référant aux moyens industriels employés pour la fabrication, à l'importance des moyens de transport utilisés pour la collecte des produits ou du personnel employé et aux procédés nettement commerciaux de vente, que l'on déterminera les coopératives qui sont imposables et celles qui ne le sont pas.

Ainsi l'on pourra, d'une manière générale, considérer que sont soumises à la taxe les coopératives qui, pendant la durée de leur fonctionnement, utilisent plus de cinq ouvriers ou employés en sus du directeur, ou qui utilisent couramment plusieurs camions automobiles pour le transport des produits.

Nous nous élèverons, une fois de plus, contre cette théorie de l'industrialisation que vient de ressusciter cette circulaire. L'acte agricole se distingue par sa nature, et non par l'ampleur ou par le perfectionnement de l'outillage.

3° DROIT D'APPORT

L'exonération qui soulève actuellement le plus de difficultés, parce que refusée par le fisc, et réclamée par les S. C. A., est celle du droit d'apport exigible des sociétés à but lucratif (Code de l'enregistrement, art. 42 et 445).

La solution dépend de la réponse donnée à cette question : les S. C. A. sont-elles ou ne sont-elles pas de véritables sociétés? Nous en avons discuté plus haut, et nous avons montré que de nombreux arrêts de jurisprudence répondent par la négative. Mais nous avons signalé l'arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1936, qui considère

les S. C. A. comme de véritables sociétés, et par conséquent passibles du droit d'apport.

Un jugement en sens contraire, rendu par le tribunal civil de Dreux, en date du 16 février 1938, refuse à la coopérative agricole beauceronne le caractère de société, la considère comme une société sans but lucratif, et déclare que c'est à tort que l'administration a perçu le droit proportionnel de 3 %.

L'arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1936 a soulevé de violentes protestations dans le monde de la coopération agricole, et en particulier à l'assemblée générale de l'U. N. C. A. du 22 mars 1939 (1). M. Mossé, président de la Fédération des Caves coopératives du Roussillon, a lu un rapport sur la question, et a conclu en demandant l'abrogation de ce droit d'apport par un texte législatif.

Que ce droit soit légal, il est permis d'en douter; qu'il soit injuste, c'est indéniable, car il frappe les S. C. A., non seulement lors de leur constitution, mais aussi lors de leur prorogation. Aussi une S. C. A. a-t-elle intérêt à avoir un capital social réduit et à emprunter beaucoup, puisque ses emprunts sont exonérés d'impôts. Est-ce bien ce que veulent les vrais coopérateurs, désireux de se libérer de toute tutelle?

On ne fera que signaler le contrôle incessant exercé par l'administration des contributions indirectes sur les coopératives de blé. Il a trait, non pas à l'application de la loi sur le statut juridique des S. C. A., mais de celle du 15 août 1936 sur l'O. N. I. B. Il s'exerce d'ailleurs, non seulement sur les coopératives de blé, mais sur les négociants agréés.

Cette nouvelle mesure rend néanmoins plus étroite et plus rigoureuse la tutelle d'un bon nombre de nos groupements. A force d'être contrôlées, les coopératives prennent l'esprit administratif, se dessèchent... Il faut leur rendre la vie.

(1) *Journal du Paysan et des Coopératives agricoles*, 1^{er} mai 1939.

CONCLUSION

L'essor de la coopération agricole n'est pas particulier à la France. On le constate dans la plupart des pays d'Europe : Italie, U. R. S. S., Angleterre, Bulgarie, Yougoslavie, Irlande, Espagne. Partout il y a des coopératives agricoles mais les deux pays où elles paraissent les plus prospères sont l'Allemagne et le Danemark.

En Allemagne (1), toutes les coopératives agricoles appartiennent à l'Union Nationale des Coopératives Allemandes Agricoles Raffeisen. Cette union comprend 40.373 sociétés, qui se répartissent en trois grands groupes :

Caisse d'épargne et de prêts	18.146
Coopératives de marchandises (vente de prod. agricoles)	14.859
Coopératives de services ou d'exploitation	7.368
<i>Total</i>	<u>40.373</u>

Les coopératives de marchandises et de services comprennent 4.199.900 membres, et ont fait, en 1936, pour 15 milliards de francs d'affaires (2).

Les coopératives danoises (3) sont célèbres dans le monde entier. Elles ont procuré à leur pays une prospérité magnifique en lui permettant d'exporter du bacon, du beurre et des œufs.

(1) *Revue des Etudes coopératives* octobre 1938, p. 17.

(2) Populations de l'Allemagne en 1936 : 63 millions.

Population du Danemark en 1936 : 3,5 millions.

(3) *Prince PIERRE DE GRÈCE : Les Coopératives agricoles danoises et le Marché extérieur*, Sirey, 1935.

Leur répartition, était, en 1928, la suivante :

	Nombre de coopératives	Nombre de membres	Chiffre d'affaires ¹
Laiteries coopératives	1.367	180.000	4.514
Abattoirs coopératifs	48	179.876	3.097
Sociétés d'exportation d'œufs	700	45.000	99
Sociétés d'exportation de bétail ..	15	14.729	70
Sociétés d'achat de fourrage	1.275	73.014	983
Sociétés d'achat d'engrais	1.376	57.165	124
<i>Total</i>	4.781	549.784	8.887

Nous voudrions pouvoir tracer, de la coopération agricole française, un tableau aussi impressionnant.

Peut-être arriverons-nous un jour à un tel résultat. Il nous faut pour cela des chefs et de la discipline.

Les chefs ne sauraient manquer dans un pays comme le nôtre. Encore faut-il qu'on ne cherche pas à les paralyser par des formalités superflues, une législation confuse et une tutelle vexante. Il faut encourager ceux qui prennent la tête du mouvement. De tels hommes doivent trouver près des pouvoirs publics, non de la défiance, mais de la sympathie et de l'admiration. Ils y ont droit.

Ils ont droit aussi à la discipline de leurs adhérents. La discipline est la condition indispensable de toute organisation professionnelle, elle est la première vertu du coopérateur. Elle consiste à sacrifier les intérêts particuliers immédiats à l'intérêt général qui, seul, conditionne l'avenir.

« Au moyen d'une organisation bien conçue, écrit M. Totomianz (2), on arrive à fusionner l'intérêt particulier avec l'intérêt général, en supprimant les conceptions individuelles égoïstes. Il existait déjà autrefois des organisations agricoles, mais elles ont été opprimées par les organismes publics et la puissance est passée aux villes et aux centres importants.

(1) Millions de francs.

(2) La Création d'une civilisation rurale et l'organisation coopérative. *Revue des Etudes coopératives*, octobre 1934, p. 24.

La conséquence a été le développement d'un Etat à caractère politique et d'un bureaucratisme inutile. La population rurale est tombée dans l'inertie. Mais si ces organisations agricoles se développent, l'agriculteur ne sera plus un pauvre sujet négligé, un jouet dans les mains de l'acheteur et du marchand; il se dressera dans toute sa puissance, parce qu'il sera organisé. »

VU et permis d'imprimer.

Le Recteur :

G. ROUSSY.

VU, *le Président :*

ROGER PICARD.

VU, *le Doyen :*

GEORGES RIPERT.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- COPPER-ROYER : *Traité des Sociétés anonymes*, 4^e édition, 1931.
ESMEIN : *Cours de Droit civil*, 1935-1936 (Les Cours de Droit, Paris).
Emile JAMES : *Les Formes d'Entreprises*, Sirey, 1935.
Gaston JÈZE : *Cours de Finances publiques*, 1936-1937.
LYON-CAEN et RENAULT : *Traité de Droit commercial*, 5^e édition, 1929.
Roger PICARD : *Formes et Méthodes nouvelles des entreprises commerciales*, Sirey, 1936.
Gaëtan PIROU : *Cours d'Economie politique*, 1934-1935 (Les Cours de Droit).
— *Doctrines sociales et Science économique*, Sirey, 1929.
— *Essais sur le Corporatisme*, Sirey, 1938.
PLANIOL et RIPERT : *Traité élémentaire de Droit civil*, II^e édition, 1937.
RIPERT : *Cours de Droit commercial*, 1936-1937 (Les Cours de Droit).
THALLER et PERCEROU : *Traité général théorique et pratique de Droit commercial*, 1909-1913.

OUVRAGES SPECIAUX

- Association centrale des Laiteries coopératives des Charentes et du Poitou*, Niort, 8, avenue de la République, 1929.
AUGÉ-LARIBÉ : *Syndicats et Coopératives agricoles*, A. Colin, 1938.
CRAMOIS et LABBÉ : *Le Mouvement coopératif agricole et ses possibilités de développement* (Conseil national économique, 1937).
André DURAND : *Le Statut juridique et fiscal des Coopératives agricoles*, Domat-Montchrestien, 1936.
Charles GIDE : *Les Associations coopératives agricoles*, 1924-1925.
— *Les Coopératives de vinification* (R. G., oct. 1925).
Bernard LAVERGNE : *Les Coopératives de consommation*, A. Colin, 1923.
Alfred NAST : *Code de la Coopération*, Sirey, 1928.
Rémy GOUSSAULT et Louis LEROY : *Syndicats paysans*, Flammarion, 1937.
Prince PIERRE DE GRÈCE : *Les Coopératives agricoles danoises et le Marché extérieur*, Sirey, 1935.
RAHDER : *La Coopérative de vente par les producteurs*, Sirey, 1929.

- LOUIS SALLERON : *Un Régime corporatif pour l'Agriculture*, Dunod, 1937.
— *Codification des principaux textes législatifs et réglementaires relatifs au Crédit mutuel et à la Coopération agricole*, 1937.
Enquête générale agricole de la France de 1929..
JEAN YOLE : *Le Malaise paysan*, Spes, 1930.

PUBLICATIONS

- L'Agriculteur du Sud-Est*, 1, rue Bellecour, Lyon.
Annales de la Mutualité et de la Coopération agricoles, 129, boulevard Saint-Germain.
Annuaire de l'Agriculture et des Associations agricoles, Sylvestre, Lyon.
Assemblée permanente des Présidents de Chambres d'agriculture, 11 bis, rue Scribe, Paris.
Les Chambres d'agriculture, 11 bis, rue Scribe, Paris.
Le Cher agricole, rue de la Halle, Bourges.
Dalloz, Recueil périodique et recueil hebdomadaire.
La Gazette du Palais.
Journal des Coopératives de blé, 18, rue des Pyramides.
Journal officiel.
Journal du Paysan et des Coopératives agricoles, 126, avenue Emile-Zola.
Les Lois nouvelles (Schaffhauser).
Moniteur du Syndicat des Agriculteurs de l'Indre, Châteauroux.
Revue des Agriculteurs de France, 8, rue d'Athènes.
Revue du Blé (J. Carret).
Revue de la Coopération internationale.
Revue de Droit rural et d'Economie agricole (Maurice Byé et Gabriel Marty).
Revue des Etudes coopératives (B. Lavergne).
Revue des Sociétés (Vavasseur).
Syndicats paysans, 18, rue des Pyramides.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	6
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Législation applicable</i>	11
SECTION I. — <i>Législation antérieure</i>	11
SECTION II. — <i>Le décret du 11 février 1939</i>	14
CHAPITRE II. — <i>Caractères juridiques</i>	31
SECTION I. — <i>Les S.C.A. sont-elles des sociétés ?</i>	31
SECTION II. — <i>Caractère coopératif</i>	40
SECTION III. — <i>Caractère agricole</i>	42
1° <i>Composition</i>	42
2° <i>Objet</i>	42
3° <i>Régime juridique</i>	44
SECTION IV. — <i>Groupements similaires</i>	48
1° <i>Associations agricoles</i>	48
2° <i>Syndicats agricoles</i>	49
3° <i>Mutuelles agricoles</i>	50
4° <i>Caisses de Crédit agricole</i>	50
5° <i>Sociétés agricoles d'Intérêt collectif</i>	50
6° <i>Coopératives de Consommation</i>	51
7° <i>Coopératives ouvrières</i>	51
CHAPITRE III. — <i>Caractères économiques</i>	53
SECTION I. — <i>A quel besoin répondent les S.C.A. ?</i>	53
SECTION II. — <i>La place des S.C.A. dans l'organisation professionnelle agricole</i>	57
SECTION III. — <i>La place des S.C.A. dans l'organisation générale coopérative</i>	59
SECTION IV. — <i>Différents modes d'activité des S.C.A.</i>	63

DEUXIÈME PARTIE

LES ORGANES DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES

TITRE PREMIER

L'ASSEMBLEE GENERALE

CHAPITRE PREMIER. — Composition de l'Assemblée générale..	71
SECTION I. — Conditions pour entrer dans une S.C.A.....	71
1° Etre agriculteur	72
2° Souscrire des parts.....	73
3° Etre agréé par la société.....	75
SECTION II. — Conditions pour sortir d'une S.C.A.....	75
1° La mort.....	76
2° La démission.....	76
3° Exclusion	79
CHAPITRE II. — Fonctionnement de l'Assemblée générale...	80
SECTION I. — La convocation des assemblées générales.....	81
SECTION II. — Règles de quorum.....	82
SECTION III. — Le vote.....	84
1° Modalités	84
2° Effets	85
CHAPITRE III. — Le rôle de l'Assemblée générale.....	87
SECTION I. — Assemblée générale constitutive.....	87
1° Vote des statuts.....	88
2° Vérification des apports.....	88
3° Nomination des administrateurs.....	89
SECTION II. — Assemblée générale ordinaire.....	89
1° Exercice écoulé.....	89
2° Exercice ultérieur.....	94
SECTION III. — Assemblée générale extraordinaire.....	95

TITRE II

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

CHAPITRE PREMIER. — Nomination et révocation.....	99
SECTION I. — Nomination	99
SECTION II. — Révocation	100
SECTION III. — Conditions d'éligibilité.....	100
SECTION IV. — Gratuité de l'administration.....	102
CHAPITRE II. — Rôle du Conseil d'Administration.....	104
SECTION I. — Pouvoirs	104
1° Pouvoirs juridiques.....	106
2° Activité économique.....	108

SECTION II. — <i>Obligations</i>	111
1° Fondation	111
2° Vie courante.....	113
3° Dissolution et liquidation.....	115
SECTION III. — <i>Moyens d'action</i>	118
1° Le bureau.....	119
2° Les séances.....	120
3° Organes permanents.....	121
CHAPITRE III. — <i>Responsabilité des administrateurs</i>	125
SECTION I. — <i>Responsabilité civile</i>	125
1° Les fondements de la responsabilité.....	125
2° Personnes responsables.....	130
SECTION II. — <i>Responsabilité pénale</i>	131
1° Cas de responsabilité.....	131
2° Personnes responsables.....	133

TITRE III

LA COMMISSION DE SURVEILLANCE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Nomination des Commissaires de surveillance</i>	137
SECTION I. — <i>Cette nomination est-elle obligatoire ?</i>	137
SECTION II. — <i>Mode de nomination</i>	138
SECTION III. — <i>Incompatibilités</i>	139
SECTION IV. — <i>Recrutement</i>	141
CHAPITRE II. — <i>Le rôle de la commission de surveillance</i>	143
SECTION I. — <i>Contrôle permanent</i>	143
SECTION II. — <i>Renseigner les sociétaires</i>	144
SECTION III. — <i>Convoquer l'assemblée générale</i>	145
CHAPITRE III. — <i>La responsabilité des Commissaires</i>	146
SECTION I. — <i>Responsabilité civile</i>	146
SECTION II. — <i>Responsabilité pénale</i>	147

TROISIÈME PARTIE

LA TUTELLE DES COOPÉRATIVES AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER. — <i>Tutelle ou liberté</i>	152
SECTION I. — <i>Enquête de l'assemblée permanente</i>	152
SECTION II. — <i>La thèse de l'administration</i>	153
SECTION III. — <i>La thèse de l'U.N.S.A.</i>	154

CHAPITRE II. — Le contrôle du Ministère de l'Agriculture....	159
SECTION I. — <i>L'agrément préalable</i>	159
1° Délais	160
2° Pièces à fournir.....	160
3° Marche à suivre.....	160
4° Cas litigieux.....	161
SECTION II. — <i>Contrôle</i>	162
CHAPITRE III. — Le contrôle du Crédit Agricole.....	164
SECTION I. — <i>Caractères</i>	164
SECTION II. — <i>Modalités</i>	166
1° Approbation préalable.....	166
2° Surveillance constante.....	168
SECTION III. — <i>Ampleur</i>	169
CHAPITRE IV. — Le contrôle fiscal.....	172
SECTION I. — <i>Exonérations formelles</i>	173
1° Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux....	173
2° Contribution foncière des propriétés bâties.....	174
3° Patentes	176
4° Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.....	177
5° Droits de licence.....	177
6° Exonération spéciale aux coopérateurs de blé.....	177
SECTION II. — <i>Exonérations discutées</i>	178
1° Taxe à la production.....	178
2° Taxe d'armement.....	179
3° Droit d'apport.....	181
CONCLUSION	183
BIBLIOGRAPHIE	187

